

**TRANSCONTINENTAL RÉALISE EN 2010
LA MEILLEURE PERFORMANCE D'EXPLOITATION DE SON HISTOIRE**

Au quatrième trimestre de 2010

- Croissance de 3,8 % du bénéfice d'exploitation ajusté qui est passé de 85,0 millions de dollars à 88,2 millions, et croissance interne de 7,3 %.
- Croissance de la marge d'exploitation ajustée qui est passée de 14,9 % à 15,5 %.
- Croissance du bénéfice net attribuable aux actions participantes qui est passé de 43,1 millions de dollars à 44,5 millions; par action participante, il est passé de 0,53 \$ à 0,55 \$.
- Croissance de 20,0 % du bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté qui est passé de 52,4 millions de dollars à 62,9 millions; par action, il a augmenté de 0,12 \$, passant de 0,65 \$ à 0,77 \$.
- Croissance interne positive des revenus de 1,3 %.

Pour l'exercice financier de 2010

- Croissance de 16,3 % du bénéfice d'exploitation ajusté qui est passé de 217,1 millions de dollars à 252,5 millions, et croissance interne de 14,9 %.
- Croissance de la marge d'exploitation ajustée qui est passée de 10,0 % en 2009 à 12,1 % en 2010.
- Croissance remarquable du bénéfice net attribuable aux actions participantes qui est passé d'une perte de 82,3 millions de dollars à un bénéfice de 166,6 millions; par action participante, il est passé d'une perte de 1,02 \$ à un bénéfice de 2,06 \$.
- Croissance de 18,7 % du bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté qui est passé de 133,5 millions de dollars à 158,5 millions; par action, il a augmenté de 0,31 \$, passant de 1,65 \$ à 1,96 \$.
- Croissance interne positive des revenus de 1,2 % par rapport à 2009 et diminution de 3,6 % des revenus consolidés principalement due aux cessions ou fermetures d'usines et de publications, à l'effet des taux de change ainsi que l'effet du papier.
- Augmentation de 12,5 % du dividende versé aux actions participantes au premier trimestre de 2010 et de 22,2 % au 8 décembre 2010, ce qui fait passer le dividende annuel de 0,32 \$ à 0,44 \$.
- Début en octobre de l'impression de *The Globe and Mail* dans le cadre d'un nouveau contrat de 1,7 milliard de dollars sur 18 ans, dont 25 millions de revenus additionnels par année.
- Acquisitions de LIPSO, un chef de file canadien de solutions intégrées utilisant la technologie mobile, basé à Montréal, et de Vortex Mobile (au lendemain de la fin de



- l'exercice), un fournisseur de solutions marketing mobile conçues pour fidéliser les consommateurs, sis à Toronto.
- Les revenus numériques du secteur des médias ont atteint 36,8 millions de dollars en 2010, une croissance de 33,8 % par rapport à 2009, et lancement d'une maison de représentation publicitaire numérique pour les annonceurs des magazines.
 - Lancement ou acquisition de six journaux hebdomadaires et de leurs sites Internet, portant à 175 le nombre de journaux de Transcontinental au Canada.
 - Ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,82 au 31 octobre 2010, par rapport à 2,59 au 31 octobre 2009.

Montréal, le 8 décembre 2010 – Transcontinental a accru sa rentabilité au quatrième trimestre par rapport à un solide quatrième trimestre en 2009 et a réalisé la meilleure performance d'exploitation de son histoire pour l'ensemble de l'exercice financier 2010. La Société porte ainsi à six le nombre de trimestres consécutifs au cours desquels elle a amélioré son bénéfice d'exploitation, hors éléments inhabituels, par rapport à l'exercice précédent tout en renouant avec une croissance interne positive des revenus et des profits sur une base annuelle. Il convient de souligner la bonne performance du secteur de l'impression et celle du secteur des médias qui a accru ses ventes numériques de plus de 30 %. Quant au nouveau secteur de l'interactif, il a connu une croissance de ses revenus au cours des trois derniers trimestres et est devenu le leader au Canada dans plusieurs segments stratégiques, comme les courriels personnalisés, la circulaire électronique et les applications mobiles.

« Je suis très fier de nos résultats du quatrième trimestre et de l'ensemble de l'exercice financier 2010 qui démontrent clairement que nous avons la stratégie, la gestion disciplinée, la solidité financière et les gens pour poursuivre notre croissance, a déclaré François Olivier, président et chef de la direction de Transcontinental. L'année 2010 aura permis de renforcer nos acquis et d'investir dans les nouveaux services correspondant aux besoins émergents de nos clients, et ce, tout en multipliant les synergies et en générant une plus grande profitabilité.

Je suis très optimiste pour les prochaines années, a poursuivi M. Olivier. Avec le début de l'impression de *The Globe and Mail* sur notre nouveau réseau canadien de presses hybrides en octobre dernier, les trois principaux projets visés par les quelque 700 millions de dollars d'investissements en immobilisations depuis 2007 sont maintenant pleinement opérationnels, ce qui entraînera d'importantes rentrées de fonds nettes à partir de 2011. Nous en profiterons pour diminuer davantage notre niveau d'endettement et continuer d'investir dans le développement de nouveaux services de marketing numérique et interactif. »

La Société a poursuivi l'amélioration de sa position financière avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,82 au 31 octobre 2010 par rapport à 2,59 au 31 octobre 2009. L'objectif de la direction est de continuer à abaisser ce ratio et de le maintenir autour de 1,50.



Faits saillants financiers

Au cours du quatrième trimestre terminé le 31 octobre 2010, les revenus consolidés de Transcontinental ont été stables à 570 millions de dollars en dépit d'un fort quatrième trimestre en 2009, alors que la croissance interne a été de 1,3 %. Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 3,8 %, passant de 85,0 millions de dollars à 88,2 millions, et sa croissance interne a été de 7,3 %.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes est passé de 43,1 millions de dollars en 2009 à 44,5 millions en 2010; par action participante, il est passé de 0,53 \$ à 0,55 \$. Pour sa part, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté, qui exclut les éléments inhabituels, a augmenté de 20,0 %, passant de 52,4 millions de dollars à 62,9 millions; par action participante, il a augmenté de 0,12 \$, passant de 0,65 \$ à 0,77 \$.

Pour la période de 12 mois terminée le 31 octobre 2010, la Société a connu une croissance interne positive de ses revenus de 1,2 % grâce à la contribution de nouveaux contrats d'impression et à une reprise des dépenses publicitaires dans ses journaux et ses magazines. Par ailleurs, les revenus consolidés ont diminué de 3,6 %, passant de 2,2 milliards de dollars à 2,1 milliards, en raison surtout des cessions ou fermetures d'usines et de publications, de l'effet des taux de change ainsi que l'effet du papier.

Le bénéfice d'exploitation ajusté est passé de 217,1 millions de dollars à 252,5 millions, une hausse de 16,3 % surtout attribuable à une gestion serrée des coûts et du portefeuille d'actifs ainsi qu'à une amélioration de l'efficacité qui ont largement compensé les investissements stratégiques de la Société, ayant affecté immédiatement les résultats, notamment dans le développement numérique du secteur des médias. La croissance interne du bénéfice d'exploitation ajusté a été de 14,9 %.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 248,9 millions de dollars, passant d'une perte de 82,3 millions en 2009 à un bénéfice de 166,6 millions en 2010; par action participante, il est passé d'une perte nette de 1,02 \$ à un bénéfice net de 2,06 \$. Cette croissance remarquable est principalement due à une hausse importante du bénéfice d'exploitation et au gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis. Quant au bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté, qui exclut les éléments inhabituels, il a augmenté de 18,7 %, passant de 133,5 millions de dollars à 158,5 millions; par action participante, il a augmenté de 0,31 \$, passant de 1,65 \$ à 1,96 \$.

Pour une information financière plus détaillée, veuillez consulter le *Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010* et les états financiers complets que vous trouverez sur le site www.transcontinental.com, à la section « Investisseurs ».



Faits saillants de l'exploitation

En 2010, Transcontinental a poursuivi l'implantation de sa stratégie de croissance unique comportant deux volets intégrés : bâtir le nouveau et renforcer ses activités traditionnelles porteuses. Cette stratégie s'inscrit dans sa mission d'aider les entreprises et les annonceurs à identifier, à joindre et à fidéliser leurs consommateurs cibles. Transcontinental se définit ainsi comme un fournisseur de solutions marketing sur mesure et sur différentes plateformes de communications, imprimées ou numériques.

Voici, à la lumière de cette stratégie, les principaux faits saillants de l'exploitation pour l'exercice financier 2010.

Bâtir le nouveau

La croissance de Transcontinental au cours des prochaines années passera par sa capacité à offrir à ses clients des solutions de personnalisation publicitaire et de communications marketing interactives utilisant la voie numérique afin de satisfaire leurs nouveaux besoins d'affaires. Le dernier exercice financier a donné lieu à plusieurs actions et réalisations à ce chapitre.

- Pour bien marquer sa volonté de devenir le leader en solutions marketing interactives en Amérique du Nord, la direction a renommé le secteur des communications marketing et a entrepris un processus d'intégration de ses diverses entités acquises au fil des dernières années. Dorénavant réunies sous l'appellation Transcontinental Interactif, ces entités unissent ainsi mieux leurs forces pour offrir aux clients des services intégrés de stratégies et de planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de marketing direct en ligne, de marketing personnalisé, de marketing mobile et de communication sur mesure, ainsi que l'impression numérique de produits marketing.
- Le développement et la mise en marché de solutions de type mobile constituent un axe majeur de croissance pour Transcontinental. Deux acquisitions sont venues enrichir son offre de service en 2010 : LIPSO, un chef de file canadien de solutions intégrées faisant appel à la technologie mobile, et Vortex Mobile (au lendemain de la fin de l'exercice), un fournisseur de solutions marketing mobile intégrées conçues pour fidéliser les consommateurs. Notons deux ententes prometteuses conclues avec la Toronto Transit Commission, le troisième plus grand système de transport en commun en Amérique du Nord, et la Société de transport de Laval, au nord de Montréal, pour la fourniture d'un service de messagerie texte sur mesure.
- Grâce à la force de ses marques et à la pertinence de ses contenus, Médias Transcontinental a continué d'étendre sa présence sur Internet et sur le mobile. Ce secteur représente aujourd'hui quelque 150 sites ou portails qui rejoignent en moyenne neuf millions de visiteurs uniques par mois. Par ailleurs, les applications mobiles de *Canadian Living*, *ELLE Québec*, *ELLE Canada*, *Les Affaires*, *Finance et Investissement*, *Investment Executive*, *Métro*, *Weblocal.ca* et *The Hockey News* remportent un immense succès depuis leur mise en service. Dans ce dernier cas, la version *thn.mobi* a atteint le cap du million d'utilisateurs en 2010, la plaçant ainsi parmi les applications mobiles les plus téléchargées au Canada. Au total, les revenus reliés aux activités



numériques ont atteint 36,8 millions de dollars en 2010, une croissance de 33,8 % par rapport à 2009. D'un modèle de revenus basé sur la vente de pages publicitaires, Transcontinental vend maintenant en plus des programmes publicitaires intégrant des produits imprimés et des outils numériques du secteur des médias, et même de l'ensemble de l'entreprise, notamment par l'entremise de l'équipe de vente Solutions 360.

- Médias Transcontinental a lancé une maison de représentation publicitaire numérique qui permet d'augmenter l'offre aux annonceurs de ses magazines, notamment féminins, grâce à des partenariats exclusifs avec les plus importants éditeurs de contenu en ligne en Amérique du Nord. En augmentant son offre par l'ajout de sites Internet représentant des marques établies au Canada et aux États-Unis, Transcontinental donne à ses annonceurs plus de moyens de joindre des clients potentiels sur le Web.
- L'offre intégrée de solutions aux communautés locales au Canada constitue l'un des grands axes de croissance de la Société et combine un large éventail de moyens imprimés et numériques. Sur le front numérique, la dernière année a vu le lancement des sites de prémagasinage en ligne publisac.ca et de sa contrepartie de langue anglaise dealstreet.ca. Ces sites distribuent quotidiennement des milliers de rabais de détaillants aux consommateurs selon leur localisation géographique à travers le Canada. Par ailleurs, le moteur de recherche pancanadien weblocal.ca a lancé, en 2010, le premier outil de gestion de la réputation en ligne pour les annonceurs abonnés à ses services. Transcontinental met également à la disposition de ces communautés une série d'autres sites comme merkado.ca et inmemoriam.ca. Notons enfin le déploiement des journaux locaux sur les appareils électroniques intelligents (iPhone, iPad, etc.)

Renforcer les activités traditionnelles porteuses

Transcontinental a également continué à gagner des parts de marché dans ses activités d'édition et d'impression pour lesquelles elle occupe une position de leader au Canada.

- Les journaux locaux sont des véhicules d'information et de publicité prisés et importants au sein de leur communauté. Transcontinental est l'une des entreprises canadiennes qui contribuent le plus à leur développement et à leur mise en valeur, notamment par ses investissements dans leur contenu, leur grille graphique et des équipements d'impression à la fine pointe de la technologie. Parmi les réalisations de 2010, notons l'ajout de six journaux hebdomadaires au Québec et de leur site Internet (*Point de vue Sainte-Agathe*, *Point de vue Mont-Tremblant* et *Journal Le Nord* dans la région des Laurentides, *Abitibi Express*, destiné aux agglomérations de Val-d'Or et d'Amos, *Courrier Saguenay*, et *Rive-Sud Express*, à Longueuil), portant à 175 le nombre des journaux de Transcontinental au Canada. Mentionnons, enfin, l'excellente performance du journal *Métro* qui consolide son statut de quotidien le plus lu en semaine sur l'île de Montréal.
- Transcontinental est le plus important éditeur de magazines destinés aux consommateurs au Canada. Ses quelque 40 titres constituent autant de marques crédibles et renommées lues chaque mois par plus de 11 millions de lecteurs, en grande majorité des femmes. En 2010, ces magazines ont poursuivi le renouvellement de leur contenu et de leur grille graphique pour les rendre plus pertinents et attirants aux yeux des grandes communautés d'intérêt qu'ils desservent et ont



regroupé l'offre aux annonceurs par communauté d'intérêt. Outre leur présence sur Internet et leurs applications mobiles, ils ont ajouté des activités complémentaires comme l'organisation d'événements spécialisés et une présence télévisuelle. Au cours de la dernière année, Transcontinental a lancé le premier *bookzine* de langue française au Canada : *PREMIUM – l'intelligence en affaires*, un bimestriel haut de gamme de gestion qui complète le portefeuille des titres d'affaires de Transcontinental. Mariant le meilleur du magazine et du livre, il est accessible en ligne, en kiosque ou par abonnement.

- L'impression constitue l'une des compétences clés de la Société et Transcontinental s'est toujours démarquée par sa culture d'innovation technologique et d'efficacité. Depuis 2007, c'est quelque 700 millions de dollars que la Société a investis en immobilisations, notamment dans trois projets majeurs maintenant pleinement opérationnels. Après l'usine de Fremont en Californie pour l'impression du *San Francisco Chronicle* et la modernisation de l'usine Transcontinental Transmag à Montréal en 2009, c'est au tour du nouveau réseau canadien de presses hybrides d'impression de journaux et de circulaires d'être pleinement opérationnel depuis octobre 2010 dans le cadre d'un nouveau contrat de 1,7 milliard de dollars sur 18 ans avec *The Globe and Mail*, dont 25 millions de revenus additionnels par année. Ce réseau unique permettra d'importants gains de synergies et d'efficacité à Transcontinental alors que *The Globe and Mail* et les clients détaillants de la Société bénéficieront d'une qualité d'impression et d'options de formats et de couleurs sans équivalent au Canada. Transcontinental profitera pleinement des retombées de ces investissements au cours des prochaines années.
- Reflet de la stratégie de se concentrer sur ses activités de base porteuses et de mettre l'accent sur le développement de son offre de produits et services numériques, Transcontinental a conclu en 2010 la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publipostage aux États-Unis à IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota. Les actifs vendus étaient situés dans les villes de Warminster et Hamburg, en Pennsylvanie, ainsi qu'à Fort Worth, au Texas, et à Downey, en Californie. Le produit net de la transaction s'est élevé à 105,7 millions de dollars. Transcontinental demeure le leader du marketing direct au Canada.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent communiqué ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures.



Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR
(non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	Pour les trimestres terminés les 31 octobre		Pour les exercices terminés les 31 octobre	
	2010	2009	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	44,5 \$	43,1 \$	166,6 \$	(82,3) \$
Dividendes sur actions privilégiées	1,7	0,5	6,8	0,5
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	0,9	0,3	(27,4)	17,7
Part des actionnaires sans contrôle	0,6	-	0,9	0,3
Impôts sur les bénéfices	6,5	13,5	34,0	6,6
Escompte sur vente de débiteurs	-	0,6	0,9	4,5
Frais financiers	11,6	14,2	42,4	40,9
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	12,5	3,3	12,5	172,6
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	9,9	9,5	15,8	56,3
Bénéfice d'exploitation ajusté	88,2	85,0	252,5	217,1
Amortissement	31,5	35,1	129,5	121,8
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	119,7 \$	120,1 \$	382,0 \$	338,9 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	44,5 \$	43,1 \$	166,6 \$	(82,3) \$
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	0,9	0,3	(27,4)	17,7
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	7,1	5,8	11,3	40,2
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (après impôts)	10,4	3,2	10,4	157,9
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	-	(2,4)	-
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	62,9	52,4	158,5	133,5
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80,9	80,8	80,8	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	0,77 \$	0,65 \$	1,96 \$	1,65 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	49,8 \$	91,9 \$	162,2 \$	101,5 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(56,9)	(3,8)	(153,8)	(145,6)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	106,7 \$	95,7 \$	316,0 \$	247,1 \$
Dette à long terme			712,9 \$	818,8 \$
Portion à court terme de la dette à long terme			17,8	7,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(36,3)	(34,7)
Endettement net			694,4 \$	791,1 \$

Développement durable

Reconnue comme une entreprise pionnière en matière de protection de l'environnement, il était naturel pour Transcontinental d'effectuer le passage au développement durable et de l'intégrer à son modèle d'affaires. Cet engagement s'inscrit dans une perspective plus large d'entreprise citoyenne soucieuse de combiner succès d'affaires et responsabilité sociale.

Parmi les réalisations de 2010, notons la publication du premier rapport de la Société sur le développement durable élaboré selon la norme GRI (Global Reporting Initiative), une référence internationale reconnue en ce qui a trait à la méthodologie. Cette norme couvre l'engagement communautaire, le développement du talent, la santé, sécurité et mieux-être des employés, la politique d'achat de matières premières, les certifications environnementales obtenues par les installations physiques de l'entreprise en Amérique du Nord et les moyens mis en œuvre pour relever les défis du changement climatique.



Sur le terrain, Transcontinental a multiplié les initiatives concrètes d'optimisation de la consommation d'eau, d'énergie et d'ingénierie du bâtiment ou visant la conservation de la forêt boréale. Ainsi, l'usine Transcontinental Northern California, où est imprimé le *San Francisco Chronicle*, a été l'une des premières imprimeries en Amérique du Nord à avoir été construites selon les normes et standards LEED (*Leadership in Energy and Environmental Design*). Cela fait suite à l'obtention, par ses 35 installations d'impression au Canada et aux États-Unis, de la triple certification de traçabilité des produits forestiers qui garantit le respect des plus hautes normes de gestion durable des forêts. Dans la foulée de la récente entente historique touchant la conservation de la forêt boréale, signée le 18 mai 2010, Transcontinental a été reconnue pour sa grande contribution aux efforts de préservation par le biais, notamment, de sa politique d'achat de papier. Rappelons que cette entente, signée par 21 grandes entreprises forestières et neuf grands groupes environnementaux, vise à conserver une vaste superficie de la forêt boréale, à protéger le caribou forestier, une espèce menacée, et à appliquer les normes environnementales les plus élevées en matière d'aménagement forestier.

Transcontinental a également contribué au développement durable dans son rôle d'éditeur en lançant voirvert.ca, le premier portail de langue française au Canada entièrement dédié au bâtiment durable et écologique. Les professionnels de l'industrie y trouvent toute l'information nécessaire à la conception, la construction et l'exploitation écologiques des immeubles.

De nombreuses reconnaissances sont venues souligner, en 2010, la contribution exemplaire de Transcontinental en matière de développement durable. Entre autres, pour une septième année, l'organisme Corporate Knights l'a classée parmi les 50 entreprises citoyennes les plus responsables au Canada et le magazine *PrintAction* lui a remis le prix « Best of Show » décerné à l'imprimeur le plus progressif au Canada en 2009 sur le plan environnemental et la palme d'or dans la catégorie « Imprimeur le plus écologiquement innovateur au Canada ». Au Québec, enfin, Transcontinental a été l'entreprise lauréate du grand prix « Qi Écoresponsabilité 2010 ».

Dividende

À sa réunion du 8 décembre 2010, le conseil d'administration de la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,11 \$ par action participante sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A et sur les actions catégorie B. Ces dividendes seront versés le 21 janvier 2011 aux détenteurs d'actions participantes inscrits aux registres de la Société à la fermeture de la Bourse de Toronto le 7 janvier 2011. Ainsi, la Société a haussé de 22,2 %, ou 0,08 \$ par action, le dividende versé aux actions participantes, portant le nouveau dividende annuel à 0,44 \$ par action. Cette augmentation, qui entre en vigueur dès aujourd'hui, fait suite à celle de 12,5 % entrée en vigueur le 17 mars 2010. En neuf mois, le dividende annuel versé aux actions participantes est ainsi passé de 0,32 \$ à 0,44 \$.

Par ailleurs, un dividende trimestriel de 0,4253 \$ par action sur les actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D, sera versé aux détenteurs de ces actions le 15 janvier 2011. Sur une base annuelle, cela représente un dividende de 1,6875 \$ par action privilégiée.



Information supplémentaire

À l'occasion de la diffusion de ses résultats de l'année financière 2010, Transcontinental tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière aujourd'hui à 16 h 15 (heure normale de l'Est). Les journalistes pourront suivre la conférence en mode « écoute » ou en écouter la diffusion audio simultanée sur le site de la Société, www.transcontinental.com, à la page d'accueil de la section « Investisseurs ». Celle-ci sera ensuite archivée pendant 30 jours. Pour joindre la conférence, il faut composer le 514 807-9895 ou le 1 888 231-8191. Pour toute demande d'information ou d'entrevue, les médias sont priés de communiquer avec Nancy Bouffard, directrice des communications externes de Transcontinental, au 514 954-2809.

Profil

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Sa plateforme numérique diffuse également un contenu unique par l'entremise de plus de 150 sites Internet. Transcontinental offre de plus des services et des produits marketing interactifs utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 10 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique, et ses revenus ont été de 2,1 milliards de dollars canadiens en 2010. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

Note : Ce communiqué contient de l'information prospective sur la performance future de la Société. Les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes intrinsèques, connus ou non. Nous avertissons que l'information de nature prospective est incertaine en soi et que les résultats futurs pourraient différer concrètement des hypothèses, des estimations ou des attentes reflétées ou contenues dans l'information de nature prospective, et que la performance future sera modifiée par un certain nombre de facteurs dont plusieurs sont hors du contrôle de la Société. Ces facteurs incluent entre autres la conjoncture économique, les changements structurels dans ses industries, les taux de change, les coûts de l'énergie, l'augmentation de la concurrence, ainsi que la capacité de la Société à mettre en œuvre son plan stratégique, à procéder à des transactions stratégiques et à intégrer des acquisitions à ses activités. Les risques, les incertitudes et autres facteurs qui pourraient avoir une incidence sur les résultats réels sont décrits dans le rapport de gestion annuel et dans la notice annuelle de la Société.

L'information de nature prospective présentée dans ce communiqué est basée sur les attentes actuelles et sur les données disponibles en date du 8 décembre 2010. La direction de la Société



décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser cette information de nature prospective, à moins que les autorités ne l'exigent.

- 30 -

Pour renseignements :

Médias

Nancy Bouffard
Directrice des communications externes
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2809
nancy.bouffard@transcontinental.ca
www.transcontinental.com

Communauté financière

Jennifer F. McCaughey
Directrice des relations avec les investisseurs
et aux communications d'entreprise
Transcontinental inc.
Téléphone : 514 954-2821
jennifer.mccaughey@transcontinental.ca



Rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010

L'objectif de ce *Rapport de gestion* est d'expliquer le point de vue de la direction sur la performance passée et les perspectives d'avenir de Transcontinental. Il s'agit plus précisément de permettre au lecteur de mieux comprendre la stratégie de développement, la performance en relation avec les objectifs, les attentes à l'endroit de l'avenir, ainsi que la façon de gérer les risques et les ressources financières disponibles. Le *Rapport de gestion* a également pour but d'améliorer la compréhension des états financiers consolidés et de leurs notes afférentes. Il devrait donc être lu parallèlement à ces documents. Le présent document est daté du 8 décembre 2010.

Dans le cadre du présent document, sauf indication contraire, toutes les données financières sont établies d'après les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, et le terme « dollar », ainsi que les symboles « \$ » et « \$CAN », désignent des dollars canadiens à moins d'avis contraire. Dans ce *Rapport de gestion*, sont aussi utilisées certaines mesures financières non conformes aux PCGR. Pour une description complète de ces mesures, veuillez consulter la section « Conciliation des mesures financières non conformes aux PCGR », à la page 22.

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles la Société est le principal bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprise sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter des dates d'acquisition des participations. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, au sein desquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont évalués au coût après amortissement ou à la juste valeur par l'entremise du résultat étendu, selon qu'ils sont classés comme des actifs détenus jusqu'à échéance ou comme des actifs disponibles à la vente.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les termes « Transcontinental », « Société », « nous », « notre » et « nos » désignent tous Transcontinental inc. et ses filiales.

TABLE DES MATIÈRES

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT	2
MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	3
RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DE L'EXERCICE FINANCIER 2010.....	4
FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE FINANCIER 2010.....	5
APERÇU DE L'ENTREPRISE	5
PRÉAMBULE.....	6
STRATÉGIE.....	6
ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	12
DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES	13
ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE 2010.....	14
REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE 2010	18
CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR.....	22
SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	23
SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL.....	24
PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES.....	27
EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES	28
RISQUES ET INCERTITUDES	33
CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION	40
CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE.....	40
PERSPECTIVES.....	41

DÉFINITIONS DE TERMES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Afin de faciliter la lecture du présent rapport, certains termes sont présentés de façon abrégée. Voici la définition des divers termes abrégés utilisés tout au long de ce rapport :

<u>Termes utilisés</u>	<u>Définitions</u>
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice d'exploitation ajusté	Bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées
Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes	Bénéfice net (perte nette), déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et excluant les activités abandonnées
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	Bénéfice net des activités poursuivies attribuable aux actions participantes, avant dépréciation d'actifs et frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéfices y afférents, et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices
Endettement net	Somme de la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme et du découvert bancaire, le cas échéant, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie
Croissance interne	Croissance des revenus ou du bénéfice d'exploitation ajusté excluant l'effet des acquisitions et des dispositions d'actifs, l'effet des taux de change ainsi que l'effet du papier.

MISE EN GARDE AU SUJET DES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives, verbalement ou par écrit, au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Loi sur les valeurs mobilières* (Ontario). Nous pouvons faire ces déclarations dans le présent document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Ces déclarations prospectives comprennent notamment des déclarations relatives à nos buts à moyen terme, nos perspectives et objectifs, nos stratégies pour atteindre ces objectifs et ces buts, de même que des déclarations relatives à nos opinions, projets, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions. Les mots « peuvent », « pourraient », « devraient », « seraient », « perspectives », « croire », « projeter », « estimer », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention », « objectif » et l'emploi du conditionnel, ainsi que les mots et expressions semblables visent à dénoter des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques intrinsèques, à la fois généraux et précis, qui font en sorte qu'il est possible que les prédictions, prévisions, projections, et autres déclarations prospectives ne se matérialiseront pas. Nous mettons les lecteurs en garde contre le fait de se fier indûment à ces déclarations puisque les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, prévisions, attentes, estimations et intentions exprimés dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants. Ces facteurs comprennent notamment, sans y être limités, les risques de crédit, de sécurité et d'utilisation des données, de marché, de liquidité, de financement et opérationnels; le dynamisme des économies canadienne, américaine et mexicaine dans lesquelles nous exerçons nos activités; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport à d'autres devises, plus particulièrement le dollar américain, le peso mexicain et l'euro; l'incidence du prix des matières premières et de l'énergie; la nature saisonnière ou cyclique de certains créneaux, notamment celui de l'édition de livres; l'incidence des modifications relatives aux taux d'intérêt; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'impact des nouveaux médias et la migration des revenus publicitaires vers de nouvelles plateformes qui en résulte; les jugements d'ordre judiciaire ou réglementaire et les actions judiciaires; notre capacité de développer de nouvelles avenues en fonction de notre stratégie; notre capacité de recruter et de retenir du personnel qualifié et de maintenir une bonne réputation; notre capacité de mener à bien des transactions stratégiques; les modifications apportées aux conventions et méthodes comptables que nous utilisons aux fins de la présentation de notre situation financière, y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables cruciales; les risques liés à l'infrastructure; les effets possibles de situations d'urgence en matière de santé publique, de conflits internationaux et d'autres faits nouveaux et la mesure dans laquelle nous prévoyons et gérons avec succès les risques inhérents aux facteurs qui précèdent; ainsi que d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les résultats futurs, incluant, sans y être limités, la mise au point et le lancement, au moment opportun, de nouveaux produits et services, les modifications apportées à la législation fiscale, les nouvelles lois environnementales, les modifications aux politiques des institutions postales du Canada et des États-Unis, l'évolution technologique et les nouveaux règlements.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée des facteurs importants qui pourraient avoir une incidence sur nos résultats futurs n'est pas exhaustive. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à Transcontinental doivent tenir compte de ces facteurs de même que d'autres faits et incertitudes. Les hypothèses utilisées pour élaborer l'information de nature prospective peuvent varier matériellement, individuellement ou en conjonction. Les variations touchant une hypothèse peuvent aussi contribuer aux variations touchant une autre hypothèse, ce qui peut amplifier ou amortir les effets sur l'information de nature prospective. Nous ne nous engageons nullement à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit verbale ou écrite, qui peut être faite par nous ou en notre nom à l'occasion, à moins d'une exigence contraire de la part des autorités réglementaires. Pour obtenir la description des risques importants identifiés par l'entreprise, veuillez consulter la section « Risques et incertitudes » du présent document. Les déclarations prospectives contenues dans ce document sont basées sur les attentes actuelles et sur l'information disponible en date du 8 décembre 2010.

RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS DE L'EXERCICE FINANCIER 2010

Transcontinental a connu un excellent exercice financier en 2010, voire le meilleur de son existence au chapitre du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté, qui a atteint 382,0 millions de dollars au cours de cette période. L'efficacité du plan de rationalisation, annoncé en février 2009, pour faire face au ralentissement économique et aux changements rapides dans nos industries d'impression et d'édition a donc bien porté ses fruits. De plus, l'amélioration continue de nos activités d'impression combinée à notre plateforme d'impression à la fine pointe de la technologie ainsi que notre position de leader canadien nous ont permis de mieux performer que la majorité de nos pairs au cours de cette même période.

En plus de ces mesures importantes de réductions de coûts, nous avons également vendu la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis en avril dernier, pour un produit net de 105,7 millions de dollars, qui a résulté en un gain de 39,2 millions, déduction faite des impôts. Nous avons aussi annoncé la fermeture de deux usines additionnelles, respectivement, en octobre et en novembre derniers, afin de transférer la production vers des usines plus performantes, et ainsi, optimiser l'utilisation de notre parc d'équipements.

Le 1^{er} octobre dernier, nous avons démarré, avec succès, l'impression du quotidien *The Globe and Mail* pour les 18 prochaines années, en vertu d'un contrat signé en 2008. La gestion rigoureuse de ce projet nous a permis de commencer l'impression en avance par rapport à l'échéancier prévu, soit le 1^{er} janvier 2011, afin que notre client puisse bénéficier de la période de pointe des dépenses publicitaires des annonceurs. De plus, les technologies à la fine pointe utilisées sur notre plateforme hybride d'impression pancanadienne nous permettent de produire des impressions de qualité supérieure avec un maximum d'efficacité, et ce, en plus d'avoir une plateforme polyvalente pouvant à la fois répondre aux besoins de nos clients éditeurs et détaillants. Cet investissement nous permettra également de réduire nos dépenses en immobilisations corporelles au cours des prochaines années.

Au cours de l'exercice, notre secteur des médias a acquis ou lancé six hebdomadaires, ainsi que leur site Internet, afin d'accroître sa présence au sein des collectivités et ainsi offrir davantage de contenu local aux entreprises québécoises. De plus, nous avons pu ressentir une reprise des dépenses publicitaires, tant au chapitre national que local, dont la majorité de nos groupes ont pu profiter, à l'exception de notre Groupe d'édition de livres pédagogiques.

Au cours du troisième trimestre de 2010, la Société a remplacé ses régimes de retraite hybride ou à prestations déterminées par des régimes à cotisations déterminées. Par conséquent, la Société est venue limiter son risque qu'aux services passés des régimes de retraite hybrides ou à prestations déterminées, tout en maintenant ses contributions pour ses employés.

Après la clôture de son exercice financier, la Société a annoncé que son secteur des communications marketing est devenu le secteur de l'interactif. Ce changement de nom vient marquer notre volonté de devenir le leader en solutions marketing interactives en Amérique du Nord, et renforcer notre processus d'intégration de nos diverses entités acquises au cours des dernières années. Dorénavant réunies sous l'appellation Transcontinental Interactif, ces entités uniront ainsi mieux leurs forces pour offrir aux clients des services intégrés de marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de marketing direct en ligne, de marketing personnalisé, de marketing mobile et de communication sur mesure, ainsi que l'impression numérique de produits marketing.

Au cours de l'exercice, nous avons acquis LIPSO Systèmes à laquelle s'ajoute l'acquisition de Vortex Mobile effectuée après la fin de notre exercice financier. Ces deux chefs de file canadiens dans les solutions de communication mobiles viennent bonifier notre offre de solutions marketing numériques du secteur de l'interactif.

En raison de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, de la réduction de nos dépenses en immobilisations ainsi que de la hausse de notre bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté par rapport à 2009, nous avons considérablement amélioré notre situation financière au cours de l'exercice. Au 31

octobre 2010, notre ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté était de 1,82 comparativement à 2,59 au 31 octobre 2009. Par ailleurs, la direction s'est fixé comme objectif d'abaisser davantage ce ratio et de le maintenir dorénavant aux environs de 1,50.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE FINANCIER 2010

- Les revenus pour l'exercice financier 2010 ont diminué de 3,6 % par rapport à l'exercice financier 2009. Ils sont passés de 2 169,8 millions de dollars à 2 091,6 millions. Cette diminution est surtout attribuable aux cessions ou fermetures d'usines et de publications, à l'effet des taux de change ainsi que l'effet du papier. Par ailleurs, la croissance interne des revenus de 25,6 millions de dollars, soit 1,2 %, provient principalement de la contribution de nouveaux contrats d'impression et de la croissance des revenus de notre secteur des médias, en raison d'une reprise des dépenses publicitaires dites nationales et locales.
- Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté de 16,3 %. Il est passé de 217,1 millions de dollars à 252,5 millions. Cette hausse est surtout attribuable à une gestion serrée des coûts et du portefeuille d'actifs et à l'efficacité de notre programme de rationalisation annoncé, en février 2009, combinée à nos nouveaux contrats d'impression, partiellement compensée par nos investissements stratégiques. La marge d'exploitation ajustée est donc passée de 10,0 % en 2009 à 12,1 % en 2010.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté de 248,9 millions de dollars, passant d'une perte de 82,3 millions de dollars en 2009 à un bénéfice de 166,6 millions en 2010. Cette augmentation remarquable est due à une hausse du bénéfice d'exploitation ainsi qu'à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis le 1^{er} avril dernier. Par action, il est passé d'une perte nette de 1,02 \$ à un bénéfice net de 2,06 \$.
- Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 25,0 millions de dollars, ou 18,7 %, passant de 133,5 millions en 2009 à 158,5 millions en 2010. Par action, il a augmenté de 0,31 \$, passant de 1,65 \$ à 1,96 \$.
- Au premier trimestre de 2010, la Société a augmenté son dividende trimestriel à 0,09 \$ par action relativement à ses actions catégorie A et catégorie B, pour un dividende total de 0,35 \$, comparativement à 0,32 \$ en 2009, soit une augmentation de plus de 9 %. De plus, le 8 décembre 2010, la Société a haussé à nouveau son dividende trimestriel à 0,11 \$ par action, soit une hausse additionnelle de 2 cents, ou 22,2 %, pour porter dorénavant son dividende annuel à 0,44 \$ par action.
- Au 31 octobre 2010, le ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté était de 1,82 (2,59 au 31 octobre 2009). Par ailleurs, la direction s'est fixé comme objectif d'abaisser davantage ce ratio et de le maintenir dorénavant aux environs de 1,50.

APERÇU DE L'ENTREPRISE

Transcontinental crée des produits et services marketing permettant aux entreprises d'attirer, de joindre et de fidéliser leur public cible. La Société est le premier imprimeur au Canada et au Mexique et le quatrième en Amérique du Nord. Elle est aussi l'une des plus importantes entreprises de médias au Canada en tant que premier éditeur de magazines destinés aux consommateurs et d'ouvrages pédagogiques en français, et le plus important éditeur de journaux locaux et régionaux au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Sa plateforme numérique diffuse également un contenu unique par l'entremise de plus de 150 sites Internet. Transcontinental offre de plus des services et des produits marketing interactifs utilisant de nouvelles plateformes de communication et s'appuyant sur des services de stratégies et planification marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de circulaires électroniques, de marketing par courriel, de communications sur mesure et de solutions mobiles.

Transcontinental (TSX : TCL.A, TCL.B, TCL.PR.D) compte 10 500 employés au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Société, veuillez consulter le site www.transcontinental.com.

PRÉAMBULE

Les états financiers consolidés et l'ensemble des données financières présentées dans ce rapport de gestion ont été retraités pour présenter le résultat net des activités abandonnées. En conséquence, ces informations financières sont celles de nos activités poursuivies et, à l'exception du bénéfice net attribuable aux actions participantes, elles excluent les résultats de nos activités de publipostage aux États-Unis.

STRATÉGIE

Notre objectif ultime est d'assurer la croissance et la rentabilité à long terme de Transcontinental pour l'intérêt commun de nos employés, de nos clients et de nos actionnaires, les trois piliers de l'entreprise. Notre stratégie repose sur plusieurs principes fondamentaux : nous voulons être les chefs de file dans les marchés que nous desservons, maintenir une approche disciplinée en matière d'acquisitions et de gestion financière et entretenir notre culture axée sur l'amélioration continue et sur la satisfaction de nos clients.

Cela dit, la mission de Transcontinental vise principalement à aider ses clients à identifier, à rejoindre et à fidéliser leurs consommateurs cibles. Nous réalisons notre mission en offrant des produits et services d'impression, des contenus et véhicules médias ainsi que des outils de propagation numérique, dont plusieurs reposent sur de nouvelles plateformes technologiques en ligne, auxquelles nos clients recourent de plus en plus pour leurs campagnes de marketing. Nous entendons poursuivre notre développement et continuer à nous adapter aux besoins évolutifs de nos clients afin de les aider à accroître le rendement de leurs investissements publicitaires. Ainsi, notre vision consiste à maintenir notre position de chef de file canadien dans plusieurs de nos créneaux, mais également, de nous tailler une place de chef de file à titre de fournisseur de solutions numériques interactives.

Tendances de marchés

La Société évolue au sein d'industries qui traversent une période de changements rapides. Des changements sans précédent s'effectuent présentement dans les industries d'édition et d'impression qui présentent à la fois des occasions et des risques. Le marché des communications marketing repose de plus en plus sur une approche « personnalisée ». Les clients de ces services accordent de plus en plus d'importance au rendement sur investissement et à la mesurabilité. Ainsi, les campagnes sont de plus en plus ciblées, les annonceurs cherchant à établir et à développer une relation privilégiée avec leur clientèle visée. En même temps, l'émergence des nouveaux médias, des plateformes numériques et les changements dans les habitudes des consommateurs, conjugués à la disponibilité croissante des données et des technologies permettant une meilleure exploitation de ces données, entraînent une fragmentation des publics, la personnalisation du contenu, ainsi que l'émergence du contenu généré par les utilisateurs et des communautés en ligne. Plusieurs tendances se confirment de plus en plus rapidement. Cette accélération se reflète particulièrement dans le taux d'adoption des technologies numériques et dans la migration des investissements en publicité vers les plateformes en ligne.

La transformation en cours dans les industries des médias et du marketing a des effets profonds sur l'industrie de l'impression dans son ensemble. Les produits imprimés demeurent une composante clé du mixte médiatique, mais leur croissance est restreinte en raison de l'importance grandissante des tendances susmentionnées. Les imprimeurs qui tireront profit de ce marché en évolution sont ceux qui se dotent de technologies à la fine pointe. Ces nouvelles

technologies permettent de mieux répondre aux besoins toujours croissants des consommateurs, tout en permettant aux imprimeurs d'obtenir une meilleure efficacité opérationnelle.

De plus, certains facteurs macroéconomiques, dont la mondialisation des marchés, le renforcement de la conscience environnementale et sociale et les fluctuations du dollar canadien ont des effets sur nos activités, ainsi que certains événements plus récents, tels que le ralentissement économique.

Ensemble, ces nouvelles tendances ont commencé à avoir des conséquences sur les demandes et les attentes de nos clients. Elles ont effectivement incité nos clients à recourir de plus en plus à l'expérience du marketing personnalisé, aux nouvelles plateformes et aux offres de service intégré proposées par leurs fournisseurs. La Société entend donc profiter de ces tendances par l'entremise de sa stratégie.

Notre stratégie à deux volets

À la lumière de ces changements rapides dans nos industries, nous poursuivons notre transformation de manière à guider nos clients dans leur processus d'activation marketing par l'entremise de nos produits et services, autant traditionnels qu'interactifs et numériques. Nous croyons que nous pouvons y parvenir grâce à une approche à deux volets : 1) utiliser nos activités existantes comme levier et 2) développer de nouvelles avenues dans le domaine des solutions marketing interactives ainsi que numériques. Par conséquent, en plus d'exploiter nos activités existantes de façon encore plus efficiente, nous accélérerons le développement de ces nouvelles avenues axées sur les nouvelles plateformes numériques. Aussi, Transcontinental passe graduellement d'une offre plus globale à une offre différenciée et innovatrice par client, puisant dans l'ensemble de ses produits et services sur support papier ainsi que numérique. Transcontinental est d'ailleurs un des seuls imprimeurs au Canada à présenter une offre intégrée de produits imprimés et de nouveaux outils publicitaires personnalisés et interactifs demandés par les clients, en particulier les détaillants. De cette façon, nous croyons pouvoir ainsi maximiser notre potentiel de croissance à moyen et à long terme.

1) Utiliser nos activités existantes comme levier

Depuis les tout débuts de Transcontinental, des risques calculés ont été pris faisant en sorte de soutenir une croissance solide de nos activités. Que ce soit par l'entremise d'investissements en immobilisations, ou par l'acquisition d'entreprises, la Société a toujours eu un seul but en tête, mieux servir ses clients tout en générant un rendement intéressant pour ses actionnaires. L'historique de ces décisions résulte en une fondation solide de nos activités dites plus traditionnelles, soit nos activités d'impression ainsi que de contenus et de véhicules médias. La qualité de nos employés, notre base de clients fidèles importants, notre position de leader canadien, nos marques fortes ainsi que notre réseau d'usines dotées de technologies à la fine pointe constituent la spécificité de Transcontinental au sein de ses industries traditionnelles. De plus, nous nous sommes dotés d'avantages cruciaux qui peuvent nous aider à faire croître de nouveaux services : nous maîtrisons l'impression de produits de communication, nous produisons du contenu de qualité, nous savons distribuer ce contenu grâce à notre portée reposant sur nos plateformes multicanaux ciblées, et nous continuons d'être une entreprise axée sur les clients en desservant tant les annonceurs que les consommateurs.

Voici quelques réalisations du dernier exercice :

- Le 1^{er} octobre dernier, nous avons démarré, avec succès, l'impression du quotidien *The Globe and Mail* sur notre nouvelle plateforme hybride d'impression pancanadienne, en vertu d'un contrat de 18 ans qui avait été signé en 2008.
- Nous avons procédé à l'acquisition ou au lancement de six nouveaux journaux hebdomadaires au Québec, ainsi que leur site Internet, pour offrir davantage de contenu local aux collectivités et aux entreprises.

- Nous avons lancé *PREMIUM*, une publication novatrice et haut de gamme qui est un premier titre en format bookzine au Québec.
- De nouvelles ententes ont été signées au cours de l'exercice pour ajouter au volume d'impression du *San Francisco Chronicle* à notre usine de Fremont, en Californie.
- Nous avons renouvelé des contrats, d'une durée variant d'un an à trois ans, pour un montant total de plus de 350 millions de dollars dans notre secteur de l'impression.

En raison des avantages concurrentiels importants précités combinés aux réalisations au cours de l'exercice 2010, nous croyons être en mesure de gagner des parts de marché au cours des prochaines années, et ce, dans nos trois secteurs d'activité.

2) Développer de nouvelles avenues dans le domaine des solutions marketing interactives et numériques

Transcontinental tire la majeure partie de ses revenus des budgets de marketing de ses clients. En raison de changements rapides au sein de ses activités traditionnelles et des nouveaux besoins de ses clients, l'offre de Transcontinental a évolué considérablement au cours des derniers trimestres, pour intégrer à son large éventail de produits imprimés et de contenu média, aussi bien de masse que ciblés, de la personnalisation publicitaire ainsi que des nouvelles plateformes de communications marketing interactives. Voici une liste d'éléments choisis parmi nos accomplissements au cours de l'exercice 2010 :

- Nous avons acquis LIPSO Systèmes, une entreprise québécoise qui est un chef de file dans le domaine des solutions mobiles au Canada. Grâce à cette acquisition, Transcontinental ajoute plusieurs nouveaux services-clés à son offre de communications marketing, dont la lecture de codes à barres sur les appareils cellulaires, une technologie mobile rendant possible le couponnage électronique dans le domaine de la vente au détail ou la billetterie électronique dans les transports et le divertissement. À noter qu'en novembre dernier, après la clôture de notre exercice financier 2010, nous avons aussi acquis Vortex Mobile, une société ontarienne, également parmi les chefs de file canadiens dans le domaine des solutions mobiles, pour bonifier notre offre de produits et de services dans notre secteur de l'interactif.
- Nous avons lancé une maison de représentation numérique, un service de vente publicitaire sur Internet, qui permet d'augmenter l'offre aux annonceurs de nos magazines, notamment féminins, grâce à des partenariats exclusifs avec les plus importants éditeurs de contenu en ligne en Amérique du Nord.
- Nous avons conclu deux ententes avec la Toronto Transit Commission et la Société de transport de Laval pour la fourniture d'un service de messagerie texte sur mesure afin de connaître les heures de passage de tramways et d'autobus respectivement, et ce, en temps réel.
- Nous avons réalisé des investissements stratégiques d'environ 10,6 millions de dollars dans notre secteur des médias. Ces investissements sont surtout reliés au développement de nos plateformes numériques, tels que la refonte et le lancement de publisac.ca et de dealstreet.ca, respectivement, en plus du lancement d'un outil de gestion de la réputation en ligne par l'entremise de notre moteur de recherche pancanadien weblocal.ca.
- Après la clôture de son exercice financier, la Société a annoncé que son secteur des communications marketing est devenu le secteur de l'interactif. Ce changement de nom vient marquer notre volonté de devenir le leader en solutions marketing interactives en Amérique du Nord, et renforcer notre processus d'intégration de nos diverses entités acquises au cours des dernières années. Dorénavant réunies sous

l'appellation Transcontinental Interactif, ces entités uniront ainsi mieux leurs forces pour offrir aux clients des services intégrés de marketing, d'analyse de bases de données, de prémédia, de marketing direct en ligne, de marketing personnalisé, de marketing mobile et de communication sur mesure, ainsi que l'impression numérique de produits marketing.

- Les applications mobiles que nous avons lancées en septembre 2009 pour le populaire magazine *The Hockey News* ont obtenu un succès retentissant. *The Hockey News Mobile* est devenu le compagnon indispensable de plus de 1 000 000 de mordus de hockey, qui peuvent désormais télécharger les résultats des parties en temps réel et accéder à un riche contenu à partir de leur appareil intelligent. Dans une moindre mesure, nous pouvons également observer une croissance des téléchargements d'autres applications mobiles, telles que *ELLE Canada*, *ELLE Québec*, *Canadian Living*, le quotidien *Métro*, *Les Affaires*, *Finance et Investissement* et *Investment Executive*.

Somme toute, nous entendons profiter de nos produits et services de marketing uniques pour accélérer le développement de notre nouvelle offre de service intégrée auprès des annonceurs. Aussi, les fondations solides construites au fil des années grâce à nos activités existantes, notre stratégie de créneaux et l'exploitation des avenues qui émergent des nouvelles tendances nous placent dans une position concurrentielle avantageuse pour exploiter les occasions qui se présenteront à moyen et à long terme. En fait, nous entendons déployer ces nouveaux services à un rythme beaucoup plus rapide au cours des prochaines années.

Cependant, certains défis devront être relevés afin de nous permettre de maximiser l'intégration et le développement de ces nouvelles activités. Nous devons mettre davantage l'accent sur le développement de stratégies marketing interactives pour nos clients tout en intégrant davantage nos activités et nos produits et services existants. Enfin, à l'instar de la transformation de nos industries d'impression et d'édition, Transcontinental s'appuie également sur une transformation intégrée afin de satisfaire les nouveaux besoins de ses clients ainsi que les nouvelles habitudes des consommateurs.

Malgré que la conjoncture économique ait quelque peu limité la croissance de ces nouveaux services en début d'année, nous en avons profité pour intégrer davantage l'ensemble de nos produits et de nos services afin d'offrir une offre de solutions marketing interactives des plus complètes au Canada.

Évolution 2010

Ce projet d'affaires, mis de l'avant en novembre 2005, est venu à terme le 31 octobre dernier. Vous trouverez à la page suivante un tableau résumant les objectifs financiers inscrits dans *Évolution 2010* et la performance de Transcontinental en relation avec ces objectifs au cours de ce programme. Il est important de noter que ces objectifs financiers n'étaient pas conçus pour orienter ou prévoir les résultats d'un exercice particulier. Il s'agissait plutôt de cibles à long terme que nous nous étions efforcés d'atteindre tout au long de la mise en œuvre de ce projet d'affaires.

Objectifs financiers	2006	2007	2008	2009	2010	Analyse et commentaires
Augmenter la création de valeur économique (variation par rapport à l'exercice précédent).	n/a *	(18 M\$)	(28 M\$)	(15 M\$)	34 M\$	Nous avons été en mesure d'augmenter la valeur économique créée en 2010 en raison d'un excellent exercice financier comparativement à 2009, qui a été une année plus difficile. Toutefois, nous n'avons pas été en mesure d'augmenter la valeur économique créée au cours du projet <i>Évolution 2010</i> . Ce constat est surtout attribuable à la conjoncture économique, à l'effet négatif des taux de change, ainsi qu'aux dépenses en immobilisations réalisées dans le cadre de nos grands projets (<i>San Francisco Chronicle</i> , <i>The Globe and Mail</i> et Transcontinental Transmag), qui ont toutes nécessité des sorties de fonds sans avoir toutefois pleinement contribué aux bénéfices.
Augmenter la croissance interne des ventes de 5 % par année en moyenne.	0 %	3 %	2 %	-11 %	1 %	Malgré la récession nord-américaine qui a secoué nos industries d'édition et d'impression, seul l'exercice 2009 a connu un recul de la croissance interne des ventes. Toutefois, la croissance interne est demeurée en dessous de l'objectif de 5 %.
Augmenter le bénéfice par action ajusté excluant l'effet relié aux taux de change de 10 % par année en moyenne.	n/a *	11 %	19 %	-11 %	19 %	Nous avons surpassé notre objectif tout au long des 5 années du projet, à l'exception de l'exercice 2009, compte tenu des répercussions négatives de la récession nord-américaine sur nos activités.
Maintenir le taux d'endettement net sur la capitalisation totale excluant la titrisation entre 35 % et 50 %.	25 %	29 %	39 %	42 %	36 %	Nous avons maintenu cet indicateur à l'intérieur de la fourchette fixée, et ce, tout au long du projet. Nous pouvons cependant observer une augmentation au cours des exercices 2008 et 2009 en raison des investissements importants effectués dans nos projets d'impartition de l'impression de journaux (<i>San Francisco Chronicle</i> et <i>The Globe and Mail</i>). Toutefois, en

						raison de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, de la hausse des flux monétaires excédentaires en 2010, nous avons considérablement amélioré cet indicateur au cours de la dernière année.
Investir en moyenne 120 millions de dollars par année en immobilisations corporelles (en excluant les projets d'impartition de l'impression de journaux).	114 M\$	92 M\$	131 M\$	86 M\$	37 M\$	Nos dépenses en immobilisations, en excluant les projets d'impartition de l'impression de journaux, ont été inférieures à notre objectif, surtout en 2009 et en 2010. En raison de gains en efficacité opérationnelle importants et d'une flexibilité d'impression accrue, les investissements effectués au cours des deux dernières années reflètent donc une meilleure utilisation des actifs limitant ainsi les besoins en immobilisations corporelles de la Société. Nous considérons actuellement avoir une structure d'immobilisations corporelles à la fine pointe nous procurant un avantage concurrentiel important, et ce, en ayant minimisé les dépenses en immobilisations corporelles par rapport au projet <i>Évolution 2010</i> .
Soutenir la croissance du dividende.	19 %	10 %	13 %	2 %	9 %	La Société a poursuivi la croissance de son dividende à tous les exercices, et ce, malgré le ralentissement économique et la crise du crédit sans nuire au développement et à la croissance de l'entreprise.

*: À la suite du redressement des états financiers survenu en décembre 2007, ces données ne sont plus disponibles.

Bien qu'il n'y ait aucun programme formel pour l'instant pour succéder à *Évolution 2010*, nous miserons sur le concept d'innovation au cours des prochaines années. L'évolution de Transcontinental, d'imprimeur et d'éditeur à intégrateur de solutions marketing s'est réalisée en raison d'idées novatrices et nous entendons poursuivre dans cette direction. Nous poursuivrons donc cette transformation sous l'effet de notre environnement culturel, technologique et d'affaires, par l'entremise des employés dans toutes les composantes de l'entreprise, pour ainsi continuer de satisfaire les besoins de nos clients. Même si plusieurs synergies et intégrations ont déjà été réalisées au cours des dernières années, nous nous devons d'innover dans le but de devenir un leader en solutions marketing interactives en Amérique du Nord tout en consolidant notre position de leader canadien dans plusieurs de nos créneaux.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nous reconnaissons le caractère crucial des enjeux environnementaux et prenons de grandes précautions pour protéger la nature. Transcontinental ne figure pas parmi les grands producteurs de gaz à effet de serre (GES), mais cela ne nous dispense pas de nous soucier de l'effet de nos activités sur la qualité de l'air. Comme nous nous efforçons chaque jour de réduire notre effet sur l'environnement, nos politiques et procédures d'entreprise en matière d'environnement se fondent sur trois principes directeurs : (1) protéger l'environnement pour la présente génération et les générations futures; (2) réduire les risques et améliorer l'efficacité, et (3) introduire des technologies et des procédés perfectionnés.

D'ailleurs, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2010, la Société a été honorée pour son engagement envers le développement durable lors de la cérémonie des Environmental Printing Awards, en y remportant le prix « Best of Show » qui vise à reconnaître l'entreprise d'impression la plus progressive en matière d'environnement au cours de la dernière année, et ce, toutes catégories confondues. La Société a également remporté la palme d'or dans la catégorie « Imprimeur le plus écologiquement innovateur au Canada » comptant plus de 500 employés.

De plus, la Société a déposé, en février dernier, son premier *Rapport sur le développement durable 2009 – Notre engagement à l'égard du rendement* élaboré selon la norme *Global Reporting Initiative* (GRI). Ce rapport précise l'engagement de Transcontinental sur la voie du développement durable autour de quatre thèmes :

- **Engagement et adhésion** : mobiliser les employés à tous les niveaux de l'entreprise, ainsi que ses fournisseurs, clients et partenaires.
- **Innovation, force essentielle à l'interne comme à l'externe** : soutenir et récompenser l'innovation comme élément clé de la stratégie.
- **Geste à la parole** : fixer des objectifs concrets et significatifs et mesurer les progrès.
- **Parcours commun** : communiquer les défis et les réussites à chaque étape du parcours.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter notre *Rapport sur le développement durable 2009* sur le site www.transcontinental.com.

Au chapitre des mesures mises en œuvre afin de minimiser les répercussions sur l'environnement, Transcontinental a mis en place des politiques environnementales. Veuillez consulter notre *Notice annuelle* pour de plus amples renseignements.

DONNÉES FINANCIÈRES CHOISIES

Pour les exercices terminés les 31 octobre (non vérifiées)

(en millions de dollars, sauf les données par action)			
	2010	2009	Variation en %
Exploitation			
Revenus	2 091,6 \$	2 169,8 \$	-4%
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté ⁽¹⁾	382,0	338,9	13%
Bénéfice (perte) d'exploitation	224,2	(11,8)	s.o.
Bénéfice d'exploitation ajusté ⁽¹⁾	252,5	217,1	16%
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	166,6	(82,3)	s.o.
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	158,5	133,5	19%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	316,0	247,1	28%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	162,2	101,5	60%
Investissements			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	126,8	256,8	-51%
Acquisitions d'entreprises ⁽²⁾	14,0	14,4	-3%
Données par action (de base)			
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	2,06	(1,02)	s.o.
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté ⁽¹⁾	1,96	1,65	19%
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ⁽¹⁾	3,91	3,06	28%
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	2,01	1,26	60%
Dividendes sur actions participantes	0,35	0,32	9%
Nombre moyen d'actions participantes en circulation (en millions)			
	80,8	80,8	
		Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Situation financière			
Total de l'actif		2 594,7 \$	2 531,0 \$
Endettement net ⁽¹⁾		694,4	791,1
Capitaux propres		1 247,0	1 115,2
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté		1,82	2,59 ⁽³⁾
Capitaux propres par action participante		14,16 \$	12,56 \$
Nombre d'actions participantes en fin de période (en millions)			
		81,0	80,8

⁽¹⁾ Veuillez vous référer à la section « Conciliation des mesures non conformes aux PCGR » à la page 22 de ce *Rapport de gestion*.

⁽²⁾ Représente le total de la contrepartie, en espèces ou autres, pour l'acquisition d'actions ou d'éléments d'actif d'entreprise.

⁽³⁾ Comme publié précédemment.

ANALYSE DÉTAILLÉE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE 2010

Analyse des principaux écarts - Résultats consolidés Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Revenus	%	Bénéfice d'exploitation ajusté	%	Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	%
Résultats - Pour l'exercice 2009	2 169,8 \$		217,1 \$		(82,3) \$	
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(54,9)	(2,5) %	2,2	1,0 %	1,8	s.o.
Activités abandonnées	-	- %	-	- %	45,1	s.o.
Activités existantes						
Effet du papier	(24,9)	(1,1) %	4,3	2,0 %	3,4	s.o.
Taux de change	(24,0)	(1,1) %	(3,5)	(1,6) %	0,2	s.o.
Croissance interne	25,6	1,2 %	32,4	14,9 %	25,9	s.o.
Dépréciation d'actifs, frais de restructuration, dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels et ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	-	- %	-	- %	178,8	s.o.
Dividendes sur actions privilégiées	-	- %	-	- %	(6,3)	s.o.
Résultats - Pour l'exercice 2010	2 091,6 \$	(3,6) %	252,5 \$	16,3 %	166,6 \$	s.o.

Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, certains facteurs expliquent les écarts entre les résultats de l'exercice 2010 et ceux de l'exercice 2009.

- Les acquisitions effectuées en 2009 et 2010, déduction faite des dispositions et des fermetures, ont soustrait 54,9 millions de dollars aux revenus et ont ajouté 2,2 millions au bénéfice d'exploitation ajusté. Déduction faite de la dépréciation d'actifs, des frais de restructuration, de la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, des frais de financement et des impôts sur les bénéfices, leur contribution au bénéfice net attribuable aux actions participantes s'est établie à 1,8 million de dollars.
- L'effet du papier a représenté un élément négatif de 24,9 millions de dollars pour ce qui est des revenus. Cet effet comprend la variation du prix du papier, le papier fourni et les changements aux types de papier utilisés par les clients de nos activités d'impression. En ce qui a trait aux activités d'impression, il est important de noter que ces éléments affectent les revenus sans toutefois modifier le bénéfice d'exploitation ajusté. Pour le secteur des médias, la variation du prix du papier a eu un effet positif de 4,3 millions de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté et de 3,4 millions sur le bénéfice net attribuable aux actions participantes.
- Les variations de taux de change entre le dollar canadien et ses contreparties américaine et mexicaine ont eu un effet considérable sur les résultats de l'exercice 2010, puisqu'elles ont occasionné des diminutions de 24,0 millions de dollars des revenus et de 3,5 millions du bénéfice d'exploitation ajusté. Il est important de noter que la variation du taux de change moyen au cours de l'exercice 2010, comparativement à la moyenne au cours de l'exercice 2009, s'établissait à 11,6 % en ce qui a trait au taux de change CAD/USD et à 6,5 %, en ce qui concerne le taux de change CAD/MXP. En ce qui a trait aux revenus, la conversion des ventes par les entités américaines et mexicaines a eu un effet négatif de 12,1 millions de dollars. Pour leur part, les ventes à l'exportation des usines canadiennes, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change, ont occasionné une baisse de 11,9 millions de dollars. La conversion des résultats des entités américaines et mexicaines a causé un effet négatif de 0,1 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. Les ventes à l'exportation, déduction faite de l'effet du programme de couverture de change et des achats en dollars américains, ont causé un effet négatif de 3,9 millions de dollars sur le bénéfice

d'exploitation ajusté. Enfin, l'effet positif de la conversion des éléments de bilan des entités canadiennes libellés dans une devise étrangère s'est chiffré à 0,5 million de dollars sur le bénéfice d'exploitation ajusté. En tenant compte des frais financiers et des impôts sur les bénéfices libellés dans une devise étrangère, l'effet positif net s'est établi à 0,2 million de dollars, principalement en raison d'un effet positif au chapitre des frais financiers de 3,8 millions de dollars.

- La croissance interne des revenus s'est établie à 25,6 millions de dollars, ou 1,2 % au cours de l'exercice 2010. Cette hausse est surtout due au secteur des médias en raison d'une reprise de la publicité locale et nationale ainsi que notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques. Au chapitre de notre secteur de l'impression, nos gains de nouveaux contrats dans le Groupe des journaux et le Groupe des produits marketing ont été plus que compensés par la baisse des revenus pour le Groupe des magazines, des livres et des catalogues.
- La croissance interne du bénéfice d'exploitation ajusté de 32,4 millions de dollars, ou 14,9 % au cours de l'exercice 2010, est principalement due au secteur de l'impression en raison de l'efficacité des mesures de rationalisation effectuées combinée à la contribution de nos nouveaux contrats d'impression. Cette croissance interne positive est cependant légèrement compensée par nos secteurs des médias et de l'interactif en raison des investissements stratégiques que nous y avons effectués.

Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Un montant de 15,8 millions de dollars avant impôts (11,3 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour l'exercice 2010 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». En voici les détails :

- Frais de restructuration de 13,0 millions de dollars avant impôts (9,3 millions après impôts) reliés à la réduction d'effectifs. La majorité de ces frais découle de mesures de rationalisation annoncées vers la fin de l'exercice avec la fermeture d'une usine de notre secteur de l'impression afin d'optimiser l'utilisation de notre parc d'équipements.
- Dépréciation d'actifs et autres coûts de 2,8 millions de dollars avant impôts (2,0 millions après impôts) principalement reliés à du matériel de production de notre secteur de l'impression qui n'était plus nécessaire en raison de la baisse du niveau d'activité de certaines de nos entités.

Un montant de 56,3 millions de dollars avant impôts (40,2 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats pour l'exercice 2009 sous la rubrique « Dépréciation d'actifs et frais de restructuration ». De ce montant, 33,9 millions étaient reliés à la réduction d'effectifs dans le cadre du plan de rationalisation annoncé au début de l'exercice 2009 et 22,4 millions sont reliés à la dépréciation d'actifs et à d'autres coûts.

Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au cours de l'exercice 2010, un montant de 12,5 millions de dollars avant impôts (10,4 millions après impôts) a été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». La majorité de cette dépréciation est due à la réduction de valeur de noms commerciaux de certaines publications dans notre secteur des médias.

Au cours de l'exercice 2009, un montant de 172,6 millions de dollars avant impôts (157,9 millions après impôts) avait été inscrit séparément à l'état consolidé des résultats sous la rubrique « Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels ». De cette somme, 166,5 millions de dollars correspondaient à la radiation d'écarts d'acquisition dans les secteurs de l'impression et de l'interactif associée essentiellement à nos activités d'impression de produits

commerciaux. Les 6,1 millions de dollars restants étaient liés à la radiation de noms commerciaux au sein du Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs de notre secteur des médias.

Frais financiers et escompte sur la vente de débiteurs

Lorsque combinés, les frais financiers et l'escompte sur la vente de débiteurs ont diminué de 2,1 millions de dollars, soit 4,6 %, passant de 45,4 millions pour l'exercice 2009 à 43,3 millions pour l'exercice 2010. Cette diminution est principalement attribuable à une baisse considérable de l'endettement net au cours de l'exercice 2010 découlant d'une hausse des flux monétaires générés par nos activités d'exploitation, de la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publipostage aux États-Unis, d'une diminution des dépenses en immobilisations corporelles en 2010 ainsi que de l'effet positif relié aux taux de change. L'émission d'actions privilégiées, en octobre 2009, a également eu un effet favorable sur nos frais financiers partiellement compensée par une hausse des taux d'intérêt liée à nos dettes contractées au cours de l'exercice 2009.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 27,4 millions de dollars, passant de 6,6 millions en 2009 à 34,0 millions en 2010. En excluant les impôts sur les bénéfices portant sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la dépréciation d'actifs et les frais de restructuration, ainsi que les ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices, les impôts sur les bénéfices se seraient chiffrés à 43,0 millions de dollars, soit un taux d'imposition de 20,6 %, comparativement à 37,3 millions, ou 21,7 %, au cours de l'exercice 2009. Cette baisse du taux d'imposition est surtout attribuable à la répartition géographique des bénéfices avant impôts sur les bénéfices.

Activités abandonnées

Au cours de l'exercice 2010, un bénéfice net lié aux activités abandonnées de 27,4 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, a été enregistré à la suite de la vente de la quasi-totalité des actifs de publipostage aux États-Unis, le 1^{er} avril dernier, pour un produit net de 105,7 millions de dollars. Le bénéfice net provenant des activités abandonnées inclut un gain lié à l'abandon des activités de 39,2 millions de dollars, déduction faite des impôts y afférents, et une perte nette de 11,8 millions de dollars (17,7 millions en 2009) liée à l'exploitation des activités abandonnées, déduction faite des impôts y afférents.

Bénéfice net attribuable aux actions participantes

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes a bondi de 248,9 millions de dollars, passant d'une perte nette de 82,3 millions au cours de l'exercice 2009 à un bénéfice net de 166,6 millions au cours de l'exercice 2010. Cette hausse remarquable est surtout attribuable à une augmentation du bénéfice d'exploitation ainsi qu'à un gain lié à l'abandon des activités de publipostage aux États-Unis le 1^{er} avril dernier. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes a augmenté, passant d'une perte de 1,02 \$ à un bénéfice de 2,06 \$.

Le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 25,0 millions de dollars, ou 18,7 %, passant de 133,5 millions au cours de l'exercice 2009 à 158,5 millions au cours de l'exercice 2010. Par action, le bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté a augmenté de 0,31\$, passant de 1,65 \$ à 1,96 \$.

Revenus générés en dollars américains
Pour les exercices terminés les 31 octobre
(non vérifiés)

(en millions de dollars américains)	2010	Répartition	2009	Répartition	Variation \$ 2010 vs 2009	Variation % 2010 vs 2009
Exportations du Canada vers les États-Unis	155,9 \$	59,5 %	181,1 \$	69,6 %	(25,2) \$	(13,9) %
Revenus générés aux États-Unis par nos entités d'affaires aux États-Unis	106,3	40,5	79,2	30,4	27,1	34,2
Revenus totaux	262,2 \$	100,0 %	260,3 \$	100,0 %	1,9 \$	0,7 %

Répartition géographique des revenus totaux en dollars canadiens
Pour les exercices terminés les 31 octobre
(non vérifiés)

(en millions de dollars canadiens)	2010	Répartition	2009	Répartition	Variation \$ 2010 vs 2009	Variation % 2010 vs 2009
Canada	1 746,7 \$	83,5 %	1 789,9 \$	82,5 %	(43,2) \$	(2,4) %
États-Unis et Mexique						
Importations du Canada	170,4	8,2	210,0	9,7	(39,6)	(18,9)
Marchés intérieurs	174,5	8,3	169,9	7,8	4,6	2,7
Total - États-Unis et Mexique	344,9	16,5	379,9	17,5	(35,0)	(9,2)
Revenus totaux	2 091,6 \$	100,0 %	2 169,8 \$	100,0 %	(78,2) \$	(3,6) %

On remarque dans le premier tableau que les revenus provenant des exportations par les entités d'affaires du Canada vers les États-Unis, exprimés en dollars américains, ont diminué de 25,2 millions de dollars, ou 13,9 %. Cette baisse est en grande partie due à la baisse des volumes d'impression de notre Groupe des magazines, des livres et des catalogues en raison d'une diminution de la demande et à l'appréciation notable du dollar canadien au cours de l'exercice 2010. D'ailleurs, comme nous pouvons le remarquer dans le second tableau, après la conversion en dollars canadiens, cette diminution passe à 39,6 millions de dollars, soit 18,9 %, illustrant ainsi l'effet négatif de l'appréciation moyenne du dollar canadien par rapport à la devise américaine au cours de l'exercice 2010 par rapport à 2009.

La diminution de 2,4 % des revenus générés au Canada, ou 43,2 millions de dollars, comparativement à 2009, est inférieure à la baisse des revenus consolidés de la Société de 3,6 % principalement en raison de la position de leader que nous occupons dans la majorité de nos créneaux en plus de la diversification de nos activités. En ce qui a trait aux revenus des marchés intérieurs américain et mexicain, l'augmentation de 2,7 % découle surtout de nos activités d'impression du quotidien *San Francisco Chronicle* pour une année complète en 2010, par rapport à seulement quatre mois en 2009, qui sont partiellement compensées par l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et mexicaine ainsi que d'une légère baisse des revenus dans notre Groupe du Mexique.

REVUE DES SECTEURS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE 2010

Analyse des principaux écarts – Résultats sectoriels Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (non vérifiés)

(en millions de dollars)	Secteur de l'impression	Secteur de l'interactif	Secteur des médias	Résultats intersectoriels et autres résultats	Résultats consolidés
Revenus - pour l'exercice 2009	1 530,8 \$	123,5 \$	607,0 \$	(91,5) \$	2 169,8 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	(44,2)	2,7	(13,4)	-	(54,9)
Activités existantes					
Effet du papier	(24,9)	-	-	-	(24,9)
Taux de change	(17,5)	(6,5)	-	-	(24,0)
Croissance interne (négative)	(1,5)	3,6	14,7	8,8	25,6
Revenus - pour l'exercice 2010	1 442,7 \$	123,3 \$	608,3 \$	(82,7) \$	2 091,6 \$
Bénéfice d'exploitation ajusté - pour l'exercice 2009	147,0 \$	1,4 \$	93,3 \$	(24,6) \$	217,1 \$
Acquisitions/Dispositions/Fermetures	0,6	(0,5)	2,1	-	2,2
Activités existantes					
Effet du papier	-	-	4,3	-	4,3
Taux de change	(3,1)	(0,4)	-	-	(3,5)
Croissance interne (négative)	36,1	(4,1)	(7,2)	7,6	32,4
Bénéfice d'exploitation ajusté - pour l'exercice 2010	180,6 \$	(3,6) \$	92,5 \$	(17,0) \$	252,5 \$

Cette revue des secteurs d'exploitation devrait être lue parallèlement à l'information présentée dans le tableau ci-dessus et à l'information présentée dans la note sur l'information sectorielle (note 28) afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010.

La direction utilise, dans cette section, le bénéfice d'exploitation ajusté pour évaluer la performance financière de ses secteurs d'exploitation et estime que cette mesure est appropriée.

Secteur de l'impression

Les revenus du secteur de l'impression ont diminué de 88,1 millions de dollars, soit 5,8 %, passant de 1 530,8 millions au cours de l'exercice 2009 à 1 442,7 millions en 2010. La baisse des revenus du secteur est principalement attribuable à la vente, en mai 2009, de l'usine du Groupe du détail située en Ohio. De plus, notre Groupe de magazines, de livres et de catalogues a été affecté tout au long de l'année par l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de sa contrepartie américaine. En excluant les dispositions, les fermetures ainsi que les effets négatifs des variations des taux de change et du papier, les revenus ont été stables n'ayant diminué que de 1,5 million de dollars, soit 0,1 %. Notre clientèle diversifiée, notre position de leader dans la majorité de nos créneaux ainsi que l'apport des nouveaux contrats d'impression, tels que *San Francisco Chronicle* et Rogers, ont compensé les conditions de marché qui ont affecté, tout au long de l'exercice nos activités d'impression de magazines, de livres et de catalogues ainsi que nos activités d'impression de produits marketing.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a augmenté, il est passé de 147,0 millions de dollars au cours de l'exercice 2009 à 180,6 millions en 2010, ce qui représente une augmentation de 22,9 %. Cette hausse de 33,6 millions de dollars a fait grimper la marge d'exploitation ajustée, qui est passée de 9,6 % au cours de l'exercice 2009 à 12,5 % en 2010.

La croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté de 36,1 millions de dollars, soit 24,6%, provient de la contribution de chacun des groupes du secteur au cours de l'exercice 2010. Cette croissance interne positive du bénéfice d'exploitation ajusté est due, sans équivoque, à l'efficacité de notre plan de rationalisation mis de l'avant en février 2009 pour l'ensemble des groupes du secteur, à une amélioration continue de nos opérations ainsi qu'à la contribution de nouveaux contrats d'impression.

Le 1^{er} octobre 2010, Transcontinental a débuté l'impression, avec succès et en avance de trois mois par rapport à l'échéancier prévu, de la nouvelle édition du journal *The Globe and Mail* dans la plupart des grands marchés au Canada afin de permettre à notre client de bénéficier de la période de pointe des dépenses publicitaires des annonceurs. Ce projet, qui a été amorcé en 2009, visait la mise sur pied d'une nouvelle et innovatrice plateforme hybride pancanadienne d'impression de journaux et de circulaires. Ce réseau offre la possibilité d'imprimer sur papier glacé ainsi que d'ajouter de la couleur sur chaque page du quotidien *The Globe and Mail*, répondant du même coup à nos clients détaillants. Des revenus additionnels de près de 25 millions de dollars seront générés par cet investissement en plus de créer des synergies considérables. Notre efficacité globale s'en trouvera améliorée, grâce à l'augmentation de la productivité de nos équipements et à une meilleure utilisation de nos capacités. Cet investissement permettra de réduire les dépenses en immobilisations dans le Groupe du détail au cours des prochaines années et aussi de répondre plus efficacement aux besoins de nos clients du marché du détail.

Par ailleurs, la Société a récemment annoncé la fermeture de deux usines, dans le cadre de sa stratégie visant à optimiser l'utilisation de son parc d'équipements et à consolider davantage sa position de leader au Canada par l'entremise de gains de parts de marché.

Secteur de l'interactif (anciennement le secteur des communications marketing)

Les revenus du secteur de l'interactif sont passés de 123,5 millions de dollars en 2009 à 123,3 millions en 2010. Bien que les revenus aient été stables par rapport à l'an dernier, nous avons pu remarquer, à compter du deuxième trimestre de 2010, l'effet positif de l'intégration des produits et des services avec une amélioration des revenus au cours des trois derniers trimestres de 2010 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les acquisitions de Totem, Conversys et de LIPSO Systèmes, ont ajouté 2,7 millions de dollars aux revenus de l'exercice 2010 relativement à 2009. Cette hausse a été plus que compensée par l'appréciation du dollar canadien sur sa contrepartie américaine qui explique une baisse des revenus de 6,5 millions de dollars par rapport à 2009, principalement dans la Division des solutions d'impression numérique. En excluant l'effet des acquisitions et du taux de change, la croissance interne positive de 3,6 millions de dollars est majoritairement expliquée par notre Division du prémédia et notre Division des solutions d'impression numérique qui ont su profiter de nouveaux contrats au cours de l'exercice 2010. Toutefois, la diminution de la demande pour nos produits et services pour le secteur de l'automobile aux États-Unis, dans notre Division des solutions marketing personnalisé, est venue contrer partiellement cette hausse de la croissance interne au chapitre des revenus. Nous remarquons toutefois une reprise présentement dans ce créneau.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué. Il est passé d'un bénéfice de 1,4 million de dollars pour l'exercice 2009 à une perte de 3,6 millions en 2010, soit une baisse de 5,0 millions de dollars. La croissance interne du bénéfice d'exploitation ajusté a, quant à lui, diminué de 4,1 millions de dollars. Cette baisse est en grande partie expliquée par une hausse des dépenses en amortissement ainsi qu'à une augmentation des coûts liés au développement de notre offre intégrée de produits numériques et de services marketing par le biais d'investissements stratégiques. La marge d'exploitation ajustée a ainsi diminué, passant de 1,1 % pour l'exercice 2009 à une marge négative de 2,9 % en 2010.

Au cours de l'exercice 2010, nous avons acquis LIPSO Systèmes, un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées. À cette acquisition s'ajoute celle de Vortex Mobile, le 1^{er} novembre dernier, un fournisseur de solutions marketing mobile intégrées, qui nous permet d'ajouter de nouveaux services-clés à notre offre de solutions marketing

interactives, notamment la capacité de concevoir et d'implanter entièrement des campagnes marketing en utilisant la mobilité et les nouveaux médias. De plus, au début de l'exercice 2011, nous avons annoncé le changement de nom de notre secteur des communications marketing, qui devient ainsi le secteur de l'interactif. La mission du secteur demeure la même, soit de développer des solutions de communications marketing interactives utilisant la voie numérique.

Au cours du prochain exercice financier, bien que nos activités soient en quelque sorte dépendantes des budgets marketing de nos clients, la progression des revenus du secteur de l'interactif devrait se poursuivre en raison des efforts liés au développement et à l'optimisation de l'offre de solutions marketing interactives ainsi qu'à la demande croissante de la part de nos clients. De plus, notre bénéfice d'exploitation devrait également s'améliorer, mais à un rythme moins rapide que les revenus étant donné que nous accélérerons nos investissements dans le but de bonifier et d'intégrer davantage nos plateformes de communications numériques, y incluant le mobile.

Secteur des médias

Les revenus du secteur des médias ont augmenté de 1,3 million de dollars, soit 0,2 %, passant de 607,0 millions au cours de l'exercice 2009 à 608,3 millions en 2010. En excluant les acquisitions et les publications fermées ou vendues, les revenus ont augmenté de 14,7 millions de dollars, soit 2,4 %.

De plus, nous pouvons observer une croissance interne positive à ce chapitre pour l'exercice 2010, et ce, dans l'ensemble de nos groupes d'affaires, exception faite de notre Groupe d'édition de livres pédagogiques. La plus forte croissance provient de notre Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs qui a bénéficié de la reprise ressentie dans la publicité nationale provenant surtout des secteurs de l'automobile et de la finance. Le développement continu de notre offre numérique ainsi que les effets de la reprise économique ont aussi profité à nos activités numériques qui ont vu leurs revenus augmenter de 33,8 % en 2010 par rapport à 2009. Par ailleurs, notre Groupe des solutions aux communautés locales a profité d'une hausse des dépenses publicitaires par l'entremise de ses activités de distribution et d'édition de journaux locaux. De plus, la croissance interne a été positive à chacun des trois derniers trimestres de 2010, un indicateur encourageant de la reprise de la publicité tant au chapitre national que local.

Le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 0,8 million de dollars, soit 0,9 %, passant de 93,3 millions au cours de l'exercice 2009 à 92,5 millions en 2010. En excluant les acquisitions, les dispositions et les fermetures ainsi que l'effet du papier, le bénéfice d'exploitation ajusté a diminué de 7,2 millions de dollars ou 7,7 %. Cette baisse provient majoritairement de notre Groupe des solutions aux communautés locales ainsi que de notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques qui ont poursuivi leurs investissements stratégiques sur diverses plateformes numériques et sur support papier tout au long de l'exercice 2010. Cette baisse est toutefois contenue en partie par les effets positifs des revenus additionnels mentionnés ci-haut combinée à des mesures de rationalisation. La marge d'exploitation ajustée s'est établie à 15,2 % à la fin de l'exercice 2010, en baisse comparativement à 15,4 % à la fin de l'exercice 2009.

Au cours de l'exercice 2010, le secteur des médias a procédé à l'ajout de plusieurs nouveaux produits, des actions qui visent à améliorer à la fois son offre numérique et son offre de publications plus traditionnelle. Le Groupe des solutions aux communautés locales a en effet procédé à l'ajout de six nouveaux hebdomadaires : *Point de vue Mont-Tremblant*, *Point de vue Sainte-Agathe*, *Abitibi Express* au sein de deux collectivités, *Rive-Sud Express*, *Le Nord* et *Courrier du Saguenay*, tous accompagnés de leur propre site Internet. L'augmentation de l'offre de contenu local aux collectivités et aux entreprises québécoises est le principal but visé par ces nouvelles publications. L'exercice 2010 a également vu le lancement du site de prémagasinage dealstreet.ca accompagné d'une mise à jour de sa version française, publisac.ca. De plus, par l'entremise de notre moteur de recherche pancanadien weblocal.ca, nous avons lancé un outil de gestion de la réputation en ligne pour les annonceurs. Le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs a quant à lui lancé le magazine *PREMIUM*, une publication novatrice haut de gamme. Le secteur

des médias poursuit son développement parmi les nouveaux médias par l'entremise des réseaux sociaux et des nouvelles formes de propagation numérique comme le mobile avec l'application *The Hockey News* qui a été téléchargée par plus d'un million d'utilisateurs. Finalement, nous avons lancé une maison de représentation numérique qui permet d'augmenter l'offre aux annonceurs de nos magazines grâce à des partenariats exclusifs avec les plus importants éditeurs de contenu en ligne en Amérique du Nord.

Au cours de l'exercice 2011, le secteur des médias concentrera ses efforts sur l'ensemble de ses nombreuses plateformes numériques, l'accent étant mis sur ses récents sites, tels que ses sites de prémagasinage dealstreet.ca et publisac.ca ainsi que l'outil de gestion de réputation en ligne destiné aux entreprises offert par weblocal.ca. Le développement de la monétisation de ses produits numériques par l'entremise de l'élargissement de son réseau de ventes fait aussi partie de ses priorités au cours du prochain exercice. Finalement, les investissements stratégiques se poursuivront, tant sous formes numérique que papier, afin d'accroître sa présence et son offre intégrée de solutions auprès des communautés locales.

Activités intersectorielles et autres activités

Les revenus d'activités intersectorielles et d'autres activités sont passés d'un total négatif de 91,5 millions de dollars au cours de l'exercice 2009 à un total négatif de 82,7 millions en 2010. Cette variation est surtout attribuable à la diminution des autres activités. Le bénéfice d'exploitation ajusté est passé d'un total négatif de 24,6 millions de dollars au cours de l'exercice 2009 à un total négatif de 17,0 millions en 2010. Cette variation est surtout attribuable à un gain réalisé sur la vente d'un immeuble ainsi qu'à notre programme de rationalisation des coûts du siège social.

CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les données financières ont été préparées en conformité avec les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Cependant, certaines mesures utilisées dans le présent Rapport de gestion ne sont pas définies par les PCGR et pourraient être calculées différemment par d'autres entreprises. La Société croit que certaines mesures financières non conformes aux PCGR, si elles sont présentées parallèlement à des mesures financières comparables parmi les PCGR, sont utiles pour les investisseurs et les autres lecteurs, puisque ces informations permettent de mesurer de manière appropriée la performance des activités de la Société. À l'interne, la Société utilise ces mesures financières non conformes aux PCGR pour évaluer la performance de ses activités et l'efficacité de ses gestionnaires. Ces mesures doivent être considérées comme un complément aux mesures de performance financière conformes aux PCGR. Elles ne s'y substituent pas et n'y sont pas supérieures. Le tableau suivant permet de concilier les mesures financières conformes aux PCGR et celles non conformes aux PCGR.

Pour les exercices terminés les 31 octobre (non vérifiés)

(en millions de dollars, sauf les données par action)	2010	2009
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	166,6 \$	(82,3) \$
Dividendes sur actions privilégiées	6,8	0,5
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	(27,4)	17,7
Part des actionnaires sans contrôle	0,9	0,3
Impôts sur les bénéfices	34,0	6,6
Escompte sur vente de débiteurs	0,9	4,5
Frais financiers	42,4	40,9
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	12,5	172,6
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	15,8	56,3
Bénéfice d'exploitation ajusté	252,5	217,1
Amortissement	129,5	121,8
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	382,0 \$	338,9 \$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes	166,6 \$	(82,3) \$
Perte nette (bénéfice net) lié aux activités abandonnées (après impôts)	(27,4)	17,7
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration (après impôts)	11,3	40,2
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels (après impôts)	10,4	157,9
Ajustements inhabituels aux impôts sur les bénéfices	(2,4)	-
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	158,5	133,5
Nombre moyen d'actions participantes en circulation	80,8	80,8
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté par action	1,96 \$	1,65 \$
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	162,2 \$	101,5 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(153,8)	(145,6)
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	316,0 \$	247,1 \$
Dette à long terme	712,9 \$	818,8 \$
Portion à court terme de la dette à long terme	17,8	7,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(36,3)	(34,7)
Endettement net	694,4 \$	791,1 \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Renseignements financiers trimestriels choisis (non vérifiés)

	2010				2009			
(en millions de dollars, sauf les montants par action)	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Revenus	570 \$	500 \$	510 \$	512 \$	570 \$	504 \$	531 \$	565
Bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	120	90	91	81	120	83	77	59
Marge du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajustée	21,1 %	18,0 %	17,8 %	15,8 %	21,1 %	16,4 %	14,5 %	10,4
Bénéfice (perte) d'exploitation	65 \$	58 \$	56 \$	45 \$	72 \$	47 \$	(146) \$	14
Bénéfice d'exploitation ajusté	88	59	58	47	85	53	48	31
Marge du bénéfice d'exploitation ajustée	15,4 %	11,8 %	11,4 %	9,2 %	14,9 %	10,5 %	9,0 %	5,5
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions	45 \$	29 \$	67 \$	26 \$	43 \$	25 \$	(144) \$	(6)
Par action	0,56	0,35	0,83	0,32	0,54	0,31	(1,79)	(0,08)
Bénéfice net attribuable aux actions participantes ajusté	63	34	34	27	53	31	30	19
Par action	0,77	0,43	0,42	0,34	0,65	0,39	0,37	0,24
En % de l'exercice	39 %	22 %	22 %	17 %	39 %	24 %	22 %	15

Le tableau ci-dessus présente l'évolution des résultats trimestriels de Transcontinental. Au chapitre des revenus, nous pouvons remarquer l'effet du ralentissement économique nord-américain en 2009, tandis que les mesures de rationalisation annoncées en février 2009 ont limité les répercussions de ce ralentissement sur le bénéfice à compter du troisième trimestre de 2009. Les dispositions d'actifs et l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaines et mexicaines affectent également les revenus en 2010 comparativement à 2009. Par ailleurs, le quatrième trimestre est supérieur aux autres puisque les dépenses en publicité sont généralement plus élevées à l'automne.

SITUATION FINANCIÈRE, LIQUIDITÉS ET STRUCTURE DU CAPITAL

Principales liquidités et situation financière Pour les exercices terminés les 31 octobre (non vérifiés)

(en millions de dollars)	2010	2009
Activités d'exploitation		
Fonds générés par les activités poursuivies avant variation des éléments		
hors caisse liés à l'exploitation	316,0 \$	247,1 \$
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(153,8)	(145,6)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies	162,2	101,5
Activités d'investissement		
Acquisitions d'entreprises, déduction faite des dispositions	(14,0)	(14,4)
Acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions	(115,9)	(243,5)
Autres	(23,7)	(27,1)
Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies	(153,6)	(285,0)
Activités de financement		
Augmentation de la dette à long terme	40,5	281,4
Remboursement de la dette à long terme	(10,1)	(107,3)
Diminution du crédit à terme rotatif	(95,4)	(89,7)
Émission d'actions privilégiées	-	96,8
Émission d'actions participantes	2,1	0,2
Dividendes sur actions participantes	(28,3)	(25,8)
Dividendes sur actions privilégiées	(7,0)	-
Autres	(0,2)	(0,6)
Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies	(98,4)	155,0
Autres renseignements pertinents		
Endettement net	694,4	791,1
Capitaux propres	1 247,0	1 115,2
Endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) / bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté	1,82	2,59 ⁽¹⁾
Cote de crédit		
DBRS	BBB haut Stable	BBB haut Stable
Standard and Poor's	BBB- Stable	BBB- Stable

⁽¹⁾ Comme publié précédemment.

Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies

Les fonds générés par l'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont augmenté. Ils ont atteint 316,0 millions de dollars en 2010, comparativement à 247,1 millions en 2009. Cette variation est surtout attribuable à l'augmentation du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté. Les variations des éléments hors caisse liés à l'exploitation ont été similaires à l'an dernier avec une sortie de fonds de 153,8 millions de dollars

en 2010, comparativement à une sortie de fonds de 145,6 millions en 2009. Dans les deux cas, la réduction de l'utilisation du programme de titrisation constitue le principal facteur qui explique les sorties de fonds. Par conséquent, les fonds générés par l'exploitation ont augmenté, générant une entrée de fonds de 162,2 millions de dollars en 2010, comparativement à une entrée de fonds de 101,5 millions en 2009.

Fonds liés aux activités d'investissement des activités poursuivies

En 2010, nous avons investi 115,9 millions de dollars en immobilisations corporelles, déduction faite des dispositions, ce qui représente une baisse significative de 127,6 millions comparativement aux 243,5 millions investis en 2009. La majorité de ces investissements ont été effectués dans le projet de plateforme unique pancanadien d'impression de journaux et de circulaires qui servira, entre autres, à la réalisation du contrat du quotidien *The Globe and Mail*. En 2009, nous avons également investi dans ce projet tout en investissant aussi à notre usine de Fremont, en Californie, pour l'impression du *San Francisco Chronicle*. Ces deux projets sont maintenant complétés.

Fonds liés aux activités de financement des activités poursuivies

La Société a versé 28,3 millions de dollars en dividendes sur actions participantes, soit 35 cents par action, en 2010, comparativement à 25,8 millions de dollars, soit 32 cents par action, en 2009. Cela représente une hausse de plus de 9 %. De plus, la Société a versé 7,0 millions de dollars en dividendes sur les actions privilégiées de série D en 2010 tandis qu'aucun dividende n'avait été versé en 2009. Les dividendes versés par Transcontinental à des résidents canadiens sont des dividendes admissibles au sens des lois de l'impôt sur le revenu des gouvernements fédéral et provinciaux.

<u>Actions émises et en circulation</u>	<u>Au 31 octobre 2010</u>	<u>Au 30 novembre 2010</u>
Catégorie A (droit de vote subalterne)	65 806 497	65 806 497
Catégorie B (droit de vote multiple)	15 196 840	15 196 840
Privilégiées de série D (à dividende cumulatif)	4 000 000	4 000 000

Instruments d'emprunt

En date du 31 octobre 2010, le ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté s'établissait à 1,82 (2,59 au 31 octobre 2009) principalement en raison de la vente de la quasi-totalité des actifs de publipostage aux États-Unis, une réduction notable de nos dépenses en immobilisations corporelles ainsi que de la hausse du bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté. Par ailleurs, la direction s'est fixé comme objectif d'abaisser davantage ce ratio et de le maintenir dorénavant aux environs de 1,50.

Le 4 décembre 2009, la Société a remboursé la totalité du montant utilisé sur la « Tranche B » et a ensuite annulé ce crédit à terme rotatif. Dorénavant, le crédit à terme rotatif de la Société est constitué uniquement de la « Tranche A », d'un montant de 400 millions de dollars, qui vient à échéance en septembre 2012, dont 178,2 millions étaient utilisés en date du 31 octobre 2010. Le taux d'intérêt applicable sur le crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's Ratings Services. Selon la forme d'emprunt choisie par la Société, le taux d'intérêt applicable sur le crédit est actuellement soit le taux de base bancaire, le taux des acceptations bancaires majoré de 0,615 %, ou le LIBOR majoré de 0,615 %. Des frais de facilités de 0,135 % sont également applicables, que la marge de crédit soit utilisée ou non, et des frais d'utilisation de 0,1 % sont applicables si un montant correspondant à plus de 66^{2/3} % de la tranche est utilisé.

Au 31 octobre 2010, des lettres de crédit aux montants de 0,2 million de dollars canadiens et de 3,0 millions de dollars américains avaient été émises à même le crédit à terme rotatif, en plus des montants mentionnés au paragraphe précédent.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, la Société a obtenu un financement de 55,6 millions d'euros (78,7 millions de dollars) d'une banque européenne d'une durée de six ans et portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, afin d'acquérir différents équipements de production au cours des deux années suivantes. Ce financement sera tiré par tranches, selon les dates de livraison des équipements, et sera remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois à compter de janvier 2011. Le 1^{er} décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdévisés, dont l'échéance est de six ans, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et le taux d'intérêt de cette facilité aux taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %.

Au cours de l'exercice 2010, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

Outre sa dette à long terme, la Société a aussi d'autres engagements, surtout sous forme de contrats de location-exploitation. Le tableau ci-après fournit l'ensemble de ces obligations et engagements pour les prochains exercices.

Obligations contractuelles et engagements commerciaux Pour les exercices terminés les 31 octobre

Type de contrat (en millions de dollars)	2011	2012	2013	2014	2015	2016 et suivantes	Total
Dette à long terme	17,8 \$	270,4 \$	92,0 \$	231,0 \$	65,2 \$	60,5 \$	736,9 \$
Autres engagements	43,8	31,9	25,7	21,4	17,5	66,0	206,3
Obligations totales	61,6 \$	302,3 \$	117,7 \$	252,4 \$	82,7 \$	126,5 \$	943,2 \$

Arrangements hors bilan (titrisation)

La Société vendait sur une base renouvelable, dans le cadre de son entente de titrisation, certains de ses débiteurs à une fiducie qui, elle-même, vendait les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à Transcontinental. La contrepartie nette maximale permise en vertu de cette entente était de 300,0 millions de dollars, incluant un montant maximal de 100,0 millions de dollars américains. Cette entente est venue à échéance en août dernier et aucune nouvelle entente n'a encore été signée à ce jour. Bien que nous disposions actuellement de capitaux suffisants, la Société explore tout de même diverses options de financement afin de se doter d'une flexibilité financière accrue.

Au 31 octobre 2009, le montant de débiteurs vendus au titre du programme de titrisation des débiteurs s'élevait à 240,3 millions de dollars, dont 128,4 millions étaient des droits conservés par la Société, donnant lieu à une contrepartie nette de 111,9 millions, soit 77,3 millions de dollars canadiens et 32,0 millions de dollars américains. Au 31 octobre 2009, la contrepartie nette maximale que la Société aurait pu obtenir en vertu des conditions du programme était de 202,3 millions de dollars. Les droits conservés sont comptabilisés dans les débiteurs de la Société au moindre du coût et de la juste valeur marchande. Selon le programme, la Société a constaté un escompte total de 0,9 million de dollars en 2010 (4,5 millions pour l'exercice 2009) à la suite de la vente de débiteurs. La Société a respecté tous ses engagements en vertu des conventions régissant ce programme.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La Société prépare ses états financiers consolidés en dollars canadiens et conformément aux PCGR du Canada. Un résumé des principales conventions comptables est présenté à la note 1 afférente aux états financiers consolidés. Certaines des conventions comptables de la Société exigent que la direction utilise des estimations et formule des hypothèses. Les éléments qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont : les provisions, notamment les provisions pour mauvaises créances et pour désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs, les frais de restructuration, les périodes d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, l'évaluation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la charge de rémunération à base d'actions et la comptabilisation des régimes de retraite.

Écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets des entreprises acquises. Un écart d'acquisition a une durée de vie utile indéfinie et n'est pas amorti, mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis comme suit :

	Durée	Méthode
Relations d'affaires	12 ans	Linéaire
Coûts de républication d'ouvrages	Maximum 5 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	5 ans	Linéaire

Les actifs incorporels non amortissables comprennent des noms commerciaux acquis, principalement de magazines et de journaux, et des tirages qui leur sont associés. Ces actifs incorporels ont une durée de vie utile indéfinie et ne sont pas amortis, mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

Régimes de retraite

L'obligation au titre des prestations constituées est déterminée par des actuaires indépendants selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services et est basée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction. La Société amortit les gains et les pertes actuariels nets cumulatifs non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants, ainsi que le coût des services passés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (« DMERCA ») du groupe de salariés participant aux régimes d'avantages sociaux futurs, qui varie de 10 à 12 ans. L'obligation transitoire résultant de l'application initiale du chapitre 3461 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») en novembre 2000 est aussi amortie sur la DMERCA du groupe d'employés participant aux régimes. Aux fins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ceux-ci sont évalués à leur juste valeur.

Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer à la date de résorption des écarts temporaires selon les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers. Une provision pour moins-value est constatée en réduction de la valeur comptable des actifs d'impôts futurs, lorsqu'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne seront pas réalisés.

EFFET DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Regroupement d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société est tenue de présenter des informations qualitatives sur les incidences de l'application des IFRS pour son exercice financier 2010 ainsi que des informations quantitatives, si disponibles, pour ses états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2011. Ces informations seront utilisées par la Société afin de présenter les éléments comparatifs pour ses états financiers de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012.

La Société a établi une structure organisationnelle de gestion de projet composée de membres de différents échelons et de diverses fonctions afin d'assurer la coordination et le suivi de l'avancement du projet. Des rapports sur l'avancement du projet sont présentés régulièrement au comité de vérification. Des ressources ayant les compétences et l'expérience nécessaires ont été affectées à la réalisation du projet.

Le plan de conversion de la Société comporte trois phases :

Phase 1 – Évaluation

Au cours de cette phase, la Société a procédé à une évaluation de haut niveau visant à cerner les différences majeures entre les IFRS et ses conventions comptables, ainsi qu'à une évaluation des principaux aspects de la Société pouvant être touchés par l'adoption des IFRS, puis a conçu un plan de conversion détaillé. Étant donné que des changements sont prévus aux normes IFRS au cours de la période de conversion et que ces modifications pourraient avoir des conséquences sur le plan de conversion, un processus de vigilance a été mis en place.

Phase 2 – Conversion

Au cours de cette phase, la Société conçoit et élabore des solutions pour traiter les différences identifiées à la phase 1. Elle détermine les modifications à apporter aux conventions comptables, informations financières, systèmes d'information, processus opérationnels et contrôles internes actuels afin de procéder à la conversion aux IFRS. L'incidence de cette conversion sur les ententes contractuelles est évaluée et les modifications nécessaires sont apportées. Une stratégie de gestion du changement est mise en place pour répondre aux besoins d'information et de formation des différents intervenants.

Phase 3 – Mise en œuvre

Cette phase finale a pour objectif de permettre la présentation continue de l'information selon les IFRS et de faciliter le partage des connaissances. Les modifications identifiées à la phase 2 sont mises en œuvre et des tests sont effectués afin de nous assurer que les écarts soient résolus avant la date de la conversion. La stratégie de gestion du changement amorcée à la phase 2 se poursuit jusqu'à ce que la conversion soit complétée.

La Société a terminé les phases 1 et 2 du projet. La phase 3 débutera en 2011.

Le tableau à la page suivante présente l'état d'avancement de la réalisation du plan de conversion aux IFRS au 31 octobre 2010.

	<u>Principales activités</u>	<u>Échéancier</u>	<u>État d'avancement</u>
Information financière	<p>Identifier et analyser les différences entre les IFRS et les conventions comptables de la Société.</p> <p>Concevoir et élaborer des solutions pour résoudre les différences.</p> <p>Faire la sélection des choix de conventions comptables IFRS et des exemptions permises conformément à IFRS 1.</p> <p>Développer un modèle d'états financiers IFRS, y compris les notes afférentes.</p>	<p>Complété avant le 31 octobre 2010. Suivi et mise à jour pendant l'exercice 2011.</p>	<p>Analyse des différences de conventions comptables complétée.</p> <p>Solutions pour résoudre les différences élaborées.</p> <p>Approbation provisoire des choix de conventions comptables et des exemptions IFRS 1 par la haute direction et le comité de vérification.</p> <p>Rédaction du modèle d'états financiers en cours.</p>
	<p>Préparer le bilan d'ouverture et compiler l'information financière pour préparer les états financiers IFRS comparatifs.</p>	<p>Au cours de l'exercice 2011.</p>	<p>À venir.</p>
Systèmes d'information et processus	<p>Évaluer les incidences des changements sur les systèmes d'information et les processus et y apporter les modifications requises.</p> <p>Élaborer une stratégie pour compiler l'information en parallèle (selon les PCGR du Canada et les IFRS) pendant l'année financière 2011 et la mettre en œuvre.</p>	<p>Modifications des systèmes d'information et processus finalisées à temps pour compiler l'information financière pendant l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.</p>	<p>Évaluation des incidences sur les systèmes d'information et processus complétée. Modifications en cours de réalisation.</p> <p>Stratégie élaborée pour compiler l'information en parallèle.</p>
Contrôles internes	<p>Évaluer les incidences des changements sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information et mettre en œuvre les modifications requises.</p>	<p>Mise en œuvre des modifications requises à compter du premier trimestre de l'exercice 2011. Suivi et mise à jour au cours de l'exercice 2011.</p>	<p>Incidences sur les contrôles internes évaluées de pair avec l'analyse des différences au chapitre de l'information financière.</p>

Formation et communication	Déterminer les besoins de formation et offrir cette formation.	Séances de formation au cours des exercices 2010 et 2011.	Formation spécifique donnée aux principaux intervenants du processus de conversion et formation générale données aux employés de la fonction finance.
	Communiquer la progression du plan de conversion avec les parties prenantes.	Communications régulières au cours des exercices 2010 et 2011.	Plan de communication élaboré et communications régulières sur la progression du plan en cours.
Affaires	<p>Évaluer les incidences sur les ententes contractuelles de la Société (respect des clauses restrictives financières, programmes de rémunération, etc.).</p> <p>Apporter les modifications nécessaires aux ententes contractuelles.</p>	Modifications apportées avant le 31 octobre 2011.	<p>Évaluation globale des répercussions potentielles sur les ententes effectuée.</p> <p>Incidences sur les ententes contractuelles évaluées de pair avec l'analyse des différences au chapitre de l'information financière.</p>

Différences entre les IFRS et les conventions comptables actuelles de la Société

Les éléments suivants ont été évalués comme susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société. Ces éléments ne représentent pas une liste exhaustive des impacts découlant de la transition aux IFRS et des modifications pourraient y être apportées d'ici le passage aux IFRS.

<u>Sujet</u>	<u>Éléments susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers de la Société</u>
Avantages du personnel (IAS 19)	<ul style="list-style-type: none"> Selon les IFRS, une entité peut choisir de comptabiliser les écarts actuariels selon la méthode du corridor (telle qu'utilisée par la Société) ou la constatation immédiate dans les autres éléments du résultat étendu. La Société a l'intention de conserver la méthode du corridor pour comptabiliser les écarts actuariels. Un exposé-sondage a été publié et propose la constatation immédiate des écarts actuariels dans les autres éléments du résultat étendu ainsi que la présentation du coût des services rendus et des frais financiers dans les résultats. La publication de la norme est prévue en 2011.
Dépréciation d'actifs (IAS 36)	<ul style="list-style-type: none"> Le test de dépréciation des actifs se fait au niveau de l'unité génératrice de trésorerie (UGT). Une UGT est définie comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Selon les PCGR du Canada, le test de dépréciation des actifs se fait au niveau du groupe d'actifs qui est définie de façon similaire à une UGT.

	<ul style="list-style-type: none"> • Les écarts d'acquisition sont alloués aux UGT ou aux groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises, alors que selon les PCGR du Canada, les écarts d'acquisition sont alloués aux entités d'exploitation qui sont équivalentes à un secteur d'exploitation ou à un niveau immédiatement inférieur. Étant donné que le test de dépréciation sera possiblement effectué à un niveau de groupe d'actifs différent que celui effectué selon les PCGR du Canada, une dépréciation d'actifs pourrait être constatée à des moments différents selon les IFRS. • Pour déterminer si une dépréciation doit être prise, la valeur comptable de l'UGT est comparée à sa valeur recouvrable, qui est le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité (flux de trésorerie futurs actualisés). Selon les PCGR du Canada, on compare la valeur comptable aux flux de trésorerie futurs non actualisés et si une dépréciation est requise, le montant de la dépréciation se fait en comparant la valeur comptable de l'actif à sa juste valeur. Les impacts pour la Société seront déterminés lors du test de dépréciation des actifs qui sera effectué lors de la transition aux IFRS. • Les dépréciations sur des actifs autres que celles sur les écarts d'acquisition peuvent être reprises selon certaines conditions. Selon les PCGR du Canada les reprises n'étaient pas permises.
Immobilisations corporelles (IAS 16)	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque partie d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'actif doit être amortie séparément. Selon les PCGR du Canada, une entité doit amortir une composante importante distinctement lorsqu'il est raisonnablement possible de le faire et que la durée de vie de chacune des composantes peut faire l'objet d'une estimation. La Société ne prévoit pas d'impact significatif relatif à cette différence, car les composantes importantes sont déjà amorties sur leurs durées de vie respectives.
Impôts sur les bénéfices (IAS 12)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les PCGR du Canada et les IFRS, les impôts futurs sont calculés à partir des écarts temporaires qui correspondent à la différence entre la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif et sa valeur comptable au bilan. En vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada les « immobilisations admissibles » sont déductibles jusqu'à concurrence de 75% de leur coût. Les PCGR du Canada traitent de cette situation particulière et précise que la valeur fiscale doit être majorée de 25 %, conséquemment il n'y a pas d'écart temporaire. Les IFRS ne traitent pas de cette situation particulière, de sorte qu'il y a maintenant un écart temporaire entre les valeurs fiscale et comptable pour ces actifs qui doit être comptabilisé lorsque la transaction est admissible à titre de regroupement d'entreprises. La Société évalue actuellement l'incidence de cette différence pour ces actifs incorporels qui se qualifient comme immobilisations admissibles et prévoit un ajustement qui résultera en une augmentation des passifs d'impôts futurs et un ajustement aux bénéfices non répartis en date de transition.
Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation (IAS 39)	<ul style="list-style-type: none"> • Selon les IFRS, une entité peut décomptabiliser un actif financier selon certaines conditions qui sont axées sur une notion de transfert des risques et avantages. En vertu des PCGR du Canada, les conditions pour décomptabiliser un actif financier sont plutôt axées sur une notion de transfert de contrôle de l'actif. Pour la Société, les débiteurs vendus dans le cadre d'une entente de titrisation pourraient ne plus répondre aux conditions pour être décomptabilisés en vertu des IFRS.
Participation dans des coentreprises (IAS 31)	<ul style="list-style-type: none"> • Les IFRS permettent de comptabiliser les participations dans des coentreprises selon la méthode de la consolidation proportionnelle (tel qu'utilisée par la Société) ou la méthode de la mise en équivalence (valeur de consolidation). La Société prévoit continuer d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle. • Un exposé-sondage a été publié et propose d'abolir le choix de la méthode de la consolidation proportionnelle dans certaines situations. La publication de la norme est prévue en 2011.

La norme IFRS 1 « Première application des Normes internationales d'information financière » est la norme que devra appliquer la Société pour dresser son bilan d'ouverture IFRS. L'objectif de cette norme est de fournir un point

de départ pour une comptabilité conforme aux IFRS à un coût qui ne dépasse pas les avantages attendus. Ainsi, certaines mesures d'allégement, appelées exemptions et exceptions, sont permises afin d'éviter une application rétroactive de certaines normes. Les exemptions sont facultatives et les exceptions sont obligatoires. La liste qui suit présente certaines exemptions qui sont susceptibles d'avoir un impact important pour la Société. Cette liste n'est pas définitive ni exhaustive et les impacts quantitatifs seront communiqués lorsqu'ils seront connus.

Exemption	Description et statut
Avantages du personnel	IAS 19 « Avantages du personnel » exige que les écarts actuariels soient mesurés conformément aux IFRS depuis le début des régimes jusqu'à la date de transition. IFRS 1 permet de constater les écarts actuariels cumulés aux bénéfices non répartis en date de transition et d'appliquer IAS 19 de façon prospective. La Société prévoit adopter cette exemption.
Coûts d'emprunts	IAS 23 exige la capitalisation des coûts d'emprunts directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié. Selon les PCGR du Canada, une entité a le choix de capitaliser les coûts d'emprunts ou de les passer en charge. La Société a comme convention comptable de capitaliser les coûts d'emprunts. Les IFRS sont plus directifs sur la nature des coûts d'emprunts capitalisables que les PCGR du Canada. IFRS 1 offre une exemption qui permet de respecter les exigences d'IAS 23 de façon prospective pour tous les actifs qualifiés dont le début d'incorporation des coûts se fait à compter d'une date antérieure à la date de transition déterminée ou à compter de la date de transition. La Société prévoit adopter cette exemption.
Montant cumulé des différences de conversion	IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères » exige que les différences de conversion soient calculées conformément aux IFRS depuis la date d'acquisition ou de création de l'établissement étranger. IFRS 1 permet que le montant cumulé des différences de conversion pour l'ensemble des établissements étrangers soit réputé nul en date de transition. Le profit ou perte sur la cession ultérieure d'un établissement étranger devra exclure les différences de conversion cumulées avant la date de transition aux IFRS. La Société prévoit adopter cette exemption.

RISQUES ET INCERTITUDES

La Société gère de façon continue son exposition aux risques et aux incertitudes que pourraient lui faire encourir des situations particulières dans ses secteurs d'exploitation ou financiers. Conséquemment, le directeur de la gestion des risques et la direction revoient continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques importants auxquels les activités d'exploitation de la Société sont exposées. De plus, un rapport sur notre programme de gestion de risques est revu régulièrement par le Comité de vérification.

La gestion des risques auxquels la Société fait face guide en grande partie l'ensemble des décisions prises par la direction, que celles-ci aient trait à des acquisitions, à des investissements de capitaux, à des dispositions d'actifs, à des regroupements d'usines, à des efforts de synergie entre ses segments d'activité ou d'autres activités d'exploitation. Elle guide également les mesures de réduction des coûts, la diversification des produits et la pénétration de nouveaux marchés, ainsi que certains mouvements de trésorerie. Voici une description des principaux risques susceptibles d'avoir une incidence importante sur sa situation financière auxquels la Société est exposée ainsi que les mesures qu'elle met en place pour en réduire les conséquences.

Risques opérationnels

Cycles économiques

Un risque important auquel la Société fait face, et qu'elle peut difficilement contrôler est celui lié aux cycles économiques. Par ailleurs, plus de 80 % de nos revenus générés dépendent des budgets de dépenses publicitaires des annonceurs. Ces dépenses publicitaires des annonceurs ont tendance à être cycliques, ce qui reflète la conjoncture économique globale et des habitudes d'achats des consommateurs.

Toutefois, en raison de la mise en place d'une stratégie de développement axée sur l'objectif de se classer parmi les chefs de file dans nos créneaux respectifs et grâce à une saine diversification, nous croyons pouvoir limiter notre exposition aux cycles économiques sans toutefois pouvoir éliminer l'avènement ou l'ampleur de ceux-ci. La Société croit qu'elle atténue ce risque par la nature même de la composition de ses activités puisqu'une importante partie de la clientèle se retrouve dans des secteurs d'activité moins cycliques, tels que l'alimentation et les soins personnels. De plus, dans le secteur des médias, Transcontinental compte sur une bonne répartition entre la publicité locale et la publicité nationale. Au cours des dernières années, notons que près de la moitié des revenus publicitaires de ce secteur proviennent de la publicité locale, laquelle a été moins touchée que la publicité nationale.

Concurrence

La concurrence porte sur les prix, la qualité des produits et services ainsi que l'étendue des services offerts. Certains des créneaux d'impression dans lesquels la Société opère sont fortement concurrentiels. Pour réduire ce risque, la Société poursuit continuellement ses mesures d'amélioration d'efficacité opérationnelle tout en maximisant l'utilisation de ses équipements les plus performants. De plus, nous croyons que notre position de leader canadien, combinée à notre clientèle diversifiée dont plus de la moitié des revenus sont générés à partir d'ententes à moyen et long terme, variant entre un et 18 ans, limite également ce risque.

Du côté des médias, les magazines et journaux, qu'ils soient d'intérêt général ou spécialisé, de même que les autres médias (télévision, radio, Internet et autres plateformes de communication ou de publicité), font concurrence aux magazines, journaux, sites Internet et autres plateformes de communication complémentaires de Transcontinental en ce qui a trait à la vente d'espaces publicitaires, ainsi qu'aux ventes par abonnement et en kiosque, dans certains cas. De plus, la disponibilité au Canada de nombreux magazines publiés par des éditeurs américains et internationaux crée aussi une concurrence aux magazines de Transcontinental. Pour limiter ces effets, la Société continue de mettre l'accent sur ses programmes d'amélioration continue et sur ses initiatives de réduction des coûts tout en développant de nouveaux produits et services par l'entremise de moyens imprimés et numériques dans le but d'accroître son offre intégrée de solutions aux entreprises locales ainsi que nationales.

De plus, en raison de l'adoption accélérée des moyens de communication numériques par les consommateurs, la production de contenu adapté à la clientèle cible et la concurrence des solutions numériques et du mobile sont de plus en plus présentes. Bien que cette situation puisse générer des occasions d'affaires, ces nouvelles réalités évoluent très rapidement et si nous n'offrons pas un rendement sur investissement intéressant à nos clients, cela pourrait avoir un effet négatif sur nos résultats. Toutefois, en raison des récentes acquisitions dans le secteur de l'interactif, la Société est un chef de file dans plusieurs créneaux interactifs et a créé une offre intégrée de solutions interactives qui lui permet de se différencier de ses concurrents au Canada.

Nouveaux médias

Les industries dans lesquelles la Société évolue sont touchées par les effets des nouveaux médias en raison des progrès technologiques importants ainsi que de l'évolution des habitudes des consommateurs. Ces changements technologiques continuent d'augmenter l'accessibilité et la qualité des alternatives aux documents imprimés. Par

conséquent, les annonceurs ont dorénavant à leur disposition une plus grande variété de produits médiatiques où investir leurs budgets publicitaires. Bien que cette migration entre les médias traditionnels et les nouveaux médias pourrait constituer un risque pour certains de nos créneaux, la Société ne peut toutefois prévoir avec précision les répercussions que ces changements rapides auront sur la demande de nos produits et services, malgré que nous estimons que nos activités d'impression de livres devraient être les premières à être affectées. Ces changements peuvent notamment réduire la demande, augmenter les pressions sur les prix, nécessiter des investissements dans nos équipements et notre technologie. En outre, la Société se doit d'être à l'affût des besoins de ses clients et de développer continuellement de nouvelles solutions pour répondre à ceux-ci. Le développement de telles solutions peut être coûteux, et il n'y a aucune garantie que ces solutions seront acceptées par les clients.

Cependant, il existe également des occasions d'affaires afin de récupérer les budgets publicitaires investis dans d'autres plateformes médiatiques. Pour limiter ce risque et exploiter cette occasion, Transcontinental a entrepris le virage numérique par l'entremise de ses secteurs de l'interactif et des médias. En effet, la Société a identifié des segments de développement dans le cadre de sa stratégie de médias numériques et de solutions interactives afin de se positionner dans la création de contenu et la livraison sur des plateformes et autres solutions numériques.

Notre succès repose sur la qualité de nos produits et de nos services. Par conséquent, nous devons continuer à investir en recherche et développement afin d'améliorer nos plateformes numériques en plus d'introduire de nouveaux produits et services à fort potentiel. En outre, ces investissements pourraient affecter nos résultats d'exploitation.

Efficacité opérationnelle

En raison de marchés très compétitifs, la Société doit continuellement améliorer son efficacité opérationnelle dans le but de maintenir ou d'améliorer sa rentabilité. Toutefois, rien ne garantit que la Société soit en mesure de le faire à l'avenir. En outre, la nécessité de réduire les coûts d'exploitation permanents peut entraîner des coûts pour réduire les effectifs, fermer ou consolider des installations, ou améliorer l'équipement et la technologie.

Réglementation

La Société est assujettie à de nombreuses réglementations qui peuvent être modifiées par les autorités municipales, provinciales ou fédérales. La modification de ces réglementations peut entraîner une augmentation significative des coûts de la Société afin de s'y conformer par l'entremise d'une augmentation de l'effectif de la Société, l'augmentation du coût de rémunération et avantages sociaux, ou des investissements dans des matières premières ou équipements nouveaux ou améliorés.

Répartition géographique et taux de change

Au cours de l'exercice 2010, les revenus générés à l'extérieur du Canada comptaient pour 17 % des revenus consolidés, comparativement à 18 % en 2009. Cette baisse est due principalement à l'appréciation du dollar canadien vis-à-vis de ses contreparties américaine et mexicaine au cours de l'exercice et d'une diminution de nos revenus au Mexique partiellement compensée par une augmentation de nos revenus générés aux États-Unis en raison de nos activités d'impression du quotidien *San Francisco Chronicle* au cours pour l'année complète en 2010 par rapport à quatre mois en 2009.

Le programme de couverture de change utilise des produits dérivés pour protéger la Société contre les risques de fluctuation à court terme des devises étrangères. De plus, Transcontinental veille à apparier les entrées et les sorties de fonds dans une même devise. La politique approuvée par le conseil d'administration de la Société permet de couvrir de 50 % à 100 % des flux monétaires nets pour une période de un à 12 mois, de 25 % à 50 % pour les 12 mois suivants et jusqu'à 33 % pour les 12 mois subséquents.

Au 31 octobre 2010, pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme visant la vente de 107 millions de dollars américains (118 millions de dollars américains au 31 octobre 2009), dont 62 millions et 45 millions seront vendus en 2011 et 2012, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 23 mois à des taux variant de 1,0302 à 1,2800. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques tout au long de l'exercice 2010.

Dépendance envers les systèmes d'information

La Société se fie beaucoup sur les systèmes de technologie de l'information. Dans le cas où ces systèmes sont soumis à des perturbations ou des pannes résultant de pannes de système, une perte de puissance, les virus, l'accès non autorisé, l'erreur humaine, les actes de sabotage ou d'autres événements similaires, il pourrait y avoir un effet négatif sur nos opérations et nos résultats. L'industrie des médias continue de connaître des changements technologiques importants. La croissance continue de la popularité d'Internet a augmenté le nombre d'options de contenu qui sont en concurrence avec les journaux. La Société doit donc s'adapter à cette réalité afin d'être en mesure d'attirer et de retenir du personnel possédant les compétences requises. Transcontinental doit aussi gérer les changements dans les nouvelles technologies et être en mesure d'acquérir, de développer ou de les intégrer. Notre capacité à gérer avec succès la mise en œuvre de nouvelles technologies pourrait avoir un effet important sur la capacité de la Société pour rivaliser avec succès à l'avenir.

Recrutement et rétention du talent

Les tendances sociales et démographiques rendent plus difficiles le recrutement et la rétention de personnel qualifié. On constate une diminution du bassin de talents qualifiés, un accroissement de la mobilité de la main-d'œuvre, un recours croissant aux technologies et une forte demande pour de nouveaux ensembles de compétences. La difficulté à recruter et à retenir un personnel qualifié constitue un risque pour la Société. Nous avons discuté des plans de perfectionnement de nos cadres dotés d'un fort potentiel et susceptibles d'être promus, dans le cadre de notre processus semestriel de revue du leadership. Pour veiller à la mise en œuvre de ces plans, le supérieur principal de chacun de ces cadres a établi des objectifs précis et s'est engagé à leur offrir des occasions de développement opérationnel et de nouveaux défis destinés à accélérer leur développement. Enfin, les membres de la haute direction sont maintenant évalués sur la mise en place de plans de relève pour les postes clés et nous évaluons constamment notre profondeur en matière de leadership afin de relever les défis organisationnels et d'être en mesure d'identifier constamment des successeurs et de favoriser l'acquisition de nouvelles compétences.

Tests de dépréciation

La Société effectue des tests de dépréciation qui pourraient entraîner des baisses de valeur de l'actif, et, par conséquent, avoir un effet défavorable sur l'avoir des actionnaires de la Société. Les principes comptables généralement reconnus du Canada exigent que la Société effectue régulièrement des tests de dépréciation de l'actif à long terme afin d'établir s'il faut diminuer la valeur de l'élément d'actif en question. La dévaluation d'un élément d'actif résultant d'un test de dépréciation donnerait lieu à une imputation hors caisse qui réduirait le bénéfice déclaré de la Société.

Échange d'information confidentielle et vie privée

Ce risque englobe l'utilisation et la manipulation d'information confidentielle fournie par nos clients. La divulgation potentielle de telles informations aux mauvaises personnes pourrait causer des dommages considérables aux relations d'affaires de nos clients avec leur propre clientèle, ainsi qu'à nos relations avec nos clients, et pourrait entraîner des poursuites judiciaires. Nous avons mis en place différentes mesures d'amélioration pour mieux prévenir et contrôler ce risque. Au cours de l'exercice 2010, nous avons renforcé nos mesures de sécurité, plus spécifiquement au chapitre des systèmes informatiques.

De plus, il est possible que certaines de nos activités ne respectent pas la vie privée des utilisateurs et d'autres personnes. Bien que nous ayons mis en place des contrôles stricts à ce chapitre, nos pratiques en ce qui concerne la collecte, l'utilisation, la divulgation ou la sécurité des renseignements personnels ou d'autres questions de confidentialité liées pourraient nuire à notre réputation.

Développement des affaires

Le niveau d'endettement et le profil de risque de la Société pourraient faire l'objet de variations occasionnelles découlant de faits nouveaux touchant ses activités commerciales et des investissements nécessaires pour soutenir la croissance interne et externe au moyen de transactions stratégiques. Le profil de risque peut différer d'une transaction stratégique à l'autre selon les caractéristiques de la transaction et de son marché correspondant. Le développement de telles transactions stratégiques pourrait ne pas se traduire nécessairement par les résultats ou les avantages prévus.

Intégration des acquisitions

Les acquisitions ont été et continuent d'être un élément important de la stratégie de croissance de la Société. Cependant, l'intégration d'acquisitions est toujours un risque et celui-ci augmente en fonction de la taille de l'acquisition. Les activités d'intégration pourraient causer des perturbations temporaires de la production, de la rétention du personnel, des relations avec les clients et/ou la perte potentielle de contrats. De plus, les synergies identifiées pourraient ne pas être réalisées complètement ou pourraient prendre plus de temps que prévu. Pour limiter ce risque, Transcontinental se conforme à ses propres critères d'acquisition qui sont très rigoureux. La Société s'assure que chaque entreprise acquise se conforme à la liste complète d'exigences de nos équipes de vérification diligente et qu'elle est intégrée selon la méthode d'intégration que nous avons élaborée à l'interne.

Perte de réputation

Transcontinental jouit actuellement d'une bonne réputation. Le risque de perdre ou de ternir cette réputation pourrait avoir un effet important sur les affaires de la Société ou sur la valeur de ses actions. Depuis sa création, la Société a mis en place une série de mesures pour limiter ce risque, principalement en assurant une régie d'entreprise solide et par la mise en place de politiques, incluant un code d'éthique.

Actions participantes et actions privilégiées

Le cours des actions pourrait fluctuer et les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions participantes au prix d'émission ou à un prix supérieur. Le cours des actions participantes pourrait fluctuer en raison d'un certain nombre de facteurs ayant trait à l'entreprise de la Société, y compris l'annonce de faits nouveaux, la variation des résultats d'exploitation de la Société, les ventes d'actions participantes effectuées sur le marché, le fait de ne pas répondre aux attentes des analystes, la situation générale dans les industries de l'impression et de l'édition, ou encore, l'économie nord-américaine. Au cours des dernières années, les actions participantes, les actions d'autres sociétés exerçant leurs activités dans les mêmes secteurs et le marché boursier en général ont subi des fluctuations de prix assez considérables qui n'étaient pas nécessairement liées avec le rendement de l'exploitation des sociétés visées. Il serait donc réaliste de s'attendre à ce que le cours des actions participantes continue à fluctuer de façon marquée à l'avenir sans que cela soit nécessairement attribuable au rendement de la Société.

En ce qui a trait aux actions privilégiées, les acquéreurs pourraient ne pas être en mesure de revendre les actions au prix d'émission ou à un prix supérieur. Le cours des actions pourrait fluctuer en raison de fluctuations réelles ou anticipées de leur notation de crédit et des taux d'intérêt qui auraient également un impact sur le coût auquel la

Société peut effectuer des opérations ou obtenir du financement, et de ce fait, sur sa liquidité, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Risques financiers

Disponibilité des capitaux et l'utilisation du levier financier

Au cours du présent exercice, la Société a remboursé en totalité et annulé la « Tranche B » du crédit à terme rotatif d'un montant de 150 millions de dollars. Dorénavant, le crédit à terme rotatif de la Société sera constitué uniquement de la « Tranche A », d'un montant de 400 millions de dollars qui vient échéance en septembre 2012, dont 178,2 millions étaient utilisés au 31 octobre 2010. De plus, notre programme de titrisation des débiteurs de 300,0 millions de dollars est venu à échéance en août dernier et aucune nouvelle entente n'a encore été signée à ce jour. Bien que nous n'ayons pas besoin actuellement de ces instruments, la Société explore tout de même diverses options de financement afin de se doter d'une flexibilité financière accrue. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société est en très bonne situation financière avec un ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté de 1,82 et que les flux de trésorerie disponibles de la Société devraient être plus élevés au cours du prochain exercice compte tenu de la réduction importante au chapitre de notre programme de dépenses en immobilisations et de l'apport du projet d'impression du quotidien *The Globe and Mail*.

La Société n'a aucune assurance d'être en mesure d'augmenter ses distributions auprès de ses actionnaires par des dividendes.

Taux d'intérêt

La Société est exposée aux risques du marché liés aux fluctuations des taux d'intérêt. À la fin de l'exercice 2010, en tenant compte des instruments financiers dérivés, la portion à taux fixe de la dette à long terme de la Société représentait 70 % de la dette totale, alors que la portion à taux variable en représentait 30 % (64 % et 36 %, respectivement, au 31 octobre 2009). La portion de la dette à taux fixe a augmenté en raison de l'augmentation des flux monétaires excédentaires générés lors du présent exercice qui ont permis de réduire considérablement l'utilisation du crédit à terme rotatif. La dette à taux variable porte intérêt à des taux fondés sur le taux LIBOR ou sur les taux des acceptations bancaires. Au cours de l'exercice 2010, la Banque du Canada a légèrement augmenté son taux directeur. Dans le but de réduire ce risque, la Société s'efforce de maintenir une combinaison adéquate de dettes à taux fixes et à taux variables.

Crédit

Bien que les conditions économiques semblent se stabiliser, la Société demeure toutefois exposée au risque de crédit. Afin de limiter ce risque, la Société poursuit ses contrôles stricts relativement au crédit à ses débiteurs et la haute direction analyse et révisé davantage la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation rigoureuses pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société. De plus, en raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société estime qu'elle est protégée contre une concentration du risque de crédit. Par ailleurs, au 31 octobre 2010, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants pour un montant maximum de 29,2 millions de dollars qui vient à échéance le 30 avril prochain. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture. La Société n'a pas fait de réclamations en vertu de cette police d'assurance-crédit pour la période de douze mois terminée le 31 octobre 2010.

Régimes de retraite

Le 1^{er} juin dernier, la Société a remplacé ses régimes de retraite hybride ou à prestations déterminées par des régimes à cotisations déterminées. Par conséquent, la Société a limité son risque aux services passés des régimes de retraite hybrides ou à prestations déterminées puisqu'il ne court aucun risque pour les services futurs des régimes à cotisations déterminées.

La capitalisation des régimes de retraite est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes. L'obligation au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2007. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2010 au plus tard. Le rapport d'évaluation actuarielle détermine le montant des contributions monétaires que la Société doit verser dans les régimes de retraite enregistrés. Le plus récent rapport d'évaluation actuarielle obtenu, en date du 31 décembre 2007, montre que les régimes de retraite enregistrés sont en position de déficit de solvabilité. Étant donné que les actifs des régimes de retraite consistent en un mixte d'obligations et d'actions, la reprise des marchés financiers au cours de l'année 2010 a eu pour effet de hausser les actifs des régimes de retraite. Cependant, si les marchés financiers ou les taux d'intérêt subissaient à nouveau une baisse substantielle, qui ferait en sorte que les régimes de retraite enregistrés soient en position de déficit de solvabilité à la date de la prochaine évaluation actuarielle, la Société devrait vraisemblablement augmenter davantage ses contributions monétaires.

Risques environnementaux

Deux des industries dans lesquelles la Société évolue, l'impression et l'édition, nécessitent l'utilisation de grandes quantités de papier dans leurs activités quotidiennes. Les consommateurs se soucient de plus en plus de la protection de l'environnement et du développement durable. Par exemple, le souci environnemental pourrait modifier les habitudes des consommateurs et de nouvelles lois qui établissent des mécanismes de réallocation de coûts environnementaux pourraient forcer Transcontinental à utiliser des matériaux plus favorables à l'environnement, mais plus coûteux, au chapitre de son exploitation. Dans le but de réduire ce risque, Transcontinental s'efforce de se positionner à l'avant-plan de son industrie par son engagement en faveur de l'environnement et collabore avec ses parties prenantes pour trouver constamment de nouveaux moyens de réduire son empreinte environnementale. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section « Environnement ».

Risques liés aux matières premières et aux envois postaux

Matières premières et prix de l'énergie

Le papier, l'encre et les plaques sont les principales matières premières utilisées par le secteur de l'impression de la Société. Ces activités consomment de l'énergie, plus particulièrement, de l'électricité, du gaz naturel et du pétrole. Les fluctuations de prix des matières premières et de l'énergie ont des effets sur nos activités.

Bien que la Société transfère habituellement les coûts du papier et de l'encre aux clients de son secteur de l'impression, l'augmentation de ces matières premières peut avoir un effet négatif sur nos activités d'impression si elle entraîne une modification des habitudes d'achats de nos clients, en ce qui concerne par exemple le nombre de pages imprimées. De plus, l'augmentation du prix du papier et de l'encre a un effet négatif sur la rentabilité de notre secteur des médias. Dans le but de réduire ces risques, la Société ne dépend pas d'un seul fournisseur. Elle a conclu des ententes avec ses principaux fournisseurs afin de s'assurer d'un approvisionnement stable. De plus, certaines ententes avec les clients comportent des clauses escalatoires indexant les prix de vente au gré des fluctuations du

prix des matières premières et des taux de change. Enfin, les fluctuations du prix du pétrole ont un effet sur le prix de l'encre ainsi que sur le prix de l'essence. Toute augmentation du prix de l'essence aurait un effet négatif sur nos activités de distribution, dans le secteur des médias. Toutefois, la Société poursuit continuellement ses démarches pour trouver de nouvelles manières de réduire ses coûts énergétiques.

Futures politiques des institutions postales

Même si les frais postaux représentent actuellement un élément moins important en raison de la vente de la quasi-totalité de nos actifs du publipostage aux États-Unis, les frais postaux représentent toutefois un élément important de la structure de coûts des clients de nos activités d'impression (publipostage au Canada, catalogues et magazines). Les variations des frais postaux peuvent avoir une incidence sur le nombre de pièces que les clients de Transcontinental décident d'envoyer par la poste. Dans le but de réduire ce risque, la Société a augmenté ses investissements dans ses capacités d'optimisation des envois postaux, afin d'offrir à ses clients la possibilité de réduire leurs frais postaux. Une hausse considérable des frais postaux affecterait non seulement les clients de nos activités d'impression, mais aussi notre secteur des médias, surtout en ce qui touche la distribution de nos magazines. De plus, les magazines et les journaux non quotidiens canadiens imprimés profitent du programme d'aide aux éditeurs offerte par le Fonds du Canada pour les périodiques. Toute réduction significative ou perte de cette aide financière pourrait avoir un effet négatif sur les activités de la Société.

En conclusion, la Société poursuit son approche rigoureuse en matière de gestion de risques en demeurant à l'affût de tout nouveau risque qui pourrait affecter ses activités et en s'assurant de l'efficacité des mesures de contrôle déjà implantées. La direction maintient son approche structurée de la prévention et du contrôle des risques et de la planification de la continuité des opérations, en vertu de laquelle elle implante des mesures pour inciter les entités d'affaires à prévenir les risques, à gérer les changements organisationnels et à se rétablir d'événements imprévus de façon efficiente.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière de Transcontinental sont responsables de la mise en place et du respect des contrôles et procédures de communication de l'information au sein de la Société.

Nos contrôles et procédures de présentation de l'information sont conçus de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information que nous sommes tenus de fournir est consignée, traitée, résumée et rapportée au cours des délais prévus dans les lois sur les valeurs mobilières du Canada et que des contrôles et procédures sont élaborés pour s'assurer que cette information est accumulée et communiquée à la direction de manière à permettre la prise de décisions au moment opportun à l'égard de l'information à fournir.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière, au terme d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société au 31 octobre 2010, ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société sont efficaces et qu'ils permettent de s'assurer que l'information importante au sujet de la Société et de ses filiales leur a été communiquée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux PCGR.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont supervisé l'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société en utilisant les critères du cadre intégré de contrôle interne émis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission « COSO ». En se fondant sur cette évaluation, ils en ont conclu que le système de contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière est efficace au 31 octobre 2010.

Le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont évalué si la Société avait apporté, au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, des modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui auraient eu une incidence importante ou qui auraient raisonnablement été susceptibles d'avoir une incidence importante sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière. Aucune modification de cette nature n'a été identifiée à partir de leur évaluation.

PERSPECTIVES

Au cours des trois premiers trimestres de 2010, la Société a grandement bénéficié des mesures de rationalisation effectuées à compter de février 2009 ainsi que de la contribution de nouveaux contrats d'impression. En 2011, la récente implantation de notre plateforme hybride d'impression pancanadienne visant, entre autres, l'impression du quotidien *The Globe and Mail*, générera des revenus additionnels d'environ 25 millions de dollars en plus de nous permettre de réaliser des synergies additionnelles considérables. De plus, nous procéderons à de nouvelles mesures substantielles d'amélioration d'efficacité opérationnelle en maximisant davantage, entre autres, l'utilisation de nos équipements les plus performants afin de consolider davantage notre position de leader au Canada, voire de gagner des parts de marchés additionnelles.

D'ailleurs, les investissements majeurs effectués au cours des derniers exercices, plus précisément, notre plus récente plateforme hybride pancanadienne d'impression, nous ont permis d'augmenter notre capacité de production en plus de notre flexibilité d'impression pour ainsi nous permettre de limiter, voire cesser, l'utilisation de certains équipements moins performants et plus coûteux à entretenir. Par le fait même, nous prévoyons ainsi réduire notre programme de dépenses en immobilisations corporelles aux environs de 75 millions par année pour les prochains exercices, dont près de la moitié sera investie dans nos secteurs des médias et de l'interactif.

La Société accélérera donc le développement de son offre intégrée de solutions marketing interactives, entre autres, par l'entremise d'investissements stratégiques et d'acquisitions ciblées afin de bonifier son offre unique de services, et ainsi, améliorer sa position sur le marché canadien avec l'émergence des plateformes numériques. Le secteur de l'interactif intensifiera également son développement des affaires auprès de nos clients afin de répondre à leur demande croissante d'activation de programmes marketing sur mesure, entre autres, avec l'aide d'outils numériques et interactifs. L'optimisation de notre offre intégrée de solutions marketing devrait donc générer des revenus additionnels pour le secteur au cours des prochains trimestres. En ce qui concerne le bénéfice d'exploitation, la marge bénéficiaire devrait s'améliorer graduellement, mais à un rythme moins rapide que les revenus, compte tenu de nos investissements stratégiques soutenus à ce chapitre.

Du côté du secteur des médias, au cours de l'exercice 2010, nous avons pu noter une reprise des dépenses publicitaires, tant au chapitre national que local. Sans toutefois pouvoir en évaluer l'ampleur, nous estimons que cette reprise devrait se poursuivre au cours du prochain exercice, et par le fait même, plusieurs de nos groupes d'affaires en bénéficieraient, notamment notre Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs. En ce qui concerne notre Groupe des solutions aux communautés locales, nous prévoyons que les revenus augmenteront au cours des prochains trimestres alors que la marge bénéficiaire devrait être affectée en raison de la poursuite d'investissements par l'entremise de moyens imprimés et numériques dans le but d'accroître notre offre intégrée de solutions aux entreprises locales. Ensuite, notre Groupe des nouveaux médias et des solutions numériques

poursuivra son développement sur nos diverses plateformes numériques alors que les investissements stratégiques seront accélérés afin de faire croître ce créneau que nous croyons prometteur.

Finalement, en raison des flux monétaires significatifs qui seront générés au cours du prochain exercice ainsi que la réduction significative de notre programme de dépenses en immobilisations corporelles, nous prévoyons poursuivre l'amélioration de notre ratio d'endettement net (incluant l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation avant amortissement ajusté. D'ailleurs, la direction s'est fixé comme objectif d'abaisser davantage ce ratio et de le maintenir dorénavant aux environs de 1,50.

Au nom de la direction,
Le vice-président et chef de la direction financière,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'B. Huard', written in a cursive style.

Benoît Huard
Le 8 décembre 2010



KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Comptables agréés
Tour KPMG
Bureau 1500
600, boul. de Maisonneuve Ouest
Montréal (Québec) H3A 0A3

Téléphone (514) 840-2100
Télécopieur (514) 840-2187
Internet www.kpmg.ca

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES DE TRANSCONTINENTAL INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Transcontinental Inc. (la « société ») aux 31 octobre 2010 et 2009 et les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 octobre 2010 et 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

KPMG A.R.L. / S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Montréal, Canada

Le 7 décembre 2010

*CA auditeur permis n° 10892

(en millions de dollars, sauf les données par action)

	Notes	2010	2009
Revenus		2 091,6 \$	2 169,8 \$
Frais d'exploitation		1 473,7	1 583,2
Frais de vente, frais généraux et administratifs		235,9	247,7
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels		382,0	338,9
Amortissement	3	129,5	121,8
Dépréciation d'actifs et frais de restructuration	4	15,8	56,3
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	11 et 12	12,5	172,6
Bénéfice (perte) d'exploitation		224,2	(11,8)
Frais financiers	5	42,4	40,9
Escompte sur vente de débiteurs	8	0,9	4,5
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle		180,9	(57,2)
Impôts sur les bénéfices	6	34,0	6,6
Part des actionnaires sans contrôle		0,9	0,3
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies		146,0	(64,1)
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	7	27,4	(17,7)
Bénéfice net (perte nette)		173,4	(81,8)
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents		6,8	0,5
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actions participantes		166,6 \$	(82,3) \$
Bénéfice net (perte nette) par action participante - de base et dilué			
Activités poursuivies	18	1,72 \$	(0,80) \$
Activités abandonnées		0,34	(0,22)
		2,06 \$	(1,02) \$
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base (en millions)		80,8	80,8
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué (en millions)		80,9	80,8

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)

	Notes	2010	2009
Bénéfice net (perte nette)		173,4 \$	(81,8) \$
Autres éléments du résultat étendu :			
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices de (4,0) millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (3,0 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009)		(13,7)	9,2
Ajustements afin de reclasser la variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie au cours des périodes antérieures, portés aux résultats au cours de la période considérée, déduction faite des impôts sur les bénéfices de 1,8 million de dollars pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (3,9 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009)		8,5	6,7
Variation nette de la juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie		(5,2)	15,9
Gains nets (pertes nettes) nets sur la conversion des états financiers des établissements étrangers autonomes		(4,0)	4,7
Autres éléments du résultat étendu	21	(9,2)	20,6
Résultat étendu		164,2 \$	(61,2) \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Pour les exercices terminés les 31 octobre

(en millions de dollars)

	2010	2009
Solde au début de l'exercice	645,9 \$	753,5 \$
Bénéfice net (perte nette)	173,4	(81,8)
	819,3	671,7
Dividendes sur actions participantes	(28,3)	(25,8)
Dividendes sur actions privilégiées	(7,0)	-
Solde à la fin de l'exercice	784,0 \$	645,9 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)

	Notes	2010	2009
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		36,3 \$	34,7 \$
Débiteurs	8	454,8	306,0
Impôts sur les bénéfices à recevoir		19,7	4,1
Stocks	9	82,9	74,3
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme		21,6	20,1
Impôts futurs	6	17,7	11,0
Actif lié aux activités abandonnées	7	-	32,4
		633,0	482,6
Immobilisations corporelles	10	918,3	935,5
Écarts d'acquisition	11	678,1	673,4
Actifs incorporels	12	179,1	187,6
Impôts futurs	6	146,7	141,5
Autres éléments d'actif	13	39,5	49,6
Actif lié aux activités abandonnées	7	-	60,8
		2 594,7 \$	2 531,0 \$
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer		358,2 \$	350,4 \$
Impôts sur les bénéfices à payer		28,8	27,0
Abonnements perçus d'avance et dépôts		38,6	37,2
Impôts futurs	6	2,5	0,5
Portion à court terme de la dette à long terme	15	17,8	7,0
Passif lié aux activités abandonnées	7	-	25,4
		445,9	447,5
Dette à long terme	15	712,9	818,8
Impôts futurs	6	138,1	109,0
Autres éléments du passif	16	50,0	34,7
Passif lié aux activités abandonnées	7	-	5,7
		1 346,9	1 415,7
Part des actionnaires sans contrôle		0,8	0,1
Engagements, garanties et passifs éventuels	25		
Capitaux propres			
Capital-actions	17	478,6	476,5
Surplus d'apport	20	13,7	12,9
Bénéfices non répartis		784,0	645,9
Cumul des autres éléments du résultat étendu	21	(29,3)	(20,1)
		754,7	625,8
		1 247,0	1 115,2
		2 594,7 \$	2 531,0 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

(en millions de dollars)

	Notes	2010	2009
Activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte nette)		173,4 \$	(81,8) \$
Moins : Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	7	27,4	(17,7)
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies		146,0	(64,1)
Éléments sans effet sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie			
Amortissement	3	154,1	146,1
Dépréciation d'actifs	4	1,7	19,0
Dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	11 et 12	12,5	172,6
Gain à la cession d'actifs		(8,5)	(1,2)
Impôts futurs	6	9,9	(22,6)
Variation nette de l'actif et du passif au titre des prestations constituées	24	(6,2)	(7,4)
Rémunération à base d'actions	19	5,0	4,3
Autres		1,5	0,4
Fonds générés par les activités d'exploitation avant variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation		316,0	247,1
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation	22	(153,8)	(145,6)
Fonds liés à l'exploitation des activités poursuivies		162,2	101,5
Fonds liés à l'exploitation des activités abandonnées		2,0	(22,7)
		164,2	78,8
Activités d'investissement			
Acquisitions d'entreprises	23	(14,0)	(14,4)
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(126,8)	(256,8)
Cessions d'immobilisations corporelles		10,9	13,3
Augmentation des actifs incorporels et autres éléments d'actif		(23,7)	(27,1)
Fonds liés aux investissements des activités poursuivies		(153,6)	(285,0)
Fonds liés aux investissements des activités abandonnées		92,2	(0,5)
		(61,4)	(285,5)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme	15	40,5	281,4
Remboursement de la dette à long terme	15	(10,1)	(107,3)
Diminution du crédit à terme rotatif	15	(95,4)	(89,7)
Dividendes sur actions participantes		(28,3)	(25,8)
Dividendes sur actions privilégiées		(7,0)	-
Émission d'actions participantes	17	2,1	0,2
Émission d'actions privilégiées	17	-	96,8
Autres		(0,2)	(0,6)
Fonds liés au financement des activités poursuivies		(98,4)	155,0
Fonds liés au financement des activités abandonnées		(1,3)	(0,7)
		(99,7)	154,3
Incidence des écarts de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en devises étrangères		(1,5)	(3,6)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		1,6	(56,0)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		34,7	90,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		36,3 \$	34,7 \$

Les notes afférentes font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Principales conventions comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et ils incluent les principales conventions comptables suivantes :

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société, de ses filiales, de ses coentreprises et de ses entités à détenteurs de droits variables pour lesquelles elle est la principale bénéficiaire. Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition et leurs résultats d'exploitation sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date d'acquisition. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle et les participations dans les sociétés satellites, sur lesquelles la Société peut exercer une influence notable, sont comptabilisées à la valeur de consolidation. Les autres placements sont inscrits au coût.

b) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux PCGR exige que la direction utilise des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés aux états financiers consolidés de la Société. Même si la direction revoit régulièrement ses estimations, les résultats réels peuvent différer de ces dernières. Les éléments qui requièrent davantage l'utilisation d'estimations de la part de la direction sont : les provisions, notamment les provisions pour mauvaises créances et pour désuétude des stocks, la dépréciation d'actifs, les frais de restructuration, les périodes d'amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, la comptabilisation des impôts sur les bénéfices, l'évaluation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, la charge de rémunération à base d'actions et la comptabilisation des régimes de retraite.

c) Constatation des revenus

La Société constate ses revenus lorsque les critères suivants sont respectés :

- il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord d'échange de produits ou de services;
- les produits ont été expédiés ou livrés, ou les services rendus;
- le prix de vente est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement de la vente est raisonnablement assuré.

Dans le secteur de l'impression, l'impression constitue la principale source de revenus. Ces derniers sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client. La plupart des ventes sont livrées promptement aux clients; ainsi, la Société n'a pas de montants importants de produits finis en inventaire.

Dans le secteur de l'interactif, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus d'impression :

Les revenus d'impression sont constatés au moment où les produits sont expédiés ou livrés, selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de préparation de contenu :

Les revenus de préparation de contenu sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Revenus de production de publications sur mesure :

Les revenus de production de publications sur mesure sont constatés lorsque les produits sont expédiés ou livrés, ou lorsque les services ont été rendus, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus de mise à jour des publications numériques sont constatés à l'avancement des travaux.

Revenus d'utilisation des outils informatisés :

Les revenus d'utilisation des outils informatisés sont constatés en fonction du volume d'utilisation, de l'espace stockage ou des rapports générés, selon l'entente conclue avec le client. Les revenus ainsi facturés tiennent également compte d'escomptes liés aux échelles d'utilisation.

Revenus de projets marketing :

Les revenus de projets marketing sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

Dans le secteur des médias, les revenus sont constatés comme suit :

Revenus de publicité :

Les revenus de publicité sont constatés à la date de parution dans le cas d'une publication quotidienne ou hebdomadaire, ou à la date de sortie dans le cas d'une publication mensuelle.

Revenus d'abonnement :

Les revenus d'abonnement sont constatés linéairement, sur la base des contrats, soit la période pendant laquelle les services seront rendus. Ainsi les montants encaissés sont comptabilisés dans les abonnements perçus d'avance, et sont par la suite virés aux résultats en fonction de la durée des abonnements.

Revenus de distribution :

Les revenus de distribution de porte-en-porte sont constatés à la date de livraison du matériel publicitaire.

Revenus en kiosque :

Les revenus en kiosque sont constatés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours et frais de livraison.

Revenus d'ouvrages pédagogiques :

Les revenus d'ouvrages pédagogiques sont constatés au moment où les ouvrages sont expédiés aux clients, selon l'entente conclue avec le client.

Revenus d'édition :

Les revenus d'édition sont constatés à l'avancement des travaux, tel que prévu selon l'entente conclue avec le client.

1. Principales conventions comptables (suite)
d) Opérations non monétaires

Dans le cours normal de ses activités, la Société offre de la publicité en échange de biens ou de services. Les revenus ainsi générés sont mesurés à la juste valeur des biens ou des services reçus ou cédés. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société a constaté un montant de 7,4 millions de dollars au titre d'opérations non monétaires (9,5 millions pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009).

e) Impôts sur les bénéfices

La Société comptabilise les impôts sur les bénéfices selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés aux taux d'impôt qui devraient s'appliquer à la date de résorption des écarts temporaires, selon les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers. Une provision pour moins-value est constatée en réduction de la valeur comptable des actifs d'impôts futurs, lorsqu'il est plus probable qu'improbable que ces actifs ne seront pas réalisés.

f) Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement, liée à l'acquisition d'immobilisations corporelles ou d'actifs incorporels, est constatée en réduction du coût de l'actif sous-jacent. L'aide gouvernementale, y compris les crédits d'impôt à l'investissement, liée aux dépenses d'exploitation, est constatée en réduction de ces dernières.

g) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse, le découvert bancaire et les placements très liquides ayant une échéance initiale de moins de trois mois. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont présentés à la juste valeur.

h) Cession de créances

Le programme de titrisation des débiteurs de la Société, qui est venu à échéance en août 2010, respectait les critères de vente d'actifs et, par conséquent, était comptabilisé hors bilan.

i) Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

j) Rabais des fournisseurs

La Société comptabilise les rabais des fournisseurs en réduction du coût des biens ou services reçus, et réduit les frais d'exploitation et les stocks connexes figurant dans les états des résultats et les bilans consolidés. Ces rabais sont estimés en fonction des volumes d'achats prévus.

k) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, sur les durées de vie utile estimatives suivantes :

Bâtiments	20-40 ans
Matériel de production	3-15 ans
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	3-15 ans
Autres équipements	2-5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Les coûts, tels que les intérêts, directement encourus pour l'acquisition ou la construction d'immobilisations corporelles, sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile de l'immobilisation correspondante. Les constructions en cours ne sont pas amorties tant que l'immobilisation n'est pas mis en service.

Les immobilisations destinées à la vente sont comptabilisées au moindre de la valeur comptable nette ou de la juste valeur estimative diminuée des frais de vente.

l) Écarts d'acquisition

Un écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur des actifs nets des entreprises acquises. Un écart d'acquisition a une durée de vie utile indéfinie et n'est pas amorti mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

Afin de déterminer si une perte de valeur est survenue ou non, la Société applique diverses approches pour déterminer la juste valeur d'une unité d'exploitation, notamment celle fondée sur le marché et celle fondée sur l'actualisation des flux monétaires. Au terme de l'approche fondée sur le marché, la Société estime la juste valeur de l'unité d'exploitation en multipliant les bénéfices normalisés avant l'amortissement, les intérêts et les impôts par un multiple basé sur les données du marché. Si des éléments indiquent une perte de valeur potentielle, la Société utilise l'approche des flux monétaires pour l'estimer. Les flux monétaires futurs sont fondés sur les estimations de la Société, compte tenu des résultats d'exploitation prévus, de la conjoncture économique et des perspectives générales du secteur d'activité de l'unité d'exploitation.

1. Principales conventions comptables (suite)
m) Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et sont amortis comme suit :

	Durée	Méthode
Relations d'affaires	12 ans	Linéaire
Coûts de prépublication d'ouvrage	Maximum 5 ans	En fonction de l'historique des ventes
Titres d'ouvrages pédagogiques	6-9 ans	En fonction de l'historique des ventes
Contrats d'impression acquis	Durée du contrat	Linéaire
Ententes de non-concurrence	2-5 ans	Linéaire
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	5 ans	Linéaire

Les actifs incorporels non amortissables comprennent des noms commerciaux acquis, principalement de magazines et de journaux, et les tirages qui leur sont associés. Ces actifs incorporels ont une durée de vie utile indéfinie et ne sont pas amortis mais soumis à un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent une dépréciation potentielle.

n) Coûts d'acquisition de contrat

Les coûts d'acquisition de contrat sont amortis linéairement sur la durée du contrat ou en fonction du volume de ventes, en réduction des revenus. Lorsque des événements ou des changements importants affectent les contrats sous-jacents, incluant une réduction de la rentabilité prévue, la Société évalue la valeur de réalisation des coûts d'acquisition de contrat afin de déterminer si ceux-ci ont subi une dépréciation. Ces coûts sont inclus dans les autres éléments d'actif aux bilans consolidés.

o) Obligations liées à la mise hors service

Les obligations légales rattachées à la remise en état de certains bâtiments sont comptabilisées dans la période où elles sont contractées. L'obligation est initialement évaluée à sa juste valeur en utilisant l'approche de la valeur actualisée prévue, et est subséquemment ajustée pour refléter tout changement découlant du passage du temps et tout changement relatif à la date de paiement prévue ou au montant de l'estimation initiale. Lors de la constatation initiale d'un passif au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, un coût de mise hors service de l'immobilisation est capitalisé, et augmente la valeur comptable de l'immobilisation en cause du même montant que le passif et est amorti aux résultats sur sa durée de vie utile.

p) Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable excède les flux de trésorerie non actualisés découlant de leur utilisation et de leur sortie éventuelle. La perte de valeur constatée est mesurée comme étant l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa juste valeur.

q) Régimes de retraite

L'obligation au titre des prestations constituées est déterminée par des actuaires indépendants, selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services et est basée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction. La Société amortit les gains et les pertes actuariels nets cumulatifs non constatés et supérieurs à 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants, ainsi que le coût des services passés sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (« DMERCA ») du groupe de salariés participant aux régimes de retraite, qui varie de 10 à 12 ans. L'obligation transitoire résultant de l'application initiale du chapitre 3461 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (« ICCA ») en novembre 2000 est aussi amortie sur la DMERCA du groupe d'employés participant aux régimes. Aux fins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ceux-ci sont évalués à leur juste valeur.

r) Conversion de devises étrangères

Les filiales étrangères opérantes, à l'exception des bureaux de vente des opérations canadiennes, sont considérées comme des établissements étrangers autonomes et la méthode du taux courant est utilisée pour la conversion de leurs états financiers en dollars canadiens. Les écarts résultant de cette conversion sont inscrits sous le poste « Cumul des autres éléments du résultat étendu » du bilan consolidé et ne sont inclus aux résultats qu'au moment de la réalisation d'une réduction de l'investissement dans ces établissements étrangers. Les établissements intégrés, incluant les bureaux de vente à l'étranger des opérations canadiennes et les opérations en devises, sont convertis selon la méthode temporelle et les gains et les pertes de change sont enregistrés aux résultats.

s) Instruments financiers

La Société identifie, évalue et gère ses risques financiers liés aux variations des taux d'intérêt et des taux de change afin d'en minimiser l'effet sur ses résultats et sur sa situation financière en utilisant des instruments financiers dérivés. La Société gère ses risques financiers selon des paramètres définis et approuvés par le conseil d'administration, et n'effectue aucune transaction à des fins spéculatives. Si la Société n'utilisait pas d'instruments financiers dérivés, son exposition à la volatilité des marchés serait plus importante.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après. Leur classement dépend de l'objet visé lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et de leur désignation par la Société.

1. Principales conventions comptables (suite)

La Société a effectué les classements suivants :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, de même que les instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme élément de couverture, sont classés comme des actifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à la juste valeur. Les gains et les pertes résultant de la réévaluation périodique sont enregistrés au bénéfice net.
- Les placements sont classés soit comme actifs détenus jusqu'à échéance, donc évalués au coût après amortissement, soit comme actifs disponibles à la vente, donc évalués à la juste valeur ou au coût s'il n'existe pas de marché coté. S'ils sont évalués à la juste valeur, les variations sont enregistrées au résultat étendu lors de chaque fin de période.
- Les débiteurs sont classés comme des prêts et créances et sont évalués initialement à la juste valeur, et subséquemment au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Le découvert bancaire, les créditeurs et charges à payer, les autres éléments du passif et les dettes à long terme sont classés comme autres passifs et sont évalués initialement à la juste valeur, et subséquemment au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. La variation de la juste valeur relative à la partie efficace de la couverture est constatée dans les autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

Les coûts de transaction sont capitalisés au coût des actifs et passifs financiers qui ne sont pas classés comme détenus à des fins de transaction. Ainsi, les frais liés à l'émission de la dette à long terme sont classés en diminution de la dette à long terme et sont amortis suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société documente en bonne et due forme son objectif et sa stratégie de gestion des risques sur lesquels reposent ses activités de couverture, ainsi que toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts. Ce processus consiste à rattacher tous les instruments financiers dérivés à des actifs et des passifs spécifiques, à des engagements fermes ou des opérations prévues spécifiques.

Dans le cadre de la gestion de son risque de change, la Société utilise divers instruments financiers dérivés afin d'établir une couverture pour des opérations prévues spécifiques et une portion de ses débiteurs libellés en devises étrangères. Par conséquent, un ajustement est fait aux éléments couverts pour refléter le taux de couverture.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, et pendant toute sa durée, la Société doit avoir l'assurance raisonnable que cette relation sera efficace et en accord avec son objectif et sa stratégie de gestion des risques documentés initialement. Lorsque les instruments de couverture prennent fin ou cessent d'être efficaces avant l'échéance, et qu'ils ne sont pas remplacés dans le cadre de la stratégie de couverture documentée de la Société, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite d'application de la comptabilité de couverture, sont reportés afin d'être comptabilisés au résultat net de la période au cours de laquelle l'actif acquis ou le passif assumé affecte le résultat net. Si l'élément couvert cesse d'exister pour cause d'échéance, d'expiration, d'annulation ou d'exercice avant que l'instrument de couverture prenne fin, les gains, pertes, produits ou charges rattachés à l'instrument de couverture, qui avaient été comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat étendu par suite de l'application de la comptabilité de couverture, sont comptabilisés dans le résultat net de la période visée par les états financiers, tout comme les gains, pertes, produits ou charges correspondants comptabilisés à l'égard de l'élément couvert.

Les instruments financiers dérivés procurant une couverture économique, mais qui ne sont pas admissibles aux fins de la comptabilité de couverture, sont constatés à leur juste valeur et les variations sont imputées aux résultats.

2. Effet des nouvelles normes comptables non encore appliquées

a) Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

b) États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés.

c) Participations ne donnant pas le contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations ne donnant pas le contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés.

d) Normes internationales d'information financière (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a confirmé que les PCGR du Canada, tels qu'ils sont utilisés par les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés, à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2011, par les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Pour la Société, le basculement vers les IFRS sera exigé pour les états financiers intermédiaires et annuels de l'exercice se terminant le 31 octobre 2012. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles exigences sur les états financiers consolidés.

3. Amortissement

	2010	2009
Immobilisations corporelles	112,0 \$	108,9 \$
Actifs incorporels	17,5	12,9
	129,5	121,8
Actifs incorporels et autres éléments d'actif, constatés dans les postes revenus, frais d'exploitation et frais financiers	24,6	24,3
	154,1 \$	146,1 \$

4. Dépréciation d'actifs et frais de restructuration

Au cours des derniers exercices, la Société a entrepris des programmes de rationalisation de ses opérations qui se résument comme suit :

a) Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à la récession, incluant d'importantes compressions des dépenses dans l'ensemble de l'entreprise au Canada, aux États-Unis et au Mexique. La dégradation de l'économie avait alors eu pour effet de réduire les investissements en communication et en marketing d'un bon nombre de clients de la Société. Par conséquent, des projets d'impression de produits marketing et de placements publicitaires dans les magazines et les journaux avaient été annulés ou reportés par ces entreprises qui subissaient aussi l'effet de la récession. Ces mesures ont été complétées au cours de l'exercice 2010 et les déboursés finaux auront lieu au cours de l'exercice 2011.

b) Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2010, la Société a annoncé des mesures de rationalisation afin de faire face à un excédent de capacité de production dans certaines usines spécialisées du secteur de l'impression et ce, en raison de changements structurels importants dans l'industrie de l'impression qui se traduisent par une baisse de la demande dans certains créneaux de marché. Il est prévu que ces mesures soient complétées au cours des deux prochains exercices.

Le tableau suivant présente le détail de ces programmes :

	Total		2010				2009	
	Montant imputé aux résultats	Prévu	Passif au 31 octobre 2009	Montant imputé aux résultats	Montant payé	Passif au 31 octobre 2010	Montant imputé aux résultats	Montant payé
a) Mesures de rationalisation 2009 - 2010								
Impression								
Réduction d'effectifs	28,9 \$	28,9 \$	8,8 \$	5,2 \$	11,1 \$	2,9 \$	23,7 \$	14,9 \$
Autres coûts	4,3	4,3	0,1	1,1	1,2	-	3,2	3,1
Interactif								
Réduction d'effectifs	2,1	2,1	0,8	0,9	1,1	0,6	1,2	0,4
Autres coûts	0,2	0,2	-	-	-	-	0,2	0,2
Médias								
Réduction d'effectifs	10,4	10,4	3,7	1,4	4,7	0,4	9,0	5,3
	45,9	45,9	13,4	8,6	18,1	3,9	37,3	23,9
Impression								
Dépréciation d'actifs	18,4	18,4	s.o.	0,9	s.o.	s.o.	17,5	s.o.
Médias								
Dépréciation d'actifs	1,6	1,6	s.o.	0,1	s.o.	s.o.	1,5	s.o.
	65,9 \$	65,9 \$	13,4 \$	9,6 \$	18,1 \$	3,9 \$	56,3 \$	23,9 \$
b) Mesures de rationalisation 2011 - 2012								
Impression								
Réduction d'effectifs	5,5 \$	6,0 \$	- \$	5,5 \$	- \$	5,5 \$	- \$	- \$
Autres coûts	-	1,1	-	-	-	-	-	-
	5,5	7,1	-	5,5	-	5,5	-	-
Impression								
Dépréciation d'actifs	0,7	0,7	s.o.	0,7	s.o.	s.o.	-	s.o.
	6,2 \$	7,8 \$	- \$	6,2 \$	- \$	5,5 \$	- \$	- \$
Total								
Réduction d'effectifs	46,9 \$	47,4 \$	13,3 \$	13,0 \$	16,9 \$	9,4 \$	33,9 \$	20,6 \$
Autres coûts	4,5	5,6	0,1	1,1	1,2	-	3,4	3,3
Dépréciation d'actifs	20,7	20,7	s.o.	1,7	s.o.	s.o.	19,0	s.o.
	72,1 \$	73,7 \$	13,4 \$	15,8 \$	18,1 \$	9,4 \$	56,3 \$	23,9 \$

5. Frais financiers

	2010	2009
Frais financiers de la dette à long terme	39,7 \$	37,0 \$
Autres frais	3,4	2,6
Perte (gain) de change	(0,7)	1,3
	42,4 \$	40,9 \$

6. Impôts sur les bénéfices

	2010	2009
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition statuaire	54,3 \$	(17,7) \$
Écart de taux entre les juridictions et incidence fiscale de la diminution des taux d'imposition futurs	(12,4)	(23,4)
Écart permanent sur la dépréciation des écarts d'acquisition	-	39,6
Effet de la réduction du taux d'imposition statuaire ontarien (a)	(2,4)	-
Impôts sur les dépenses non déductibles et portion non imposable du gain en capital	4,8	11,8
Réduction de la charge d'impôt découlant de la constatation de pertes fiscales non constatées antérieurement	(6,5)	(9,5)
Autres	(3,8)	5,8
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	34,0 \$	6,6 \$

Les impôts sur les bénéfices incluent les éléments suivants :

Impôts sur les bénéfices avant les éléments suivants :	43,0 \$	37,4 \$
Impôts sur la dépréciation d'actifs et frais de restructuration	(4,5)	(16,1)
Impôts sur la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	(2,1)	(14,7)
Effet de la réduction du taux d'imposition statuaire ontarien (a)	(2,4)	-
Impôts sur les bénéfices au taux d'imposition effectif	34,0 \$	6,6 \$

a) Les réductions du taux d'imposition provincial annoncées dans le budget ontarien du 26 mars 2009 ont été adoptées le 15 décembre 2009.

La provision d'impôts sur les bénéfices pour les exercices terminés les 31 octobre s'établit comme suit :

	2010	2009
Exigibles	24,1 \$	29,2 \$
Futurs		
Réduction des impôts futurs rattachée à la dépréciation d'actifs et frais de restructuration	(4,5)	(16,1)
Réduction des impôts futurs rattachée à la dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels	(2,1)	(14,7)
Réduction des impôts futurs rattachée à la réduction du taux statuaire ontarien	(2,4)	-
Augmentation des impôts futurs rattachée aux autres écarts temporaires	18,9	8,2
Total des impôts futurs	34,0 \$	6,6 \$

Les éléments donnant lieu à des actifs et des passifs d'impôts futurs se présentent comme suit aux 31 octobre :

	2010	2009
Report de pertes	120,2 \$	91,3 \$
Immobilisations corporelles, déduction faite des crédits d'impôt	(75,8)	(42,5)
Autres éléments d'actif (de passif)		
Provisions non déductibles	5,2	4,0
Régimes de retraite	2,3	3,5
Écarts d'acquisition et actifs incorporels	(34,7)	(23,7)
Autres	6,6	10,4
Total des impôts futurs	23,8 \$	43,0 \$

Les impôts futurs comprennent les éléments suivants :

Actif d'impôts futurs à court terme	17,7 \$	11,0 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	146,7	141,5
Passif d'impôts futurs à court terme	(2,5)	(0,5)
Passif d'impôts futurs à long terme	(138,1)	(109,0)
Total des impôts futurs	23,8 \$	43,0 \$

La Société dispose de pertes en capital non comptabilisées de 16,5 millions de dollars qui peuvent être reportées indéfiniment.

7. Activités abandonnées

Le 10 février 2010, la Société a conclu une entente avec IWCO Direct, une entreprise américaine ayant son siège social au Minnesota, visant la vente de la quasi-totalité de ses actifs de publi-postage à grand volume aux États-Unis, pour un produit net de 105,7 millions de dollars, sujet à une clause d'ajustement de prix basée sur le fonds de roulement à la clôture de la transaction. Ce groupe du secteur de l'impression a généré des revenus de l'ordre de 170,0 millions de dollars américains en 2009 et employait quelque 1200 personnes. La clôture de la transaction a eu lieu le 1er avril 2010.

Le tableau suivant présente les résultats des activités abandonnées :

	2010	2009
Revenus	77,6 \$	199,2 \$
Charges	92,5	226,2
Perte avant impôts sur les bénéfices	(14,9)	(27,0)
Impôts futurs	(3,1)	(9,3)
Perte liée à l'exploitation des activités abandonnées	(11,8)	(17,7)
Gain lié à l'abandon des activités, déduction faite des impôts y afférents de 24,1	39,2	-
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées	27,4 \$	(17,7) \$

8. Débiteurs

Dans le cadre d'une entente de titrisation venue à échéance en août 2010, la Société vendait sur une base renouvelable certains de ses débiteurs à une fiducie qui, elle-même, vendait les droits de bénéficiaire à des investisseurs non liés à la Société. La contrepartie nette maximale qui était permise en vertu de cette entente était de 300,0 millions de dollars, incluant un montant maximal de 100,0 millions de dollars américains.

Le tableau suivant présente le détail des débiteurs vendus en vertu de cette entente :

	Au 31 octobre 2009
Débiteurs vendus	240,3 \$
Droits conservés	128,4
Contrepartie nette	111,9 \$
Contrepartie nette libellée en dollars canadiens	77,3 \$
Contrepartie nette libellée en dollars américains (32,0 millions de dollars américains)	34,6 \$

9. Stocks

	2010	2009
Matières premières	45,1 \$	39,2 \$
Produits en cours et produits finis	37,8	35,1
	82,9 \$	74,3 \$

10. Immobilisations corporelles

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
2010			
Terrains	52,2 \$	- \$	52,2 \$
Bâtiments	315,1	90,7	224,4
Matériel de production	1 284,6	733,9	550,7
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	19,5	7,8	11,7
Autres équipements	168,4	126,8	41,6
Améliorations locatives	44,6	21,1	23,5
Constructions en cours et dépôts sur équipements	14,2	-	14,2
	1 898,6 \$	980,3 \$	918,3 \$
2009			
Terrains	49,9 \$	- \$	49,9 \$
Bâtiments	326,9	85,4	241,5
Matériel de production	1 192,1	711,9	480,2
Matériel de production en vertu de contrats de location-acquisition	21,3	5,3	16,0
Autres équipements	165,0	119,7	45,3
Améliorations locatives	33,4	19,3	14,1
Constructions en cours et dépôts sur équipements	88,5	-	88,5
	1 877,1 \$	941,6 \$	935,5 \$

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, les intérêts capitalisés aux immobilisations corporelles se sont élevés à 2,2 millions de dollars (3,1 millions en 2009).

11. Écarts d'acquisition

La variation de la valeur comptable des écarts d'acquisition se présente comme suit :

	Secteur de l'impression	Secteur de l'interactif	Secteur des médias	Autres activités et montants non alloués	Total consolidé
2010					
Solde au début de l'exercice	131,4 \$	33,2 \$	507,9 \$	0,9 \$	673,4 \$
Acquisitions (note 23)	-	5,6	1,8	-	7,4
Dispositions	(1,4)	-	(0,3)	-	(1,7)
Variation du cours de change et autres	(0,3)	(0,2)	(0,5)	-	(1,0)
Solde à la fin de l'exercice	129,7 \$	38,6 \$	508,9 \$	0,9 \$	678,1 \$
2009					
Solde au début de l'exercice	266,2 \$	68,1 \$	507,4 \$	0,9 \$	842,6 \$
Acquisitions (note 23)	-	(1,3)	0,5	-	(0,8)
Dépréciation	(134,2)	(32,3)	-	-	(166,5)
Variation du cours de change et autres	(0,6)	(1,3)	-	-	(1,9)
Solde à la fin de l'exercice	131,4 \$	33,2 \$	507,9 \$	0,9 \$	673,4 \$

Au cours de l'exercice 2010, la Société a procédé à son test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition et aucune charge de dépréciation des écarts d'acquisition n'est requise. Au cours de l'exercice 2009, la Société avait enregistré une charge de dépréciation des écarts d'acquisition de 166,5 millions de dollars dans les secteurs de l'impression et de l'interactif, principalement reliée aux activités d'impression commerciale.

12. Actifs incorporels

2010	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Actifs incorporels amortissables			
Relations d'affaires	32,2 \$	7,0 \$	25,2 \$
Coûts de prépublication d'ouvrage	60,3	41,1	19,2
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,0	15,1	4,9
Contrats d'impression acquis	11,1	6,2	4,9
Ententes de non-concurrence	2,0	0,8	1,2
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	40,1	19,9	20,2
Autres	0,9	0,4	0,5
	166,6	90,5	76,1
Actifs incorporels non amortissables			
Noms commerciaux et tirages	103,0	-	103,0
	269,6 \$	90,5 \$	179,1 \$
<hr/>			
2009			
Actifs incorporels amortissables			
Relations d'affaires	29,7 \$	4,3 \$	25,4 \$
Coûts de prépublication d'ouvrage	51,9	34,0	17,9
Titres d'ouvrages pédagogiques	20,0	10,9	9,1
Contrats d'impression acquis	14,6	5,5	9,1
Ententes de non-concurrence	4,1	3,3	0,8
Coûts liés à des projets à long terme en technologie	28,2	13,3	14,9
Autres	1,0	1,0	-
	149,5	72,3	77,2
Actifs incorporels non amortissables			
Noms commerciaux et tirages	110,4	-	110,4
	259,9 \$	72,3 \$	187,6 \$

Au cours de l'exercice 2010, la Société a enregistré une charge de dépréciation des noms commerciaux de 8,0 millions de dollars dans le Groupe des solutions aux communautés locales du secteur des médias, plus précisément dans la division des journaux des provinces de l'Atlantique et de la Saskatchewan. De plus, la Société a enregistré une charge de dépréciation de 4,5 millions afin de dévaluer divers autres actifs incorporels. Au cours de l'exercice 2009, une charge de dépréciation des noms commerciaux de 9,9 millions de dollars a été enregistrée dans le Groupe des solutions d'affaires et aux consommateurs du secteur des médias, dont 3,8 millions a été enregistrée dans les dépréciations d'actifs et frais de restructuration, et présentée à la note 4.

13. Autres éléments d'actif

	2010	2009
Coûts d'acquisition de contrat	20,4 \$	27,2 \$
Placements	0,9	1,0
Actif au titre des prestations constituées (note 24)	8,4	6,1
Juste valeur des instruments financiers dérivés	2,5	7,7
Autres	7,3	7,6
	39,5 \$	49,6 \$

14. Marge de crédit d'exploitation

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2010, la Société a procédé à l'annulation de sa marge de crédit d'exploitation, qui s'élevait à 4,5 millions de dollars.

15. Dette à long terme

	Taux d'intérêt effectif au 31 octobre 2010	Échéance	2010	2009
Billets de premier rang non garantis				
Série 2002 A - 1re tranche - 5,62 % (75,0 \$US)	5,83 %	2013	76,5 \$	81,1 \$
Série 2002 A - 2e tranche - 5,73 % (50,0 \$US)	5,85 %	2015	51,0	54,1
Série 2004 A - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	1,13 %	2012	38,3	40,6
Série 2004 B - LIBOR + 0,70 % (37,5 \$US)	1,13 %	2012	38,3	40,6
Série 2004 C - LIBOR + 0,80 % (15,0 \$US)	1,15 %	2014	15,3	16,2
Série 2004 D - LIBOR + 0,90 % (10,0 \$US)	1,23 %	2016	10,2	10,8
Emprunts garantis par des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette négligeable	5,69 % à 6,28 %	2011	0,5	4,3
Obligations en vertu de contrats de location-acquisition pour des immobilisations corporelles d'une valeur comptable nette de 11,7 \$	5,35 % à 8,55 %	2011-2014	5,2	10,7
Crédit à terme rotatif en dollars canadiens	1,92 %	2012	166,0	170,0
Crédit à terme rotatif en dollars américains (2010 - 12,0 \$US; 2009 - 103,0 \$US)	0,90 %	2012	12,2	111,4
Débiteures non garanties - Fonds de solidarité FTQ				
Série 1 - 8,06 %	8,16 %	2014	50,0	50,0
Série 2 - 6,77 %	6,82 %	2019	50,0	50,0
Prêt à terme - SGF Rexfor Inc. - 8,25 %	8,49 %	2014	50,0	50,0
Crédit à terme - Caisse de dépôt et placement du Québec				
Taux acceptations bancaires + 6,375 %	8,26 %	2014	100,0	100,0
Prêt à terme - EURIBOR + 1,60 % (2010 - 49,2 euros; 2009 - 23,7 euros)	4,85 %	2015	69,6	37,7
Autres emprunts à des taux nominaux fixes de 0,00 % à 8,00 %	3,27 % à 8,00 %	2011-2017	3,8	5,2
			736,9	832,7
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti			6,2	6,9
Total de la dette à long terme			730,7	825,8
Portion à court terme			17,8	7,0
			712,9 \$	818,8 \$

Les billets de premier rang non garantis Série 2002 A sont rachetables à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux monétaires futurs, si le rachat a lieu avant l'échéance prévue, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des titres du Trésor américain ayant une échéance semblable. Les billets de premier rang non garantis Séries 2004 A, 2004 B, 2004 C et 2004 D sont rachetables à leur valeur nominale à l'exclusion de la Série 2004 D, qui est rachetable moyennant une prime de 0,5 % en date du 31 octobre 2010.

Au 31 octobre 2009, la Société disposait d'une marge de crédit ferme sous la forme d'un crédit à terme rotatif au montant de 550,0 millions de dollars ou l'équivalent en dollars américains, répartie en deux tranches, A et B, de 400,0 millions et 150,0 millions, respectivement. Le 4 décembre 2009, la Société a remboursé et annulé la tranche B pour un montant de 150,0 millions de dollars. L'échéance prévue de cette tranche B était le 14 mai 2010. Le crédit à terme rotatif de la Société est maintenant constitué uniquement de la tranche A qui vient à échéance en septembre 2012.

Le taux d'intérêt applicable au crédit à terme rotatif est basé sur la cote de crédit accordée par Standard & Poor's. Selon la cote de crédit actuelle et la forme d'emprunt choisie par la Société, il s'agit soit du taux de base bancaire, du taux des acceptations bancaires ou du LIBOR, majorés de 0,615 %. Des frais de facilité de 0,135 % sont également applicables au crédit à terme rotatif, qu'il soit utilisé ou non, et des frais d'utilisation de 0,10 % sont applicables si un montant de plus de 66 2/3 % du crédit à terme rotatif est utilisé. Cette facilité peut être renouvelée annuellement et, dans le cas où elle ne serait pas renouvelée, elle vient à échéance cinq ans après la date d'octroi ou du dernier renouvellement, le cas échéant. La dernière demande de renouvellement de la Société a été approuvée par le syndicat des prêteurs et est entrée en vigueur le 30 août 2007.

Au 31 octobre 2010, des lettres de crédit aux montants de 0,2 million de dollars canadiens et 3,0 millions de dollars américains avaient été émises à même la marge de crédit ferme, en plus du montant présenté ci-haut.

15. Dette à long terme (suite)

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par le Fonds de solidarité FTQ est composé de deux débetures non garanties de 50,0 millions chacune. La première porte intérêt au taux de 8,06 %, payable aux six mois. La deuxième porte intérêt au taux de 6,77 %, payable aux six mois, durant les deux premières années. Le taux pour les huit dernières années sera négocié d'ici février 2011. Le taux sera fondé sur le taux des obligations du Canada pour le même terme, majoré d'une prime basée sur la cote de crédit de la Société. La Société a mis en place un contrat de vente à terme d'obligations de 50,0 millions de dollars, dont l'échéance est le 5 novembre 2010, afin de fixer la portion du taux de la deuxième débeture, fondé sur le taux des obligations du Canada, à 4,34 %, pour les huit années restantes de son terme de 10 ans, à compter de son deuxième anniversaire.

Le financement de 50,0 millions de dollars consenti par SGF Rexfor Inc. porte intérêt au taux de 8,25 %, payable aux trois mois, considérant la cote de crédit de la Société accordée par Standard & Poor's.

Le financement de 100,0 millions de dollars consenti par la Caisse de dépôt et placement du Québec porte intérêt au taux équivalent à celui des acceptations bancaires majoré de 6,375 %, considérant la cote de crédit de la Société accordée par Standard & Poor's. La Société a mis en place deux swaps de taux d'intérêt de 50,0 millions chacun afin de fixer le taux pour cinq ans à 8,39 % jusqu'en 2014.

En cas de changement de contrôle de la Société, les modalités des prêts reçus du Fonds de solidarité FTQ, de SGF Rexfor Inc. et de la Caisse de dépôt et placement du Québec prévoient que le capital et l'intérêt couru peuvent être exigibles.

Le prêt à terme SGF Rexfor Inc. et le crédit à terme de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont rachetables après le deuxième anniversaire, moyennant une pénalité de 2 % du capital remboursé dans la troisième année, 1 % dans la quatrième année et sans aucune pénalité par la suite. Les deux débetures non garanties du Fonds de solidarité FTQ sont rachetables à partir du deuxième anniversaire, à la plus élevée de la valeur au pair ou de la valeur actualisée des flux monétaires futurs, en utilisant un taux d'intérêt fondé sur le rendement des obligations émises par le gouvernement du Canada pour un terme semblable.

La Société a obtenu un financement de 55,6 millions d'euros (78,7 millions de dollars) d'une banque européenne, portant intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, afin d'acquérir différents équipements de production. Ce financement est tiré par tranches, selon les dates de livraison des équipements, et sera remboursable en versements égaux de capital plus les intérêts, aux six mois à compter de janvier 2011. Le 1er décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en décembre 2015, afin de fixer le taux de change à 1,5761 et convertir le taux d'intérêt au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %.

La Société est soumise à certaines clauses restrictives, y compris le maintien de certains ratios financiers. Au cours des exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations.

Les versements de capital requis par la Société au cours des prochains exercices sont les suivants :

	Versements de capital
2011	17,8 \$
2012	270,4
2013	92,0
2014	231,0
2015	65,2
2016 et suivants	60,5
	736,9 \$

Les paiements minimums exigibles en vertu des contrats de location-acquisition, pour lesquels le capital est inclus dans les montants présentés ci-haut, sont les suivants :

	Capital	Intérêts	Paiements minimums
2011	2,1 \$	0,2 \$	2,3 \$
2012	1,1	0,2	1,3
2013	0,8	0,1	0,9
2014	1,2	-	1,2
	5,2 \$	0,5 \$	5,7 \$

16. Autres éléments du passif

	2010	2009
Abonnements perçus d'avance	7,2 \$	4,3 \$
Charges à payer à long terme	16,0	6,4
Passif au titre des prestations constituées (note 24)	14,8	18,7
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	0,8	1,0
Juste valeur des instruments financiers dérivés	11,2	4,3
	50,0 \$	34,7 \$

17. Capital-actions
Autorisé (en nombre illimité)

Actions à droit de vote subalterne catégorie A :	actions à droit de vote subalterne sans valeur nominale, comportant un vote par action, participantes;
Actions catégorie B :	actions à droit de vote sans valeur nominale, comportant 20 votes par action, convertibles en actions à droit de vote subalterne catégorie A, participantes;
Actions privilégiées :	actions privilégiées de premier rang et de second rang pouvant être émises en série en nombre limité par les statuts, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société, donnant droit à des dividendes cumulatifs.

	2010		2009	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Émis et payé				
Actions participantes				
Actions à droit de vote subalterne catégorie A	65 806 497	361,2 \$	64 749 030	357,9 \$
Actions catégorie B	15 196 840	20,6	16 045 707	21,8
	81 003 337	381,8	80 794 737	379,7
Actions privilégiées				
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D	4 000 000	96,8	4 000 000	96,8
		478,6 \$		476,5 \$

Les actions privilégiées de série D ont un dividende annuel cumulatif fixe de 6,75 % pour la première période de cinq ans, payable trimestriellement en janvier, avril, juillet et octobre. À compter du 15 octobre 2014, le dividende annuel cumulatif sera équivalent au rendement des obligations du gouvernement du Canada d'une durée de cinq ans, majoré de 4,16 % pour les cinq années suivantes. Ces actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société à chaque cinquième anniversaire et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées, série E (les « actions privilégiées de série E »), à compter du 15 octobre 2014, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date. Les actions privilégiées de série E auront un dividende trimestriel cumulatif équivalent au rendement des bons du Trésor du gouvernement du Canada échéant dans trois mois, majoré de 4,16 %. Ces actions privilégiées de série E seront rachetables au gré de la Société et convertibles (sous certaines conditions) au gré du porteur en actions privilégiées de série D, à compter du 15 octobre 2019, et à tous les cinq ans par la suite à cette même date.

Au cours des exercices 2010 et 2009, le capital-actions de la Société a varié de la façon suivante :

	2010		2009	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions à droit de vote subalterne catégorie A				
Solde au début de l'exercice	64 749 030	357,9 \$	64 243 743	357,0 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	848 867	1,2	488 931	0,7
Levée d'options d'achat d'actions	208 600	2,1	16 356	0,2
Solde à la fin de l'exercice	65 806 497	361,2 \$	64 749 030	357,9 \$
Actions catégorie B				
Solde au début de l'exercice	16 045 707	21,8 \$	16 534 638	22,5 \$
Conversion d'actions catégorie B en actions à droit de vote subalterne catégorie A	(848 867)	(1,2)	(488 931)	(0,7)
Solde à la fin de l'exercice	15 196 840	20,6 \$	16 045 707	21,8 \$
Actions privilégiées de premier rang à taux révisé et à dividende cumulatif, série D				
Solde au début de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	-	-
Émission d'actions	-	-	4 000 000	96,8
Solde à la fin de l'exercice	4 000 000	96,8 \$	4 000 000	96,8 \$

Levées des options d'achat d'actions

Lorsque les dirigeants lèvent leurs options d'achat d'actions, la contrepartie versée par ceux-ci est portée au crédit du capital-actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1er novembre 2002, le montant crédité antérieurement au surplus d'apport est également viré au capital-actions. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la contrepartie reçue a été de 2,1 millions de dollars et aucun montant n'a été viré du surplus d'apport au capital-actions. Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la contrepartie reçue a été de 0,2 million de dollars et aucun montant n'a été viré du surplus d'apport au capital-actions.

18. Bénéfice net (perte nette) par action participante

Le tableau suivant présente un rapprochement des composantes utilisées dans le calcul du bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies de base et dilué par action pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2010	2009
Numérateur		
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies	146,0 \$	(64,1) \$
Dividendes sur actions privilégiées, déduction faite des impôts y afférents	6,8	0,5
Bénéfice net (perte nette) lié aux activités poursuivies, attribuable aux actions participantes	139,2 \$	(64,6) \$
Dénominateur (en millions)		
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - de base	80,8	80,8
Nombre moyen pondéré d'options à effet dilutif	0,1	-
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation - dilué	80,9	80,8

Dans le calcul du bénéfice dilué par action, 1 010 960 options sont considérées anti-dilutives au 31 octobre 2010 (1 566 045 au 31 octobre 2009), leur prix de levée étant supérieur à la valeur moyenne des cours des actions à droit de vote subalterne catégorie A de la période. Par conséquent, elles ont été exclues du calcul.

19. Rémunération à base d'actions
Régime d'options d'achat d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de certains dirigeants et cadres supérieurs. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne catégorie A autorisées pour émission et le solde des actions pouvant être émises en vertu de ce régime en date du 31 octobre 2010 sont de 6 078 562 et 4 593 558, respectivement. Pour les options octroyées avant le 31 mars 2005, le droit de levée s'acquiert à raison de 20 % par année et prend fin 10 ans après l'octroi. Pour les options octroyées après le 30 mars 2005, le droit de levée s'acquiert à raison de 25 % par année et prend fin sept ans après l'octroi. Selon le régime, les options d'achat d'actions peuvent être levées à raison d'une option pour une action et le prix de levée de chaque option est égal au cours moyen pondéré de toutes les transactions pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution des options.

Des charges de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions de 0,8 million de dollars et 1,6 million ont été imputées aux résultats et ont augmenté le surplus d'apport inclus dans les capitaux propres pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, respectivement.

Le tableau suivant résume l'évolution de la situation du régime pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2010		2009	
	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
Options émises au début de l'exercice	2 006 575	17,23 \$	1 820 621	18,61 \$
Octroyées	173 100	13,09	317 700	9,64
Levées	(208 600)	9,88	(16 356)	9,88
Annulées	(428 585)	20,84	(115 390)	19,15
Options émises à la fin de l'exercice	1 542 490	16,76 \$	2 006 575	17,23 \$
Options pouvant être levées aux 31 octobre	1 044 640	18,95 \$	1 415 620	18,65 \$

Au 31 octobre 2010, le solde des options d'achat d'actions disponible pour octrois futurs en vertu du régime était de 3 051 068.

19. Rémunération à base d'actions (suite)

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions aux 31 octobre :

	Options en cours			Options pouvant être levées		
	Fourchette des prix de levée	Nombre d'options	Durée contractuelle moyenne pondérée restante à courir (années)	Moyenne pondérée des prix de levée	Nombre d'options	Moyenne pondérée des prix de levée
2010	8,85 - 13,09 \$	531 530	5,2	10,87 \$	124 205	10,09 \$
	15,51 - 22,41 \$	1 010 960	3,0	19,86	920 435	20,15
		1 542 490	3,8	16,76 \$	1 044 640	18,95 \$
2009	8,85 - 11,13 \$	570 700	4,1	9,83 \$	257 050	10,06 \$
	15,51 - 24,01 \$	1 435 875	3,9	20,17	1 158 570	20,55
		2 006 575	4,0	17,23 \$	1 415 620	18,65 \$

Le tableau suivant résume les hypothèses utilisées pour calculer, au moyen du modèle Black-Scholes, la moyenne pondérée de la juste valeur à la date de l'octroi des options d'achat d'actions émises au cours des exercices terminés les 31 octobre :

	2010	2009
Juste valeur des options d'achat d'actions	4,31 \$	3,90 \$
Hypothèses :		
Taux de dividende	1,5 %	1,4 %
Volatilité prévue	38,6 %	32,2 %
Taux d'intérêt sans risque	2,74 %	2,09 %
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La Société offre un régime d'unités d'actions pour ses cadres supérieurs en vertu duquel des unités d'actions différées (« UAD ») et des unités d'actions restreintes (« UAR ») sont octroyées. Une portion des unités d'actions sera acquise sur la base de cibles de rendement et une autre portion en fonction du passage du temps. Les UAD et les UAR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur une période d'acquisition de trois ans en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement. Les UAD et les UAR sont réévaluées à la valeur intrinsèque à la date de clôture de chaque période, jusqu'au règlement pour une UAD ou jusqu'à la date d'acquisition pour une UAR, qui correspond à la date de règlement, en utilisant le cours de l'action à droit de vote subalterne catégorie A de la Société. Les variations de la valeur intrinsèque sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les créditeurs et charges à payer dans le bilan consolidé. Les UAD et les UAR acquises seront versées, au gré de la Société, en espèces ou en actions à droit de vote subalterne catégorie A de la Société achetées sur le marché libre.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	UAD		UAR	
	2010	2009	2010	2009
Solde au début de l'exercice	127 870	103 282	548 808	221 357
Unités octroyées	53 240	44 081	277 013	384 865
Unités annulées	(58 141)	(20 674)	(136 765)	(57 414)
Unités payées	(4 290)	-	(12 429)	-
Dividendes versés en unités	2 431	1 181	-	-
Solde à la fin de l'exercice	121 110	127 870	676 627	548 808

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009 ont été de 4,0 millions de dollars et 1,9 million, respectivement. Un montant de 0,2 million a été versé en vertu de ce régime pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010 (aucun montant n'a été versé pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009).

19. Rémunération à base d'actions (suite)
Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La Société offre un régime d'unités d'actions différées à ses administrateurs. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir à titre de rémunération une somme en espèces, des unités d'actions différées ou une combinaison des deux. Lorsqu'un administrateur choisit de recevoir des unités d'actions différées, la Société crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la valeur au marché des actions à droit de vote subalterne catégorie A à la date d'octroi. Lorsque la Société verse des dividendes sur les actions à droit de vote subalterne catégorie A, les comptes des administrateurs sont crédités d'un montant équivalent sous forme d'unités supplémentaires. Les variations de la valeur intrinsèque sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les créditeurs et charges à payer dans le bilan consolidé. Suivant le départ d'un administrateur de la Société, un paiement en espèces égal à la valeur intrinsèque des unités lui est versé.

Le tableau suivant fournit le détail de ce régime :

Nombre d'unités	2010	2009
Solde au début de l'exercice	167 783	108 621
Rémunération des administrateurs	29 396	54 521
Unités payées	(40 923)	-
Dividendes versés en unités	3 547	4 641
Solde à la fin de l'exercice	159 803	167 783

Les charges enregistrées dans les états consolidés des résultats pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009 ont été de 0,9 million de dollars et 0,8 million, respectivement. Un montant de 0,5 million a été versé en vertu de ce régime pour l'exercice terminé 31 octobre 2010 (aucun montant n'a été versé pour l'exercice terminé le 31 octobre 2009).

20. Surplus d'apport

	2010	2009
Solde au début de l'exercice	12,9 \$	11,3 \$
Coûts de la rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions (note 19)	0,8	1,6
Solde à la fin de l'exercice	13,7 \$	12,9 \$

21. Cumul des autres éléments du résultat étendu

	Écarts de conversion cumulés	Couvertures des flux de trésorerie	Cumul des autres éléments du résultat étendu
Solde au 1er novembre 2008	(25,5) \$	(15,2) \$	(40,7) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	4,7	15,9	20,6
Solde au 31 octobre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Solde au 1er novembre 2009	(20,8) \$	0,7 \$	(20,1) \$
Variation nette des gains (pertes), déduction faite des impôts sur les bénéfices	(4,0)	(5,2)	(9,2)
Solde au 31 octobre 2010	(24,8) \$	(4,5) \$	(29,3) \$

Au 31 octobre 2010, il est prévu que les montants suivants soient reclassés au bénéfice net des exercices ultérieurs comme suit :

	2011	2012	2013	2014	2015	Total
Pertes sur dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(4,6) \$	(1,1) \$	(0,7) \$	(0,2) \$	(0,1) \$	(6,7) \$
Impôts sur les bénéfices recouvrés	1,5	0,4	0,2	0,1	-	2,2
	(3,1) \$	(0,7) \$	(0,5) \$	(0,1) \$	(0,1) \$	(4,5) \$

22. Flux de trésorerie

La variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation se résume comme suit :

	2010	2009
Débiteurs	(144,1) \$	(154,0) \$
Impôts sur les bénéfices à recevoir	(15,6)	0,4
Stocks	(8,9)	15,8
Frais payés d'avance et autres actifs à court terme	0,3	(3,7)
Créditeurs et charges à payer	8,7	18,8
Impôts sur les bénéfices à payer	2,1	(21,1)
Abonnements perçus d'avance et dépôts	3,7	(1,8)
	(153,8) \$	(145,6) \$
Information additionnelle		
Intérêts payés	39,2 \$	38,8 \$
Impôts sur les bénéfices payés	33,4 \$	43,8 \$

23. Acquisitions d'entreprises
2010

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteurs d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Interactif	10 % supplémentaire des actions de ThinData, leader canadien du marketing direct interactif par courriel préautorisé. La Société détient à cette date 100 % des actions de ThinData.	29 octobre 2010
	25 % supplémentaire des actions de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), un chef de file nord-américain de la communication sur mesure. La Société détient à cette date 100 % des actions de Totem.	29 octobre 2010
	100 % des actions de LIPSO Systèmes inc., un chef de file canadien de solutions mobiles intégrées.	30 avril 2010
Médias	100 % des actions du <i>Journal Le Nord</i> (Groupe Média-Business Inc.), journal hebdomadaire desservant la ville de St-Jérôme.	13 septembre 2010

Conversys

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Conversys, acquise le 21 janvier 2009, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau ci-dessous comprend ces ajustements.

Totem (anciennement Redwood Custom Communications)

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), acquise le 18 novembre 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau ci-dessous comprend ces ajustements.

Les allocations du prix d'achat des acquisitions conclues au cours de l'exercice 2010 sont préliminaires et sujettes à changement à la suite de l'évaluation finale des actifs acquis et de la détermination finale des coûts liés à ces acquisitions.

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions des périodes précédentes se résument comme suit :

Actifs acquis

Immobilisations corporelles	0,1 \$
Écarts d'acquisition (valeur fiscale nulle)	6,6
Actifs incorporels amortissables	6,1
Actif d'impôts futurs	0,2
	<u>13,0 \$</u>

Passifs pris en charge

Autres éléments du passif	(0,1) \$
Passif d'impôts futurs	1,8
	<u>1,7</u>
	<u>11,3 \$</u>

Contrepartie

Encaisse déboursée	11,6 \$
Sommes à payer à court terme	1,3
Sommes à payer à long terme	(1,6)
	<u>11,3 \$</u>

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société a payé la somme de 2,4 millions de dollars, relativement à des acquisitions d'entreprises conclues au cours des exercices précédents. De cette somme, 1,6 million était inclus dans les sommes à payer à court terme et 0,8 million a été attribué à l'écart d'acquisition.

23. Acquisitions d'entreprises (suite)
2009

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la Société a effectué les acquisitions suivantes :

Secteurs d'exploitation	Acquisitions	Date d'acquisition
Interactif	100 % des actions de Conversys, premier fournisseur canadien de circulaires électroniques.	21 janvier 2009
	75 % des actions de Totem (anciennement Redwood Custom Communications), un chef de file nord-américain de la communication sur mesure.	18 novembre 2008
Médias	100 % des actions de That's the spirit.com, société de conseil en marketing et promotion.	12 décembre 2008

Rastar, Inc.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de Rastar, Inc., acquise le 4 septembre 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le tableau ci-dessous présente ces ajustements.

ThinData

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, des ajustements ont été effectués à l'allocation du prix d'achat de ThinData, acquise le 11 mars 2008, afin de refléter l'évaluation finale des actifs acquis et la détermination finale des coûts liés à cette acquisition. Le montant de ces ajustements est négligeable.

La juste valeur des actifs acquis ainsi que les ajustements aux acquisitions de l'exercice précédent se résument comme suit :

	Rastar	Autres	Total
Actifs acquis			
Fonds de roulement	(0,3) \$	2,6 \$	2,3 \$
Immobilisations corporelles	(6,8)	2,0	(4,8)
Écarts d'acquisition (ajustement de la valeur fiscale de (7,1) millions)	(7,1)	6,3	(0,8)
Actifs incorporels amortissables	13,8	0,8	14,6
Actif d'impôts futurs	0,7	0,3	1,0
	0,3 \$	12,0 \$	12,3 \$
Passifs pris en charge			
Dette à long terme	- \$	0,4 \$	0,4 \$
Autres éléments du passif	1,3	0,3	1,6
Passif d'impôts futurs	(1,2)	0,6	(0,6)
	0,1	1,3	1,4
	0,2 \$	10,7 \$	10,9 \$
Contrepartie			
Encaisse déboursée	0,2 \$	10,8 \$	11,0 \$
Encaisse de l'entreprise acquise	-	(0,4)	(0,4)
	0,2	10,4	10,6
Sommes à payer à court terme	-	0,3	0,3
	0,2 \$	10,7 \$	10,9 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2009, la Société a payé la somme de 3,8 millions de dollars, qui était incluse dans les sommes à payer à court terme au 31 octobre 2008, relativement à une acquisition d'entreprise conclue au cours d'un exercice précédent.

24. Régimes de retraite

La Société offre divers régimes de retraite contributifs et non contributifs à prestations déterminées et des régimes de retraite à cotisations déterminées à l'intention des employés de la Société et de ses filiales participantes. Pour les régimes à prestations déterminées, la valeur des prestations est généralement établie selon les années de service et le salaire des employés. La capitalisation des régimes est calculée selon des estimations actuarielles et soumise aux restrictions découlant des règlements fiscaux et autres règlements pertinents. Les estimations actuarielles effectuées durant l'exercice tiennent compte d'hypothèses relatives aux prévisions salariales jusqu'à la retraite et du taux de rendement présumé à long terme des actifs des régimes.

Le 1er février 2010, la Société a annoncé la conversion, pour le service futur, de ses régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à cotisations déterminées à compter du 1er juin 2010. Conséquemment, une charge de compression spéciale de 3,3 millions de dollars a été enregistrée dans les états financiers consolidés du deuxième trimestre de l'exercice 2010.

L'obligation au titre des prestations constituées, la juste valeur des actifs des régimes et la composition des actifs des régimes sont mesurées à la date des états financiers annuels. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de retraite aux fins de capitalisation a été effectuée en date du 31 décembre 2007. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2010 au plus tard.

La composition des actifs des régimes est la suivante :

	2010	2009
Actions canadiennes et étrangères	69 %	67 %
Obligations de gouvernements et d'entreprises	29	31
Encaisse et placements temporaires	2	2
	100 %	100 %

Le tableau suivant présente les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur des actifs des régimes, ainsi que la capitalisation des régimes à prestations déterminées, pour les exercices terminés les 31 octobre :

	2010	2009
Obligation au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	343,2 \$	297,8 \$
Variation de taux de change	(0,1)	(0,3)
Coût des services rendus au cours de l'exercice	10,9	12,9
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	21,8	22,4
Pertes actuarielles	46,8	20,3
Prestations versées	(19,2)	(13,6)
Modifications aux régimes	-	(0,2)
Compression des régimes	(10,5)	0,3
Effet d'un règlement	(4,6)	-
Cotisations des employés	6,4	9,3
Transfert vers d'autres régimes	-	(5,7)
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	394,7 \$	343,2 \$
Juste valeur des actifs des régimes		
Solde au début de l'exercice	307,0 \$	252,1 \$
Variation de taux de change	-	(0,2)
Rendement réel des actifs des régimes	36,7	39,1
Prestations versées	(19,2)	(13,6)
Cotisations de l'employeur	20,2	24,5
Cotisations des employés	6,4	9,3
Effet d'un règlement	(4,6)	-
Transfert vers d'autres régimes	-	(4,2)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	346,5 \$	307,0 \$
Déficit des régimes	(48,2) \$	(36,2) \$
Pertes actuarielles nettes non amorties	42,1	20,8
Coûts non amortis des services passés	0,1	-
Obligation transitoire non amortie	(0,4)	2,8
Passif au titre des prestations constituées	(6,4) \$	(12,6) \$

L'actif (le passif) au titre des prestations constituées figure comme suit au bilan de la Société :

	2010	2009
Autres éléments d'actif	8,4 \$	6,1 \$
Autres éléments du passif	(14,8)	(18,7)
	(6,4) \$	(12,6) \$

24. Régimes de retraite (suite)

L'obligation au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes aux 31 octobre comprennent les montants suivants relativement aux régimes qui ne sont pas entièrement capitalisés :

	2010	2009
Juste valeur des actifs des régimes	327,5 \$	289,0 \$
Obligation au titre des prestations constituées	377,4	327,7
Situation de capitalisation - déficit	(49,9) \$	(38,7) \$

Les principales hypothèses utilisées sont les suivantes :

	2010	2009
Obligation au titre des prestations constituées aux 31 octobre		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice	5,5 %	6,5 %
Taux de croissance de la rémunération	3,0 - 4,0 %	3,5 - 4,5 %
Coût des prestations pour les exercices terminés les 31 octobre		
Taux d'actualisation, à la fin de l'exercice précédent	6,50 %	7,25 %
Taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes	7,25 %	7,50 %
Taux de croissance de la rémunération	3,5 - 4,5 %	4,0 - 5,0 %

Le coût au titre des régimes à prestations déterminées pour les exercices terminés les 31 octobre comprend les éléments suivants :

	2010	2009
Coût des services rendus au cours de l'exercice	10,9 \$	12,9 \$
Intérêts sur l'obligation au titre des prestations constituées	21,8	22,4
Rendement réel des actifs des régimes	(36,7)	(39,1)
Pertes actuarielles sur l'obligation au titre des prestations constituées	46,8	20,3
Effet de la compression des régimes	(10,5)	1,2
Coût au titre des régimes à prestations déterminées avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût	32,3	17,7
Ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût :		
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes pour l'exercice	14,0	19,6
Écart entre le montant des pertes actuarielles constatées pour l'exercice et le montant réel des pertes actuarielles sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice	(35,4)	(20,4)
Écart entre l'amortissement du coût non amorti des services passés pour l'exercice et les modifications effectives aux régimes pour l'exercice	(0,1)	0,1
Amortissement de l'obligation transitoire	3,2	0,1
Coût constaté au titre des régimes à prestations déterminées	14,0 \$	17,1 \$

Le coût et le montant total payé au titre des régimes à cotisations déterminées pour les exercices terminés les 31 octobre sont les suivants :

	2010	2009
Cotisations de l'employeur	8,6 \$	3,2 \$

25. Engagements, garanties et passifs éventuels
Engagements

La Société s'est engagée, en vertu de différents contrats de location de locaux et d'acquisition de matériel de production, à effectuer des paiements s'échelonnant jusqu'en 2029. La Société s'est aussi engagée, en vertu de contrats avec certains de ses clients, à effectuer des paiements couvrant des coûts d'acquisition de contrat s'échelonnant jusqu'en 2015. Les paiements minimums exigibles liés à l'ensemble de ces engagements pour les prochains exercices sont les suivants :

	2011	2012	2013	2014	2015	2016 et suivants	Total
Contrats de location de locaux	27,8 \$	24,8 \$	20,9 \$	17,4 \$	16,6 \$	66,0 \$	173,5 \$
Contrats pour l'acquisition de matériel de production	12,4	0,7	0,5	0,3	-	-	13,9
Coûts d'acquisition de contrat	3,6	6,4	4,3	3,7	0,9	-	18,9
	43,8 \$	31,9 \$	25,7 \$	21,4 \$	17,5 \$	66,0 \$	206,3 \$

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société a fourni à des tiers les garanties suivantes :

a) Contrats de sous-location

La Société a conclu des opérations de sous-location à l'égard de certains de ses espaces en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance entre 2012 et 2015. Advenant l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire, la Société devra indemniser le bailleur. L'obligation maximale à l'égard de ces garanties est estimée à 2,7 millions de dollars. Au 31 octobre 2010, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces garanties, étant donné que l'inexécution d'une obligation contractuelle de la part du sous-locataire est peu probable.

25. Engagements, garanties et passifs éventuels (suite)
b) Indemnisation des tierces parties

En vertu des modalités de conventions d'emprunt, la Société s'est engagée à indemniser les détenteurs de titres d'emprunt advenant des changements en ce qui a trait aux lois et à la réglementation résultant en une augmentation des coûts engagés ou une réduction des montants autrement payables aux détenteurs. Ces engagements d'indemnisation auront cours jusqu'à l'échéance des ententes et ne comportent aucune limite. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux tierces parties impliquées. Par le passé, la Société n'a effectué aucun paiement d'indemnisation et, au 31 octobre 2010, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

c) Cessions d'entreprises

Dans le cadre de cessions d'activités ou d'actifs, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. En raison de la nature de ces offres d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires de la garantie. Par le passé, la Société n'a versé aucune indemnisation importante et, au 31 octobre 2010, la Société n'a pas inscrit de passif relativement à ces offres d'indemnisation.

Passifs éventuels

Dans le cours normal des affaires, la Société est impliquée dans diverses réclamations et poursuites. Même si l'issue de ces différents dossiers en cours au 31 octobre 2010 ne peut être prévue avec certitude, la Société estime que leur dénouement n'aurait vraisemblablement pas de répercussions négatives importantes sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation, compte tenu des provisions ou des couvertures d'assurance dont certaines réclamations ou poursuites font l'objet.

26. Instruments financiers
Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse des pertes découlant du défaut de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties. La Société est exposée au risque de crédit relativement à ses comptes débiteurs. Elle est également exposée au risque de crédit dans le cadre de ses activités courantes de trésorerie, ainsi qu'à l'égard de ses actifs d'instruments financiers dérivés.

La Société analyse régulièrement la situation financière de sa clientèle actuelle et applique des procédures d'évaluation particulières pour tout nouveau client. Une limite de crédit spécifique par client est établie et révisée régulièrement par la Société.

En raison de la diversification de ses produits, de sa clientèle et de sa couverture géographique, la Société est protégée contre une concentration du risque de crédit. Au 31 octobre 2010, aucun client ne représente plus de 5 % des débiteurs consolidés et les 20 principaux clients de la Société représentent moins de 25 % des débiteurs consolidés. Au 31 octobre 2010, l'exposition maximale au risque de crédit relativement aux débiteurs correspond à leur valeur comptable. De plus, la Société a contracté une police d'assurance-crédit couvrant la plupart de ses clients importants pour un montant maximum de 29,2 millions de dollars. Les conditions de la police comprennent les clauses usuelles et comportent des limites quant aux montants pouvant être réclamés par événement et par année de couverture. La Société n'a pas fait de réclamations en vertu de cette police d'assurance-crédit pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010.

La Société détermine les débiteurs qui sont en souffrance en fonction du type de clients, de leur historique de paiements et du secteur dans lequel ils évoluent. La provision pour créances douteuses et les débiteurs en souffrance sont revus trimestriellement par la direction. La Société enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La Société est exposée au risque de crédit relativement à l'utilisation d'instruments financiers dérivés si l'une des parties ne s'acquitte pas de ses obligations; toutefois, elle ne prévoit pas une telle éventualité puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions financières reconnues, ayant une cote de crédit de qualité supérieure. Au 31 octobre 2010, l'exposition maximale à ce risque de crédit est de 7,8 millions de dollars (11,9 millions au 31 octobre 2009), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la Société.

Débiteurs en souffrance :

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Comptes-clients		
Dans les délais	293,7 \$	209,0 \$
1-30 jours en souffrance	84,7	50,0
31-60 jours en souffrance	24,2	7,6
Plus de 60 jours en souffrance	26,6	21,5
	429,2	288,1
Provision pour créances douteuses	(12,9)	(11,8)
Autres débiteurs	38,5	29,7
	454,8 \$	306,0 \$
Provision pour créances douteuses :		
Solde au début de l'exercice	11,8 \$	10,0 \$
Dépense pour créances douteuses	3,8	7,0
Créances radiées et recouvrements	(2,7)	(5,2)
Solde à la fin de l'exercice	12,9 \$	11,8 \$

En se basant sur l'historique de paiements des clients, la Société est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir les risques de non-paiements.

26. Instruments financiers (suite)
Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance. La Société est exposée au risque de liquidité relativement à ses comptes créditeurs, sa dette à long terme, ses passifs d'instruments financiers dérivés et ses obligations contractuelles.

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers au 31 octobre 2010 :

2010	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	Jusqu'à 1 an	Entre 1 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer (1)	(347,4) \$	(347,4) \$	(347,4) \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	(730,7)	(863,5)	(50,2)	(420,1)	(320,4)	(72,8)
Charges à payer à long terme (2)	(0,5)	(0,5)	-	(0,5)	-	-
	(1 078,6)	(1 211,4)	(397,6)	(420,6)	(320,4)	(72,8)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	-	(109,7)	(63,8)	(45,9)	-	-
Entrées de fonds	8,5	119,4	70,3	49,1	-	-
Contrats d'échange sur marchandises	(0,1)	(0,1)	(0,1)	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	(6,5)	(7,3)	(3,9)	(3,5)	0,1	-
Contrat de vente à terme d'obligations	(6,1)	(6,1)	(6,1)	-	-	-
Contrat d'échange de taux d'intérêt interdévisés	(10,1)	(10,9)	(1,7)	(4,7)	(3,7)	(0,8)
	(14,3)	(14,7)	(5,3)	(5,0)	(3,6)	(0,8)
	(1 092,9) \$	(1 226,1) \$	(402,9) \$	(425,6) \$	(324,0) \$	(73,6) \$
2009						
Passifs financiers non dérivés						
Créditeurs et charges à payer (1)	(345,2) \$	(345,2) \$	(345,2) \$	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	(825,8)	(963,5)	(42,2)	(497,3)	(349,4)	(74,6)
Charges à payer à long terme (2)	(0,2)	(0,2)	-	(0,2)	-	-
	(1 171,2)	(1 308,9)	(387,4)	(497,5)	(349,4)	(74,6)
Instruments financiers dérivés						
Contrats de change à terme						
Sorties de fonds	-	(128,2)	(63,3)	(64,9)	-	-
Entrées de fonds	8,1	134,6	65,5	69,1	-	-
Contrats d'échange sur marchandises	(0,8)	(0,8)	(0,8)	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	(3,6)	(4,7)	(5,5)	(2,2)	3,0	-
Contrat de vente à terme d'obligations	(1,3)	(1,3)	-	(1,3)	-	-
Swap sur rendement total	(0,1)	(0,1)	(0,1)	-	-	-
	2,3	(0,5)	(4,2)	0,7	3,0	-
	(1 168,9) \$	(1 309,4) \$	(391,6) \$	(496,8) \$	(346,4) \$	(74,6) \$

(1) Excluant les instruments financiers dérivés.

(2) Excluant les passifs non financiers.

La Société croit que les fonds futurs générés par les activités d'exploitation et l'accès à des liquidités additionnelles provenant des marchés de capitaux et bancaires seront suffisants pour rencontrer ses obligations. De plus, la Société a conclu des contrats à long terme avec la majorité de ses clients importants. Ces contrats prévoient des clauses d'indexation des coûts équivalentes à celles exigées par ses fournisseurs.

26. Instruments financiers (suite)
Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la Société subisse des pertes résultant de changements défavorables dans les facteurs sous-jacents du marché, dont les taux d'intérêt et les taux de change.

a) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de marché lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Dans le but de réduire ce risque, la Société a pour objectif le maintien d'une combinaison adéquate de dettes à long terme à taux fixe et à taux variable. Au 31 octobre 2010, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 61 % de la dette totale (63 % au 31 octobre 2009), alors que la portion à taux fixe représente 39 % (37 % au 31 octobre 2009).

Au 31 octobre 2010, afin de réduire le risque de taux d'intérêt, la Société a pris part à des swaps de taux d'intérêt sur la dette à long terme en dollars canadiens, pour un montant nominal de 225,0 millions de dollars, dont 125,0 millions échéant en septembre 2012 et 100,0 millions échéant en mai 2014. Ces swaps convertissent le taux d'intérêt variable basé sur le taux des acceptations bancaires en un taux fixe moyen de 6,16 %, incluant la majoration applicable. En tenant compte de ces instruments financiers dérivés, la portion à taux variable de la dette à long terme représente 30 % de la dette totale (36 % au 31 octobre 2009), alors que la portion à taux fixe représente 70 % (64 % au 31 octobre 2009). La relation de couverture a été efficace et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques au cours de l'exercice 2010.

Au cours de l'exercice 2009, la Société a mis en place un contrat de vente à terme d'obligations de 50,0 millions de dollars, dont l'échéance est le 5 novembre 2010, afin de fixer la portion du taux de la deuxième débenture fondé sur le taux des obligations du Canada à 4,34 %, majoré d'une prime basée sur la cote de crédit de la Société, pour les huit années restantes de son terme de 10 ans, à compter de son deuxième anniversaire. Le taux pour les huit dernières années sera négocié d'ici février 2011.

Le 1er décembre 2009, la Société a mis en place un contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises, échéant en décembre 2015, afin de convertir le taux d'intérêt de la dette de 55,6 millions d'euros (78,7 millions de dollars), qui porte intérêt au taux EURIBOR majoré de 1,60 %, au taux des acceptations bancaires majoré de 2,55 %. Cet instrument fixe également le taux de change à 1,5761.

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet suivant sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu :

Exercice terminé le 31 octobre 2010		Exercice terminé le 31 octobre 2009	
Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
(0,8) \$	2,0 \$	(1,5) \$	4,2 \$

Une dépréciation hypothétique de 0,5 % du taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

b) Risque de change

La Société exerce des activités aux États-Unis et au Mexique, exporte ses produits aux États-Unis et achète du matériel de production en devise américaine et en euros. De plus, au 31 octobre 2010, la Société a des dettes à long terme en dollars américains et en euros, totalisant un montant de 238,5 millions de dollars américains et un montant de 49,2 millions d'euros (331,9 millions de dollars américains et 23,7 millions d'euros au 31 octobre 2009). Elle est, par conséquent, exposée à des risques découlant des variations des taux de change.

Pour gérer le risque de change lié aux exportations aux États-Unis, la Société est partie à des contrats de change à terme. Au 31 octobre 2010, la Société était partie à des contrats de change à terme visant la vente de 107,0 millions de dollars américains (118,0 millions de dollars américains au 31 octobre 2009), dont 62,0 millions et 45,0 millions seront vendus en 2011 et 2012, respectivement. L'échéance des contrats de change à terme varie de 1 à 23 mois, à des taux variant de 1,0302 à 1,2800. Les relations de couverture ont été efficaces et en accord avec l'objectif et la stratégie de gestion des risques au cours de l'exercice 2010.

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2010 et 2009, toutes choses étant égales par ailleurs, une appréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet suivant sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu :

	Exercice terminé le 31 octobre 2010		Exercice terminé le 31 octobre 2009	
	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu	Bénéfice net	Autres éléments du résultat étendu
Dollar américain	1,5 \$	(7,0) \$	1,5 \$	(8,7) \$
Euro	-	2,3	(3,2)	-

Une dépréciation hypothétique de 10,0 % du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu.

26. Instruments financiers (suite)
Juste valeur

La valeur comptable de certains instruments financiers qui viennent à échéance à court terme correspond approximativement à leur juste valeur. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les créditeurs et les charges à payer. Le tableau suivant indique la juste valeur et la valeur comptable de certains instruments financiers aux 31 octobre 2010 et 2009. La juste valeur est établie essentiellement à partir du calcul des flux monétaires actualisés ou en utilisant les cours du marché. La juste valeur calculée correspond approximativement aux montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre parties consentantes, d'après les données courantes du marché pour des instruments similaires. Par conséquent, de par sa nature estimative, la juste valeur ne doit pas être interprétée comme étant réalisable advenant le règlement immédiat des instruments.

	2010		2009	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
Dette à long terme	769,9 \$	730,7 \$	837,6 \$	825,8 \$
Contrats de change à terme	8,5	8,5	8,1	8,1
Contrats d'échange sur marchandises	(0,1)	(0,1)	(0,8)	(0,8)
Swaps de taux d'intérêt	(6,5)	(6,5)	(3,6)	(3,6)
Contrat de vente à terme d'obligations	(6,1)	(6,1)	(1,3)	(1,3)
Contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises	(10,1)	(10,1)	-	-
Swap sur rendement total	-	-	(0,1)	(0,1)

Hiérarchie de la juste valeur

Le tableau ci-dessous présente les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur selon leur méthode d'évaluation. Les différents niveaux sont définis comme suit :

Niveau 1 - Cours non rajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques

Niveau 2 - Données autres que les cours visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif et le passif, directement (prix) ou indirectement (dérivés des prix)

Niveau 3 - Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
2010				
Contrats de change à terme	- \$	8,5 \$	- \$	8,5 \$
Contrats d'échange sur marchandises	-	(0,1)	-	(0,1)
Swaps de taux d'intérêt	-	(6,5)	-	(6,5)
Contrat de vente à terme d'obligations	-	(6,1)	-	(6,1)
Contrat d'échange de taux d'intérêt interdevises	-	(10,1)	-	(10,1)
	- \$	(14,3) \$	- \$	(14,3) \$
2009				
Contrats de change à terme	- \$	8,1 \$	- \$	8,1 \$
Contrats d'échange sur marchandises	-	(0,8)	-	(0,8)
Swaps de taux d'intérêt	-	(3,6)	-	(3,6)
Contrat de vente à terme d'obligations	-	(1,3)	-	(1,3)
Swap sur rendement total	-	(0,1)	-	(0,1)
	- \$	2,3 \$	- \$	2,3 \$

27. Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société à l'égard de la gestion du capital sont les suivants :

- Optimiser la structure de financement en visant un ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels, d'environ 1,50.
- Conserver une cote de crédit « catégorie d'investissement »;
- Préserver sa flexibilité financière dans le but de saisir d'éventuelles occasions lorsqu'elles surviennent.

La Société gère la structure de capital et la modifie en fonction des changements dans la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents.

La Société s'appuie sur le ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels comme indicateur principal de mesure de levier financier. Aux fins du calcul, l'endettement net se définit par la dette à long terme, la portion à court terme de la dette à long terme, le découvert bancaire et l'utilisation du programme de titrisation, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Au 31 octobre 2010, le ratio d'endettement net (incluant, s'il y a lieu, l'utilisation du programme de titrisation) sur le bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels était de 1,82. Au 31 octobre 2009, le même ratio était de 2,59. La baisse de ce ratio au cours de l'exercice 2010 est principalement due à une diminution de l'endettement net liée à la vente de la quasi-totalité de nos actifs de publi-postage aux États-Unis, ainsi qu'à une réduction de nos dépenses en immobilisations corporelles combinée à l'augmentation de notre bénéfice d'exploitation des activités poursuivies avant amortissement, dépréciation d'actifs et frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels.

Pour l'exercice terminé le 31 octobre 2010, la Société n'a été en défaut à l'égard d'aucune de ses obligations financières.

28. Information sectorielle

En novembre 2010, la Société a annoncé que le secteur des communications marketing devenait le secteur de l'interactif.

En novembre 2009, la Société a modifié sa structure d'exploitation afin de renforcer le positionnement de la Société dans les marchés de l'impression, de l'interactif et des médias. En conséquence, la direction a décidé de transférer l'ensemble de ses activités canadiennes d'impression commerciale du secteur de l'interactif au secteur de l'impression. Les données comparatives ont été reclassées afin de présenter l'information selon la nouvelle structure.

Les ventes entre les secteurs de la Société sont comptabilisées à la valeur d'échange. Les opérations autres que les ventes sont faites à la valeur comptable.

Secteurs d'exploitation	2010	2009
Revenus		
Secteur de l'impression	1 442,7 \$	1 530,8 \$
Secteur de l'interactif	123,3	123,5
Secteur des médias	608,3	607,0
Autres activités et montants non alloués	7,8	7,7
Ventes inter-sectorielles		
Secteur de l'impression	(82,3)	(79,5)
Secteur de l'interactif	(2,8)	(1,4)
Secteur des médias	(5,4)	(18,3)
Total des ventes inter-sectorielles	(90,5)	(99,2)
	2 091,6 \$	2 169,8 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels		
Secteur de l'impression	277,5 \$	237,3 \$
Secteur de l'interactif	6,7	8,2
Secteur des médias	109,5	110,4
Autres activités et montants non alloués	(11,7)	(17,0)
	382,0 \$	338,9 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation		
Secteur de l'impression	164,7 \$	(30,2) \$
Secteur de l'interactif	(5,7)	(32,4)
Secteur des médias	82,9	76,7
Autres activités et montants non alloués	(17,7)	(25,9)
	224,2 \$	(11,8) \$
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels		
Secteur de l'impression	96,9 \$	90,2 \$
Secteur de l'interactif	10,3	6,9
Secteur des médias	17,0	17,0
Autres activités et montants non alloués	5,3	7,7
	129,5 \$	121,8 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles ⁽¹⁾		
Secteur de l'impression	103,8 \$	215,4 \$
Secteur de l'interactif	7,3	3,9
Secteur des médias	6,4	10,5
Autres activités et montants non alloués	3,4	7,0
	120,9 \$	236,8 \$

⁽¹⁾ Ces montants incluent le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles, qu'elles soient payées ou non.

28. Information sectorielle (suite)

	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Secteurs d'exploitation		
Actif		
Secteur de l'impression	1 473,8 \$	1 449,5 \$
Secteur de l'interactif	130,0	113,7
Secteur des médias	783,7	793,4
Autres activités et montants non alloués	207,2	81,2
Actifs liés aux activités abandonnées (note 7)	-	93,2
	2 594,7 \$	2 531,0 \$
Secteurs géographiques		
Revenus		
Canada		
Intérieurs	1 746,7 \$	1 789,9 \$
Exportations	170,4	210,0
	1 917,1	1 999,9
États-Unis et Mexique	174,5	169,9
	2 091,6 \$	2 169,8 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissement, dépréciation d'actif, frais de restructuration et dépréciation des écarts d'acquisition et actifs incorporels		
Canada	341,8 \$	321,3 \$
États-Unis et Mexique	40,2	17,6
	382,0 \$	338,9 \$
Bénéfice (perte) d'exploitation		
Canada	213,0 \$	(3,6) \$
États-Unis et Mexique	11,2	(8,2)
	224,2 \$	(11,8) \$
	Au 31 octobre 2010	Au 31 octobre 2009
Actif		
Canada	2 111,6 \$	1 918,7 \$
États-Unis et Mexique	483,1	519,1
Actif lié aux activités abandonnées (note 7)	-	93,2
	2 594,7 \$	2 531,0 \$
Immobilisations corporelles		
Canada	653,8 \$	641,9 \$
États-Unis et Mexique	264,5	293,6
	918,3 \$	935,5 \$
Écarts d'acquisition		
Canada	674,1 \$	670,0 \$
États-Unis et Mexique	4,0	3,4
	678,1 \$	673,4 \$

29. Chiffres correspondants

Certains chiffres des périodes antérieures ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de la période.